

Université de Montréal

La mesure alternative d'hostilité dans les relations de rivalité interacteur

par
Svetlana Babienco

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences
en Études internationales
option mémoire

Juillet, 2015

© Svetlana Babienco, 2015

Résumé

Le présent travail explore le phénomène de la rivalité interétatique¹ et les mesures de son intensité. Chacune des définitions existantes de la rivalité fait la lumière sur l'une de ses caractéristiques. La rivalité durable met l'accent sur la compétition militarisée, la rivalité stratégique accorde une importance particulière à la perception de l'ennemi, tandis que la *rivalité interétatique* est axée sur les questions autour desquelles la compétition se déroule. Ces visions différentes du phénomène de la rivalité laissent leur empreinte sur son opérationnalisation et sur le choix des paramètres visant à le capter. Nous réunissons ces trois interprétations dans une seule définition de rivalité interacteur, en proposant une nouvelle classification des actions hostiles, ainsi que la mesure alternative d'hostilité fondée sur la fréquence de ces dernières. Les quatre études de cas suivantes nous ont permis d'atteindre ces objectifs : les relations de rivalité entre l'Afghanistan et le Pakistan, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, entre le Belize et le Guatemala, ainsi qu'entre la Somalie et l'Éthiopie.

Mots-clés : mesure alternative d'hostilité, action hostile, rivalité interacteur

¹ Il faut noter que le terme « rivalité interétatique » est utilisé ici afin de désigner deux concepts sous-jacents. L'un d'entre eux évoque la rivalité entre les États de façon plus générale. L'autre fait référence à la définition de rivalité donnée par Scott D. Bennett. Afin de différencier les deux concepts dans le texte de ce travail, le deuxième est noté en utilisant la police de caractère en italique.

Abstract

The present document explores the phenomenon of interstate rivalry and the measures that quantify its intensity. Each of the existing definitions sheds light on one particular aspect of rivalry. The enduring rivalry emphasizes the role of the militarized competition, the strategic rivalry gives a particular importance to the political leaders' perception of the enemy, while the *interstate rivalry* focuses on the salient issues of the rivalry. These different interpretations influence the operationalization of the notion of rivalry and the choice of parameters that are selected to capture its manifestations. We combine those three visions in one definition of interactor rivalry, proposing a new classification of hostile actions and an alternative measure of hostility based on the frequency of the latter. The four following case studies helped us to achieve these goals: the rivalries between Afghanistan and Pakistan, between Armenia and Azerbaijan, between Belize and Guatemala, and between Somalia and Ethiopia.

Keywords: alternative hostility measure, hostile action, interactor rivalry

Table de matières

Résumé	i
Abstract	ii
Table de matières	iii
Liste des tableaux.....	v
Liste des figures	vi
Liste des sigles	vii
Remerciements.....	viii
Introduction	1
Chapitre 1. Les notions de rivalité et des niveaux d’hostilité. La mesure alternative d’hostilité	4
1.1 La notion de rivalité.....	4
1.1.1 La rivalité durable.....	5
1.1.2 La rivalité stratégique.....	6
1.1.3 La rivalité interétatique.....	9
1.2 La comparaison de la rivalité durable, stratégique et <i>interétatique</i>	10
1.3 La rivalité interacteur.....	14
1.4 La mesure de sévérité.....	16
1.5 La classification des actions hostiles et la mesure alternative d’hostilité.....	23
1.5.1 La classification.....	23
1.5.1.1 Actions hostiles non militarisées.....	24
1.5.1.1.1 Actions hostiles diplomatiques.....	25
1.5.1.1.2 Actions hostiles économiques.....	27
1.5.1.1.3 Actions hostiles juridiques.....	29
1.5.1.1.4 Actions hostiles propagandistes.....	31
1.5.1.2 Actions militarisées indirectes.....	33
1.5.1.3 Actions militarisées directes.....	33
1.5.2 Démarche et mesure.....	35

Chapitre 2.	La rivalité afghano-pakistanaise.	42
2.1	Présentation du cas.	43
2.2	Analyse du cas.	49
Chapitre 3.	La rivalité arméno-azerbaïdjanaise.	53
3.1	Présentation du cas.	53
3.2	Analyse du cas.	55
Chapitre 4.	La rivalité guatémalo-bélizienne.	59
4.1	Présentation du cas.	59
4.2	Analyse du cas.	63
Chapitre 5.	La rivalité somalo-éthiopienne.	66
5.1	Présentation du cas.	66
5.2	Analyse du cas.	70
Conclusion		75
Bibliographie		78
Annexe 1.	La comparaison des deux listes de rivalité, stratégique et durable.	ix
Annexe 2.	Le répertoire des actions hostiles entreprises par les acteurs des dyades rivales	
		xvi

Liste des tableaux

Tableau I. Actions hostiles entreprises au cours de la première année de la rivalité entre l'Indonésie et la Malaisie.....	39
Tableau II. Liste de 54 cas de rivalité interétatique.....	ix
Tableau III. Actions hostiles entreprises par le Pakistan contre l'Afghanistan.....	xvi
Tableau IV. Actions hostiles entreprises par l'Afghanistan contre le Pakistan.....	xxvi
Tableau V. Actions hostiles entreprises par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan.....	xxxvi
Tableau VI. Actions hostiles entreprises par l'Azerbaïdjan contre l'Arménie.....	xliii
Tableau VII. Actions hostiles entreprises par le Belize contre le Guatemala.....	xlix
Tableau VIII. Actions hostiles entreprises par le Guatemala contre le Belize.....	l
Tableau IX. Actions hostiles entreprises par la Somalie contre l'Éthiopie.....	liv
Tableau X. Actions hostiles entreprises par l'Éthiopie contre la Somalie.....	lxvii

Liste des figures

Figure 1. Relation entre les notions de la rivalité durable, stratégique et interétatique.....	15
Figure 2. Classification des actions hostiles.	25
Figure 3. Les étapes de la démarche.	38
Figure 4. Rivalité entre l'Afghanistan et le Pakistan. Mesure alternative d'hostilité.	52
Figure 5. Rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Mesure alternative d'hostilité.	58
Figure 6. Rivalité entre le Belize et le Guatemala. Mesure alternative d'hostilité.....	65
Figure 7. Rivalité entre l'Éthiopie et la Somalie. Mesure alternative d'hostilité.	73

Liste des sigles

AHMD – Action hostile militarisée direct

AHMI – Action hostile militarisée indirect

AHNM – Action hostile non militarisée

AWACS – Airborne Warning and Control Systems

CIS – Commonwealth of Independent States

COW – Correlates of War

FATA – Federally Administered Tribal Areas

ICB – International Crisis Behavior

ISI – Inter-Service Intelligence agency

KCA – Keesing’s Contemporary Archives

NAP – National Awami Party

NWFP – North-West Frontier Province

PDPA – People’s Democratic Party of Afghanistan

PMAC – Provisional Military Administrative Council

SDSF – Somali Democratic Salvation Front

UNGOMAP – United Nations Good Offices Mission in Afghanistan and Pakistan

WSLF – Western Somali Liberation Front

Remerciements

Ce mémoire n'aurait pu être réalisé sans l'appui de nombreuses personnes. Tout d'abord, je tiens à remercier mes deux directeurs de recherche, Pierre Martin et Vincent Arel-Bundock, pour leur soutien et pour leurs conseils justes et pertinents. Merci de m'avoir incitée à la créativité et à la rigueur.

Je voudrais également dire merci à mon conjoint, Sylvain Pronovost, qui a toujours été disponible pour m'encourager. Merci pour ta patience. Je suis également reconnaissante à Lina Mercier et à Jean-Frédérique de Pasquale, vos critiques m'ont été très utiles.

Introduction.

Ce mémoire explore et analyse la notion de rivalité interétatique ainsi que les tentatives de quantifier ce phénomène. Le domaine des études stratégiques a évolué considérablement au cours des dernières années en déplaçant l'accent de l'analyse de la guerre sur des phénomènes plus englobants, comme la notion de rivalité. Présentement, il y a trois définitions principales de la rivalité. Selon la rivalité durable, la confrontation militarisée constitue la quintessence d'une relation conflictuelle. Dès lors, cette vision de rivalité suggère que la façon la plus appropriée de mesurer son intensité est de le faire en fonction du nombre des pertes humaines liées au combat. En revanche, la rivalité stratégique met au centre de sa définition la perception des élites politiques de leur entourage international. Toutefois, considérant qu'il est difficile d'y avoir un accès direct, sa quantification est plutôt problématique. La troisième approche la plus connue du concept de rivalité est la rivalité *interétatique* de Bennett (1996). Elle constitue une certaine forme de synthèse de la rivalité durable et de celle stratégique, en y apportant toutefois un ajout important, soient les questions saillantes de contestation, qui sont à l'origine des rivalités.

Quoique la notion de rivalité ait permis de mieux situer et d'intégrer le conflit militarisé dans l'ensemble des interactions conflictuelles, elle manifeste toujours quelques lacunes conceptuelles et méthodologiques. En ce qui concerne les difficultés conceptuelles, les définitions de rivalité les plus fréquemment rencontrées dans la littérature ne font pas unanimité vis-à-vis de plusieurs de leurs caractéristiques, ce qui mène à formuler des conclusions parfois contradictoires concernant sa durée, son début, sa fin, l'intensité des hostilités, etc. De plus, ces contradictions théoriques laissent leur empreinte sur la manière dont la gravité d'une rivalité interétatique est mesurée, en accordant la priorité soit aux échanges militarisés, soit aux interactions hostiles de nature non violente. Ce déséquilibre que l'on observe dans les règles de codage des différentes bases de données est problématique, car à de nombreuses occasions il amène à sous-estimer l'un de ses deux aspects. La mesure d'intensité des hostilités interétatiques manifeste également une autre difficulté. Indépendamment des bases de données, elle est fondée sur des échelles de jugement où des événements qualitativement distincts, comme la menace de faire appel à la force, l'occupation

d'un territoire ou l'utilisation des armes de destruction massive, sont perçus comme des degrés différents d'un seul phénomène, soit l'hostilité.

L'objectif du présent travail consiste à proposer une façon alternative d'évaluer l'intensité des événements hostiles ayant lieu dans le cadre d'une rivalité, ainsi qu'à réunir les définitions existantes de cette dernière dans une notion de rivalité plus inclusive, car nous croyons que les trois approches existantes ne sont pas mutuellement exclusives mais plutôt complémentaires. Cette nouvelle définition de rivalité servira à dresser une nouvelle classification des actions hostiles dont le but est d'incorporer autant des actions militarisées que celles non militarisées. Nous comptons atteindre ces objectifs en analysant une série d'études de cas. Le déroulement de chaque cas de rivalité sera comparé aux prémisses des définitions existantes afin de découvrir leurs dissonances. Cela permettra d'offrir une définition de rivalité interétatique plus adéquate aux données empiriques. Les cas empiriques serviront également de fondement afin de proposer une mesure alternative d'hostilité qui tiendra compte de la nature hétérogène et non hiérarchique des événements qui la composent. Contrairement à la méthode traditionnelle d'utiliser des échelles de jugement dont les valeurs doivent être séparées par les mêmes intervalles et comparées selon leurs magnitudes, les actions hostiles des pays rivaux de la mesure alternative seront regroupées dans des catégories indépendantes et quantifiées selon leur fréquence. De plus, la mesure alternative d'hostilité permettra de retracer chaque événement historique pertinent à une relation de rivalité pour donner une image beaucoup plus complète et riche de la dynamique conflictuelle.

Quant à la contribution scientifique du mémoire, elle comporte plusieurs éléments. Parmi ces éléments se trouvent une nouvelle définition de rivalité, une nouvelle taxonomie des actions hostiles, ainsi qu'une façon alternative de les quantifier. La notion de rivalité interacteur développée ici cherche à réunir les trois approches ci-dessus mentionnées. Comme résultat, elle suggère qu'une rivalité devrait présenter les critères suivants : les questions de contestation qui sont la raison d'être d'une rivalité, la perception d'une menace provenant d'un acteur cible, ainsi que l'expression de cette perception à l'aide des actions hostiles. Dès lors, la rivalité interacteur constitue un processus de catégorisation par des décideurs politiques de leur entourage international, où l'hostilité est exprimée par l'entremise des actions hostiles. Selon la notion de rivalité interacteur, les questions de contestation ont la priorité sur l'élément de souveraineté. Autrement dit, si une élite politique arrive à formuler ces doléances autour

d'une question de contestation vis-à-vis d'une autre élite politique en les traduisant en une série de gestes hostiles, cette dyade conflictuelle sera considérée comme une rivalité même avant que ces acteurs obtiennent le statut d'États souverains par la voie de la reconnaissance diplomatique. Une autre contribution du présent travail concerne la mesure alternative qui quantifie les niveaux d'hostilité entre les rivaux en estimant la fréquence des actions hostiles sans utiliser des échelles de jugement. Cela rend possible une désagrégation plus aisée des données qui la composent en unités de temps égales selon les besoins des différents projets de recherche. La manipulation de la mesure de sévérité est en revanche plus limitée, car sa plus petite unité d'analyse est le différend dont la durée est variable.

La pertinence scientifique du travail actuel consiste à mieux comprendre la nature et le déroulement de la rivalité interétatique. Ceci permettrait à des projets de recherche ultérieurs d'explorer davantage des liens entre ce type de relations conflictuelles et d'autres phénomènes comme l'intensité des échanges économiques bilatéraux ou l'évolution du nombre de partenaires économiques internationaux. Pour ce qui est de sa pertinence sociale, une meilleure connaissance des relations de rivalité peut apporter une réponse à certaines questions des praticiens et des décideurs politiques.

Ce mémoire est organisé en cinq chapitres. Le premier vise à donner une base théorique aux démarches de recherche ainsi qu'à énoncer de manière explicite l'état actuel de la question concernant les approches de rivalité et de ses niveaux d'hostilité. Après avoir constaté leurs limites respectives, ce chapitre proposera la définition de la rivalité interacteur, une classification des actions hostiles, ainsi que la mesure alternative d'hostilité de cette dernière. Chacun des quatre chapitres subséquents a pour objet l'application de ces avancées théoriques à un cas de rivalité précis. Les quatre cas de rivalité se déroulent entre l'Afghanistan et le Pakistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Belize et le Guatemala, puis l'Éthiopie et la Somalie. Leur étude a permis de confirmer que la rivalité formulée en termes des questions de contestation et de la perception de l'élite politique détermine le début des relations conflictuelles bien avant l'obtention de l'indépendance d'un État.

Chapitre 1. Les notions de rivalité et des niveaux d'hostilité. La mesure alternative d'hostilité.

L'étude de la guerre et de la paix a une longue histoire. Comparativement à son vaste champ théorique, le concept de rivalité est relativement nouveau et peu élaboré. Il a émergé graduellement au cours des cinq dernières décennies et a été utilisé initialement plutôt comme un outil méthodologique. Depuis, son évolution et son importance dans le corpus d'études stratégiques ont suivi plusieurs transformations.

Ce chapitre est dédié aux objectifs suivants : l'analyse des notions de rivalité durable, stratégique et *interétatique* afin de trouver une façon de les réunir dans une seule définition de rivalité qui serait plus englobante, ainsi que l'analyse des mesures et des taxonomies existantes de la sévérité des interactions hostiles entre les pays rivaux afin de pouvoir proposer une mesure alternative d'hostilité.

1.1 La notion de rivalité.

Avant de passer à l'analyse approfondie de la rivalité, il faut souligner que cette approche a un avantage important vis-à-vis de l'étude traditionnelle des relations conflictuelles, la capacité d'étudier la relation conflictuelle comme un ensemble des événements mutuellement dépendants. Comme Michael P. Colaresi a mentionné, « Instead of looking at international relations as distinct and separable pixels of history, we should focus on the way those pixels align to form a picture »². Ceci permet d'obtenir une image plus complète d'un conflit, ainsi que d'établir de nouveaux liens entre des éléments qui le composent et qui étaient indétectables avant.

Une des premières idées semblables à celle de rivalité qui ont apparues dans la littérature sur le conflit international a été la notion des « ennemis internationaux » (Finlay, Holsti, et Fagan 1967; Feste 1982), qui désignait des groupes d'États manifestant un comportement hostile et propice à l'intensification. La notion accordait beaucoup d'importance à la souveraineté nationale des acteurs, mais négligeait le caractère continu des échanges conflictuels. Le concept de « conflit prolongé » vient corriger cette inexactitude en

² Michael P. Colaresi, *Scare tactics: the politics of international rivalry* (Syracuse: Syracuse University Press, 2005), 1.

soulignant le rôle de la durée temporelle des conflits (Azar, Jureidini, et McLaurin 1978; Brecher 1984). Même si ces deux notions ne sont presque plus utilisées dans la recherche récente, elles ont servi à l'élaboration d'un cadre théorique définissant la rivalité durable (Wayman 1982; Diehl 1983; Gochman and Maoz 1984; Diehl et Goertz 2001; Klein, Goertz et Diehl 2006) et celle stratégique (Thompson 2001; Colaresi, Rasler, Thompson 2007), les concepts qui seront analysés en profondeur dans les sections subséquentes.

1.1.1 La rivalité durable.

La définition conceptuelle de rivalité durable que Paul F. Diehl et Gary Goertz proposent englobe trois éléments constitutifs ci-après, la cohérence spatiale, la durée, et la compétition militarisée. Pour ce qui est du premier élément, les acteurs dans des rivalités sont des pairs d'États souverains qui se trouvent en compétition l'un avec l'autre. Même si ces guerres civiles peuvent avoir des implications internationales, les acteurs armés non étatiques ne sont pas considérés comme les acteurs dans une rivalité durable. Il est possible qu'en vertu des alliances plus de deux États puissent prendre part dans une rivalité. Mais pour la plupart des cas il ne s'agit que d'une intervention temporaire. Il ne faut pas présumer que chacun de ces liens d'alliance a une influence constante sur le déroulement de la rivalité ou le même statut que les rivaux principaux.

Le deuxième élément de la rivalité durable, la durée, désigne l'influence du passé sur les interactions actuelles et futures. Même si les rivalités peuvent varier en durée, allant de courtes compétitions jusqu'à celles qui se maintiennent pendant plusieurs décennies, seulement les conflits qui perdurent dans le temps peuvent porter le nom des rivalités durables. La condition de la durée est importante, car plus une rivalité se maintient dans le temps, plus elle sera lourde de conséquences.

Le troisième élément, la compétition militarisée désigne une relation dans laquelle au moins un des deux antagonistes utilise des moyens militaires de la politique étrangère. Diehl et Goertz insistent sur le fait que la compétition interétatique au sens plus général n'est pas suffisante pour générer une rivalité à long terme. La compétition militarisée, par contre, joue le rôle d'un élément aggravant qui amplifie la volonté des adversaires de faire valoir leurs revendications concurrentes, ce qui augmente la durée de la rivalité.

Il convient de souligner qu'en 2006 James P. Klein, Gary Goertz et Paul F. Diehl ont révisé leur concept de rivalité durable en y intégrant une nouvelle dimension de conflits liés. Les différends qui se déroulent autour des mêmes questions ont été réunis dans une seule rivalité nonobstant le fait qu'elle n'a pas satisfait le critère de proximité temporelle qui occupait une place plus importante dans la version précédente de la rivalité durable (Klein, Goertz et Diehl 2006). Cette nouvelle dimension est une façon d'incorporer la notion des questions d'intérêt commun des adversaires dans le concept de la rivalité durable. Afin d'opérationnaliser le concept des conflits liés, ils utilisent des narratives pour les dyades marquées par trois ou plus de différends.

En ce qui concerne la définition opérationnelle de la rivalité durable, les différends qui surviennent avec la fréquence une fois toutes les 10-15 années sont traités comme faisant partie de la même rivalité. Plus précisément, un différend fait partie de la même rivalité s'il se produit dans les onze années à compter du premier conflit, dans les douze années après le deuxième conflit, et jusqu'à quinze ans après le cinquième différend. Afin d'établir ces seuils de durée et fréquence des différends militarisés les auteurs se sont appuyés sur l'analyse des données de *Correlates of War Project*³. De plus, une rivalité se définit par un niveau de compétition militarisée qui a atteint une fréquence minimale de six différends ou plus et qui perdure au cours d'une période d'au moins vingt ans. Ces deux conditions, celle de minimum de six différends et celle de la période de vingt ans assurent le fait que les États ont atteint le niveau de la concurrence militarisée qui correspond à la rivalité durable. La date du début est celle du premier acte d'agression de caractère militarisé qui passe le seuil minimal. Les rivalités se terminent entre la date du dernier différend et la période de dix ans qui le suit.

1.1.2 La rivalité stratégique.

Il convient de passer maintenant à la description des rivalités stratégiques. Comme dans le cas des rivalités durables, il s'agit d'une relation marquée d'un vif conflit d'intérêts. Mais ce n'est pas leur unique caractéristique. Les antagonistes doivent être choisis les uns par les autres dans un processus de catégorisation. Les trois critères de cette catégorisation sont les

³ Paul F. Diehl, « Arms Races to War: Testing Some Empirical Linkages », *Sociological Quarterly* 26 (1985), 331-349.

suivants : les acteurs doivent regarder l'un l'autre comme des compétiteurs, comme une réelle menace qui peut dégénérer dans une confrontation militarisée, ainsi qu'ils doivent considérer l'un l'autre comme des ennemis⁴.

Étant donné qu'il est question d'un processus de catégorisation, dans la généralité des cas les adversaires ne restent pas silencieux à propos de leurs choix d'ennemi, ce qui facilite leur identification par d'autres acteurs, qui à leur tour peuvent répondre ou pas à la nouvelle menace. Une fois la dynamique de rivalité en place, les antagonistes se montrent enclins d'interpréter leurs intentions respectives en s'appuyant sur les comportements révélés plus tôt et de les projeter sur leur comportement futur. Ce genre d'interprétation est propice à amplifier les attentes réciproques sur la probabilité de la confrontation de plus en plus musclée. Ceci crée une atmosphère chargée d'animosité et de suspicions mutuelles. De plus, ces attentes de détérioration à venir tentent de renforcer l'intention des élites politiques d'utiliser les moyens de plus en plus destructifs. De cette manière, la rivalité s'installe solidement entre deux acteurs internationaux pour se renouveler de la façon cyclique dans leurs interactions futures.

Pour ce qui est des rivalités plus matures, même si leur niveau d'hostilité peut rester plutôt stable pour une longue période de temps, il devient de plus en plus difficile de se départir du bagage psychologique négatif accumulé avec des années de tensions. Avec le temps, les attentes de nouvelles confrontations se réaniment de manière autosuffisante sans plus tenir compte du comportement réel de l'adversaire. Ceci constitue le mécanisme principal par l'intermédiaire duquel les biais cognitifs affectent les décisions prises au sein des élites politiques et qui servent à maintenir les rivalités en place (Colaresi 2005). La méfiance, la perception erronée, le favoritisme vis-à-vis des membres de son groupe et l'hostilité face aux membres d'un autre groupe font de sorte que plus la rivalité progresse, moins elle nécessite la stimulation externe.

Cette compréhension de rivalité a beaucoup en commun avec la définition de crise de *International Crisis Behavior Project* qui accorde une place centrale à la perception par des leaders politiques des menaces à leurs valeurs essentielles. Elle fait également écho de

⁴ Michael P. Colaresi, Karen Rasler et William R. Thompson, *Strategic Rivalries in World Politics. Position, Space and Conflict Escalation* (New York: Cambridge University Press, 2007), 25.

l'étude réalisée par Murray et Cowden⁵ qui analyse la structure des croyances des élites politiques. Même si leur analyse est entreprise dans un contexte national et temporel très concret, les auteurs arrivent aux conclusions qui sous-entendent les mêmes principes que ceux soulignés plus haut. Ils trouvent que le caractère constant des croyances des décideurs politiques prend naissance dans leur attachement idéologique, ainsi que dans leur engagement de longue date vis-à-vis des valeurs fondamentales. De plus, les auteurs ont constaté que les décideurs transportaient ces vieilles valeurs sur un nouveau contexte international.

Tenant compte de cette description conceptuelle des rivalités stratégiques, leur opérationnalisation devrait se faire en mettant les expressions des sentiments d'animosité des acteurs internationaux vis-à-vis de leurs adversaires au centre de la définition. Afin de générer leur liste des rivalités stratégiques, les auteurs utilisent une série de règles de codage plus libérales que celles pour définir la rivalité durable. Aucun seuil minimal de durée ou de fréquence préalable n'est obligatoire afin de constater une rivalité stratégique. Tout d'abord, les rivaux doivent être des États indépendants. De plus, même si les divers groupes au sein des structures gouvernementales peuvent avoir des visions différentes de ce qui représente un ennemi, seules les vues des décideurs principaux sont considérées comme ayant influence sur l'évolution de la rivalité. Le début et la fin des rivalités doivent correspondre autant que possible aux premières et dernières expressions de comportement compétitif des élites politiques. En déterminant la fin de rivalité en particulier, il est nécessaire de se référer à une preuve explicite de désescalade significative résultant d'un changement dans la perception des élites politiques de leur entourage international. Toutefois, s'il est impossible de détenir de telles preuves, la rivalité en étude doit être considérée comme étant en cours. Finalement, si deux États ne sont pas des rivaux avant le déclenchement d'une guerre, ils ne le deviennent pas à l'exception des cas où leur rivalité continue au-delà de la période de combat.

Dans une situation où l'identification d'une rivalité est fondée sur la perception par ses acteurs de leur entourage international, une certaine interprétation des sources d'information brute est inévitable. La cause principale de cette difficulté réside dans le fait que pour la plupart, l'identification de la perception des élites politiques ne peut pas être effectuée directement, mais plutôt par l'intermédiaire des différentes sources d'information. La question

⁵ Shoon Kathleen Murray et Jonathan A. Cowden, « The Role of "Enemy Images" and Ideology in Elite Belief Systems », *International Studies Quarterly* 43 (1999), 455-481.

de l'interprétation des données sera discutée davantage dans la section sur la mesure alternative d'hostilité.

1.1.3 La rivalité interétatique.

Partageant le même point de vue que les chercheurs précédents, Scott Bennett affirme que les différends n'apparaissent pas de nulle part, mais plutôt surviennent dans un contexte chargé d'interactions hostiles ayant lieu sur une longue période de temps (Bennett D. Scott 1996). Même si sa définition de rivalité est fondée sur celle de rivalité durable, elle y ajoute un élément qui la rapproche davantage au concept de la rivalité stratégique. Il s'agit des questions saillantes (*high-salience issues*) d'intérêt national qui seraient contestées par des rivaux et qui serviraient de fil conducteur afin de pouvoir détecter une relation de rivalité.

Il faut souligner que Paul Diehl et Gary Goertz évoquent brièvement le rôle *des biens peu disponibles* qui alimenteraient la compétition militarisée dans le contexte de la rivalité durable⁶. Ils avancent également que la nature de ces biens peut être autant tangible qu'immatérielle et que leurs traits communs sont la rareté et l'impossibilité de satisfaire entièrement les objectifs des deux rivaux. Toutefois, la notion de ces biens peu disponibles n'attire pas davantage leur attention et ils ne l'incluent pas dans leur définition.

Bennett définit la rivalité comme une relation interétatique qui se distingue par un désaccord des acteurs sur la résolution de certaines questions saillantes et qui se déroule sur une longue période de temps; une situation qui les amène à s'engager dans une confrontation diplomatique ou militaire. Les questions saillantes dont on parle peuvent porter sur le contrôle du territoire, sur la promotion d'une idéologie ou sur des questions de la politique intérieure. Bennett soutient également qu'au cours d'une rivalité les objets de contestation en question peuvent se transformer, mais en dépit de ces mutations ils doivent démontrer une continuité. Cette condition est particulièrement importante, car selon la définition de *rivalité interétatique*, seules des questions saillantes de contestation constituent l'élément permettant d'identifier une rivalité. Il arrive à la conclusion que seule la cessation des hostilités ne suffit pas pour présumer la fin d'une rivalité, mais il s'agit plutôt de la combinaison d'une telle cessation et

⁶ Paul F. Diehl et Gary Goertz, *War and peace in international rivalry* (Ann Arbor: The University of Michigan Press, 2001), 23.

d'une résolution définitive des questions qui sont au cœur de la discorde (Bennett 1996). Tout comme Diehl et Goertz, Bennett limite son analyse aux dyades rivales dont la relation se caractérise par le conflit militarisé. Il soutient que sans la menace d'un conflit militarisé les questions saillantes d'intérêt national seraient résolues relativement rapidement. Ainsi, sa définition conceptuelle contient quatre éléments suivants, la durée, des acteurs souverains, la compétition militarisée et les questions saillantes d'intérêt national.

Son opérationnalisation de *rivalité interétatique* est fondée sur la définition opérationnelle de rivalité durable de Wayman et Jones (1991), qui comprend trois idées générales de gravité, de durabilité et de continuité. Selon leur définition, il doit y avoir au minimum cinq différends militarisés d'une durée de trente jours chacun, vingt-cinq ans entre le déclenchement du premier différend et la fin du dernier, et l'écart entre deux conflits militarisés ne doit pas dépasser dix ans. Si cet écart est dépassé, mais des questions de nature territoriale restent sans résolution et on observe au moins un différend militarisé au cours des vingt-cinq ans suivants, la rivalité est considérée comme étant en cours. Bennett adopte cette définition en y apportant quelques modifications importantes qui sont basées sur cette idée centrale de questions saillantes d'intérêt national. Il y ajoute la condition selon laquelle si une rivalité renferme plusieurs questions en jeu, elles doivent être connectées sur toute durée de la rivalité. Ensuite, une fois identifiée, la rivalité continue jusqu'à ce que les questions saillantes en jeu soient résolues. En apportant cette modification, il rejette la règle de vingt-cinq ans de Wayman et Jones. Finalement, après qu'une rivalité est identifiée, Bennett utilise le premier différend militarisé qui concerne les questions en jeu comme la date de début de la rivalité⁷.

Nonobstant le fait que la *rivalité interétatique* semble être plus conceptuellement rapprochée à la notion de la rivalité durable, l'analyse plus détaillée de ces postulats démontre qu'elle a davantage de traits communs avec la notion de la rivalité stratégique.

1.2 La comparaison de la rivalité durable, stratégique et *interétatique*.

Si l'on compare les conceptions de rivalité présentées plus haut, on peut observer certaines similitudes dans leurs définitions. La première concerne le choix des acteurs

⁷ Bennett D. Scott, « Security, Bargaining, and the End of Interstate Rivalry », *International Studies Quarterly* 40 (1996), 157-184, 171.

participants. Pour toutes les trois définitions, ce sont des États indépendants réunis dans des dyades. Quant aux groupes de pression au sein du pouvoir ou aux acteurs non étatiques, les conditions sont également semblables, seules les décisions du pouvoir central comptent. Le deuxième trait commun porte sur le comportement compétitif et hostile des acteurs qui sont en attente de futurs affrontements. Finalement, que cela soit fait de façon explicite ou implicite, les trois définitions s'entendent sur le point selon lequel la rivalité a la tendance de devenir une relation plutôt prolongée dans le temps. Pour ce qui est de différences entre les notions de rivalité, elles sont plus notables que les ressemblances.

Le tout premier coup d'œil sur les deux notions de la rivalité, celles stratégique et durable, dévoile que la deuxième est fondée sur l'interaction militarisée des acteurs, alors que la rivalité stratégique se définit en fonction de la perception des principaux décideurs politiques des pays antagonistes. La rivalité durable est construite autour d'un des résultats possibles du processus de la prise de décision par des élites politiques, tandis que la rivalité stratégique est axée sur l'ensemble des résultats de ce processus. Il faut dire qu'il est tout à fait plausible d'appuyer une définition de rivalité sur sa manifestation la plus violente, cependant des expressions de comportement hostile sont nombreuses et variées. L'analyse des cas de rivalité révèle systématiquement une proportion plus grande des actions hostiles de moindre violence relativement aux interactions militarisées. Par exemple, si l'on se réfère à la liste des rivalités répertoriées en fonction de leur durée qui a été dressée par Paul Diehl et Gary Goertz⁸, les rivalités qui sont considérées comme durables représentent 2416 années cumulatives, tandis que la durée totale de toutes les rivalités qui ne passent pas le seuil nécessaire (dont l'intensité est moindre) est de 3663 années cumulatives. Il serait plausible de présumer que par leur grand nombre, les interactions de moindre violence auraient une certaine influence sur la perception de la menace extérieure par des décideurs nationaux. De cette manière, le fait de placer la perception des acteurs politiques au centre de la définition de la rivalité plutôt que les différends militarisés donne la possibilité de capter un spectre plus large de phénomènes liés aux interactions hostiles. En conséquence, la définition de rivalité stratégique est plus inclusive et plus empirique que celle de rivalité durable.

Contrairement à la définition de rivalité durable, où le début et la fin des rivalités sont

⁸ Paul F. Diehl et Gary Goertz, *War and peace in international rivalry* (Ann Arbor: The University of Michigan Press, 2001), 45.

déterminés par les seuils de fréquence des différends militarisés qui surviennent dans un intervalle de temps précis, la rivalité stratégique n'impose aucune limite temporelle. En critiquant cette approche d'identification des rivalités par leur fréquence, Thompson indique qu'elle est marquée par un important biais de prendre en considération uniquement des segments des relations conflictuelles où la confrontation est la plus dense, et de négliger les portions où elle est moins présente⁹. Mais des interactions moins fréquentes et moins violentes contribuent quand même à accentuer la perception de la menace extérieure. Dans quelle proportion relativement aux actions militarisées ? Cette question sera discutée dans des sections à suivre.

Il convient de noter que malgré leurs différences, les deux conceptions ne sont pas incompatibles. La comparaison de leurs postulats évoqués ci-devant suggère qu'elles sont plutôt hiérarchiques. Même si les conclusions de Thompson concernant le bas degré de compatibilité entre les deux registres de rivalité (0,349)¹⁰ ne semblent pas soutenir cette idée, la rivalité durable constitue plutôt un cas particulier de celle stratégique. La comparaison plus détaillée des deux listes des cas de rivalités, celui de Colaresi, Rasler et Thompson et celui de Klein, Goertz et Diehl atteste ce point¹¹. Comme la notion de la rivalité stratégique est basée

⁹ William R. Thompson, « Identifying Rivals and Rivalries in World Politics », *International Studies Quarterly* 45 (2001), 558.

¹⁰ Michael P. Colaresi, Karen Rasler et William R. Thompson, *Strategic Rivalries in World Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 2007), Table 2.3, 58.

¹¹ J'ai comparé les 31 premiers cas (Strategic rivalries) répertoriés par le premier groupe des chercheurs avec les 44 premiers cas (Enduring rivalries II) listés par le deuxième group, ce qui représente 17,9% de toutes les rivalités stratégiques et 15,1% des rivalités durables. Le nombre total des dyades est 54. Cet échantillon contient 21 cas de rivalité compatibles (38,8%), autrement dit, ce sont les mêmes cas qu'on trouve dans les deux listes. Parmi ces 21 cas on en trouve 14 (66,7%) où la rivalité stratégique commence plus tôt ou au même moment et finit plus tard ou au même moment que la rivalité durable. Si l'on examine les cas de rivalité durable qui ne coïncident pas avec la liste de Colaresi, Rasler et Thompson, on peut constater que 9 d'entre eux (Albanie-Italie (1914-1939), Albanie-Yougoslavie (1915-1921), Argentine-Royaume-Uni, Bangladesh-Inde, Belgique-Allemagne, Botswana-Afrique du Sud, Botswana-Zimbabwe, Brésil-Royaume-Uni et Égypte-Royaume-Uni) correspondent entièrement ou en partie à la définition de la rivalité stratégique. En ajoutant ce chiffre aux 21 cas mentionnés auparavant, on arrive aux 55,5% de compatibilité des deux listes. Ensuite, l'échantillon contient 2 autres cas de rivalité durable qui sont des parties constitutives des plus longues rivalités selon la liste des rivalités stratégiques (Argentine-Chili (1952-1984) et Autriche-Italie (1904-1918)). De plus, Goertz et Diehl donnent parfois le statut des rivaux principaux aux tierces parties, qui ont participé aux hostilités comme des alliées pendant une période de temps plus courte que la durée de la rivalité principale (Goertz et Diehl 2001, 246-47). Cette règle est en contradiction avec la condition avancée par Thompson et coll., que si les alliés des rivaux principaux ne développent pas de relations conflictuelles distinctes et séparées de la rivalité principale, qui dépasseraient le cadre temporel de la rivalité principale, ils ne peuvent pas être traités comme des rivaux. L'échantillon à l'étude contient 8 cas ceux-là (Afghanistan-Tadjikistan, Afghanistan-Ouzbékistan, Autriche-États pontificaux, Bahreïn-Irak, Belgique-Yougoslavie, Argentine-France, Australie-Chine et Autriche-Grèce), ainsi que 4 cas qui regroupent chacun une série des événements sans lien avec les définitions de rivalité présentées plus

sur des perceptions, elle est mieux appropriée pour détecter des actions hostiles de faible intensité qui, à de rares exceptions près, ont la tendance de précéder des confrontations violentes, ce qui peut être utilisé comme un moyen fiable d'anticiper des hostilités militarisées. Également, cela fait de sorte que dans la majorité des cas les rivalités stratégiques commencent plus tôt et finissent plus tard que celles durables leur permettant de capter des phénomènes inaperçus par les rivalités durables.

Quoique la notion de rivalité stratégique présente plusieurs avantages théoriques vis-à-vis de rivalité durable, elle contient également au moins un élément qui peut être amélioré. Selon sa définition, une rivalité commence quand les décideurs politiques d'un État souverain aperçoivent dans leur entourage international un ennemi compétitif qui représente une menace. Cela écarte tous les cas des deux entités politiques (ou une des deux entités politiques) qui ne disposent pas encore de l'attribut de reconnaissance diplomatique, mais qui ont déjà une histoire de conflit. La rivalité stratégique, tout comme celle durable, ignore le fait que les attitudes hostiles des élites politiques peuvent se manifester avant la déclaration de l'indépendance et la reconnaissance. À ce propos, la substitution de l'attribut de l'État indépendant par celui de questions saillantes d'intérêt national (common issues) serait utile à l'identification d'une rivalité naissante, ainsi qu'à détermination de son début et de sa fin. Scott Bennett est parmi les premiers qui ont accordé attention à ce phénomène. L'étude relative aux questions d'intérêt a également permis d'identifier un autre mécanisme par l'entremise duquel les comportements au sein des rivalités deviennent plus rigides. Il s'agit du phénomène d'accumulation des sujets de contestation. Au cours d'une rivalité, les questions tentent de s'accumuler en raison du développement des images d'ennemi. Ceci amène les États d'interpréter les comportements considérés bénins auparavant comme une menace (Dreyer 2010). La raison principale pour laquelle la contestation, qui se dresse autour des questions d'intérêt commun des rivaux et qui est accompagnée du manque de volonté de résoudre leurs différences de façon pacifique, se trouve au cœur d'une rivalité, c'est qu'elle est à l'origine de la toute première incitative de déclencher les hostilités. Les acteurs font la

haut (Afghanistan-Russie, Albanie-Italie (1952-1957), Albanie-Yougoslavie (1992-2001) et Royaume-Uni-Colombie). Si l'on sépare les 2 cas de rivalité durable qui constituent des fragments des plus longues rivalités selon la liste des rivalités stratégiques, ainsi que les 8 cas de rivalité « par alliance » du reste de l'échantillon, on arrivera à 68,2% de compatibilité des deux registres. De plus, comme il a été mentionné plus haut, la rivalité stratégique est 66,7% plus inclusive que celle durable. Pour plus de détails sur la comparaison des cas qui composent l'échantillon, consultez l'Annexe I.

compétition autour des questions qui deviennent des lignes directrices des rivalités, ce qui confirme leur existence et témoigne de leur fin tout comme de leur début. De cette façon, des entités politiques qui n'ont pas de matière à propos de laquelle ils pourraient rivaliser ne sont pas des rivaux. Bennett s'est servi du concept des questions saillantes d'intérêt national afin de démontrer comment les rivalités finissent. Cependant ces mêmes questions peuvent être utilisées pour identifier leur commencement.

Comme cela a été mentionné ci-dessus, *la rivalité interétatique* a beaucoup en commun avec la rivalité durable. Toutefois, les questions de contestations sont davantage rapprochées à la notion de la perception, qui se trouve au coeur de la rivalité stratégique. Après avoir pris conscience de leurs besoins et priorités nationales, les décideurs politiques commencent à constater des obstacles éventuels sur la voie de leur réalisation. Si ces obstacles sont dressés par la volonté concurrente d'une autre entité politique internationale, elle peut être perçue comme une menace à la sécurité et à la prospérité en transformant les intérêts nationaux en questions saillantes de contestation entre les deux entités. De cette façon, la perception et les questions de contestation sont indivisibles et également nécessaires pour qu'une rivalité soit déclenchée. Par contre, la confrontation militarisée sur laquelle Bennett s'appuie pour déterminer le début d'une relation conflictuelle fait de sorte que sa définition, tout comme celle de rivalité durable, est conceptuellement plus restreinte que la notion de rivalité stratégique. La relation entre les trois notions est schématiquement présentée par la Figure 1.

1.3 La rivalité interacteur

La nouvelle définition de la rivalité proposée ici est fondée en partie sur certains éléments des trois notions de rivalité évoquées dans les sections précédentes, et en partie sur des observations faites à l'aide des études de cas présentées dans le chapitre qui suit.

Tout d'abord, une relation de rivalité est un processus au cours duquel les acteurs ciblent l'un l'autre en tant que menace pour leur sécurité et même parfois pour leur existence, ce qui motive leurs attitudes hostiles. Ensuite, il ne suffit pas de percevoir sa cible comme menace. Pour qu'une rivalité soit enclenchée, les attitudes hostiles des adversaires doivent être exprimées à l'aide des actions hostiles dont la nature peut être militarisée ou non militarisée.

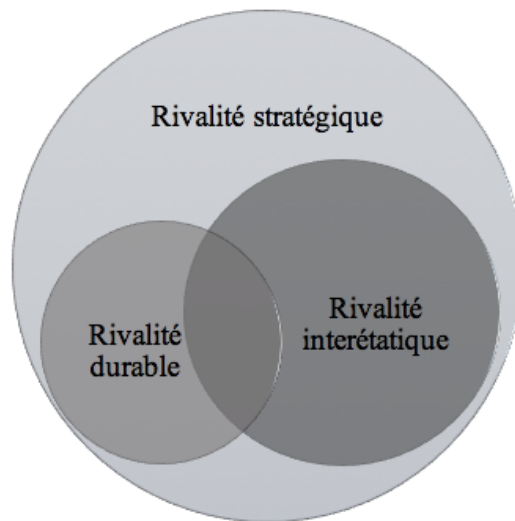


Figure 1. Relation entre les notions de la rivalité durable, stratégique et interétatique.

Une relation de rivalité commence avec la première manifestation de la perception d'ennemi par l'élite politique. Autrement dit, elle débute avec sa première action hostile explicitement dirigée contre sa cible. Toutefois, une seule action n'est pas suffisante pour constituer une rivalité. Plusieurs actions hostiles n'ayant pas de lien commun entre elles n'indiquent pas non plus d'effort systématique et soutenu de confronter le rival. Seulement si cette première expression d'animosité est suivie d'une série d'autres actions hostiles qui sont liées par la même question de contestation, son début peut être considéré comme le début de la rivalité. Pour ce qui est de la fin d'une relation conflictuelle, une rivalité se termine avec la résolution définitive des questions de confrontation.

Les acteurs participant à une rivalité sont les entités politiques internationales qui possèdent au moins trois des quatre attributs suivants de l'État, une population permanente, un territoire défini et un gouvernement¹². La reconnaissance diplomatique est un attribut facultatif. Cette décision est dictée par l'observation selon laquelle les questions de contestation sont souvent formées et exprimées par les acteurs avant même leur accession à l'indépendance. Cela constitue la raison principale pour laquelle nous avons choisi d'employer pour notre nouvelle définition le terme *la rivalité interacteur* au lieu de *la rivalité interétatique*. Utilisé

¹² Montevideo Convention on the Rights and Duties of States., 1934, art. 1. En ligne: <https://www.ilsa.org/jessup/jessup15/Montevideo%20Convention.pdf> (page consultée le 29 Juin 2015).

depuis les années 1991 principalement en théorie de l'évolution et en génie logiciel, le mot *interacteur* provient du verbe *interagir*.

Finalement, la rivalité constitue une relation qui se développe autour d'au moins une question de contestation. Quant à cette dernière, elle est formée d'une série d'actions hostiles dont la plus courte constitue deux actions. Par conséquent, la durée minimale d'une rivalité est égale à la période entre le début de la première action et la fin de la deuxième.

Ainsi, les trois concepts centraux de la rivalité interacteur, sans lesquels une rivalité n'existe pas, sont les questions de contestation, la perception d'une menace provenant d'un acteur cible et l'expression de cette perception à l'aide des actions hostiles.

1.4 La mesure de sévérité.

Selon la définition de la rivalité interacteur, le comportement hostile et soutenu entre les élites politiques des États souverains constitue le premier et le plus important signe grâce auquel on reconnaît une rivalité. Comme la perception par des décideurs politiques de leur entourage international est impossible de détecter avant qu'elle soit exprimée, ce comportement hostile devient un indice principal d'identification des rivalités. En le divisant en plusieurs petites unités selon des critères précis, on arrive à établir des taxonomies diverses des actions hostiles plus concrètes. Ceci permet d'effectuer des analyses comparatives entre les différents cas de rivalité en terme de leur intensité.

La mesure de sévérité est un paramètre qui permet d'examiner des rivalités en transformant les niveaux divers d'hostilité en valeurs quantitatives selon une échelle conceptuelle prévue à cet égard. Mais les premières études sur le conflit international ne témoignent pas de beaucoup d'effort concernant l'élaboration d'une telle mesure. Par contre, il est accentué plutôt sur l'étude de la guerre que sur les expressions de comportement compétitif et hostile dans le cadre des rivalités. La première version de *Correlates of War Project* (Small and Singer 1982), ainsi que certains ouvrages plus classiques (Richardson 1960; Wright 1965) en sont les exemples. Selon ces premiers efforts d'analyse, le critère principal de distinction entre la guerre et d'autres types de conflits est l'indice de nombre des décès liés au combat. La faiblesse la plus grande et la plus évidente de cette approche de « guerre/pas de guerre » réside dans le fait qu'elle ne tient pas compte d'énormes variations qui existent dans chacune des

catégories. Une approche dichotomique semblable a été utilisée par Wilkenfeld, Brecher et Moser (1988) afin de décrire la distinction entre une crise et d'autres types de conflits. À l'opposé de la démarche de « guerre/pas de guerre », où le critère d'appartenance à une catégorie ou l'autre est absent de toute ambiguïté, la méthode de « crise/pas de crise » utilise des indicateurs trop vagues, qui rendent toute tentative de leur opérationnalisation quasi impossible. Il existe également quelques tentatives d'analyse de conflit international où ce dernier est conceptualisé plutôt comme un phénomène polymorphe qui se manifeste par l'intermédiaire de multiples formes. En ce sens, les bases de données *the International Crisis Behavior*, les versions plus récentes de *the Correlates of War Project*, et les analyses de Diehl et Goertz (2001) méritent une attention particulière.

L'ensemble de données de *International Crisis Behavior* établit une série de cinquante-cinq variables qui désignent quelques dimensions des crises internationales. Selon ICB, une crise politique internationale repose sur trois conditions qui s'appuient à leur tour sur des perceptions des décideurs politiques concernant leur environnement international. Ces trois conditions sont une menace aux valeurs fondamentales d'un acteur, une prise de conscience relative au temps limité pour la réponse à la menace perçue, ainsi qu'une augmentation de la probabilité d'un affrontement militaire (Brecher, James et Wilkenfeld 2000; Hewitt 2003). Quant aux variables décrivant les dimensions des crises, leur valeur est de nature nominale ou ordinale, à l'exception de celles qui mesurent la durée d'une crise et le nombre de participants. Si l'on élimine des paramètres qui indiquent le début et la fin d'une crise, ainsi que le nombre d'acteurs et les questions qui sont sujets à contestation, les trois dimensions principales sont l'ampleur de la violence d'un conflit (variables 1, 6-10), le degré d'engagement des grandes puissances (variables 14-29), et l'importance géostratégique du conflit (variables 30-43, 49)¹³.

Il faut noter que de point de vue d'une recherche sur la mesure de sévérité, la méthodologie proposée par *International Crisis Behavior* renferme certaines faiblesses. Avant tout, les paramètres auxquels le projet a eu recours afin de saisir les dimensions de la sévérité ne sont pas de type intervalle. Par conséquent, toute transformation de ces valeurs semble questionnable. Ensuite, la plupart des dimensions semblent décrire plutôt des conditions sous lesquelles le conflit se déroule ou des facteurs d'incidence de la variable sur les niveaux

¹³ Codebook for International Crisis Behavior Project, System-Level Dataset, (2010). En ligne: <http://www.cidcm.umd.edu/icb/data/> (page consultée le 12 février 2015).

d'hostilité, mais elles ne décrivent pas ces niveaux d'hostilité. Seule la première dimension, l'ampleur de la violence, apparaît pertinente à l'explication de la sévérité d'un conflit.

De plus, une bonne échelle d'actions hostiles incorporerait l'éventail complet des événements hostiles qui seraient distribués de façon proportionnelle. Par exemple, la variable « Breakpoint to International Crisis » représente une échelle de 1 à 9 d'un événement qui a conduit les décideurs politiques à percevoir une menace à leurs valeurs de base, un temps limité de réponse à ces menaces et une probabilité de futurs affrontements militaires. Les valeurs de l'échelle sont les suivantes : 1 symbolise un acte verbal, 2 un acte politique, 3 un acte économique, 4 un échange extérieur, 5 d'autres actes non violents, 6 une contestation intérieure du pouvoir, 7 un acte militaire non violent, 8 un acte violent indirect, 9 un acte violent. Cette variable englobe autant les actes non militarisés et militarisés non violents que les actes militarisés violents. Par contre, la préférence semble être accordée aux événements non militarisés et sous-représenter ceux militarisés.

D'un autre côté, l'approche employée par *ICB Project* démontre une compréhension de crise conceptuellement plus large que celle qui se limiterait uniquement à la description de ses degrés d'hostilité. En dépit du fait que la dimension de l'ampleur de la violence ne représente qu'une fraction parmi d'autres dimensions et que les valeurs de ses variables sont ordinales, elles peuvent s'avérer efficaces comme un moyen de classification des actions hostiles des adversaires dans une rivalité. Les variables de cette dimension ont un avantage indéniable vis-à-vis des variables mesurant les niveaux d'hostilité de *Correlates of War Project*. Cela s'explique par le fait que *ICB* a une compréhension de crise plus large que *COW*. Étant donné que le déclenchement d'une crise dépend de la perception et des biais cognitifs des élites politiques, il est important de les capter dès les premiers moments où ils sont manifestés. Et il est plus probable que ces premières manifestations de comportement hostile soient de nature plutôt non militarisée.

En ce qui concerne la notion des différends élaborée par *COW Project*, ils ne se manifestent que par des moyens militaires. D'ici son attention particulière vis-à-vis des actions militarisées et une certaine négligence relativement aux événements non violents. Une des variables produites par la base de données de *Correlates of War* mesure les niveaux d'hostilité (hostility level of dispute) atteint par chacun des adversaires au cours de chaque différend dans lequel ils étaient impliqués. Il s'agit d'une échelle de 1 à 5 dont la nature est ordinaire, où 1

signifie qu'il n'y a pas eu de réponse militaire, 2 désigne la menace d'utiliser la force militaire, 3 est la démonstration de la force militaire, 4 indique l'utilisation de la force militaire et 5 signifie une guerre totale (Jones, Bremer, and Singer 1996; Palmer, D'Orazio, Kenwick et Lane 2015).

Cette échelle souffre de mêmes difficultés que celle du projet *ICB*. Bien qu'elle renferme des actes non militarisés, militarisés non violents et militarisés violents, les deux dernières catégories sont dominantes au détriment de la première. De plus, la catégorie « pas de réponse militaire » semble être dépendante des catégories d'actions militarisées, car c'est à elles qu'elle fait référence. Dans ce cas, le choix d'actions se limite à celles du plus large groupe des actions militarisées. En outre, l'échelle conceptualisée par *COW*, tout comme celle de *ICB Project*, affiche une importante difficulté pour l'analyse quantitative. Les deux variables sont fondées sur des catégories ordinales dont l'utilisation par des méthodes statistiques est plutôt restreinte, car elles ne permettent pas d'estimer objectivement l'ampleur de la différence entre deux niveaux d'hostilité. Toutefois, les deux échelles peuvent être utilisées comme un fondement pour établir une taxonomie plus inclusive et plus équilibrée des événements hostiles. La nouvelle classification des actions hostiles qui sera introduite dans les sections suivantes était conceptualisée en partie à l'aide de ces deux échelles.

Les mesures de sévérité des conflits interétatiques utilisées par des chercheurs à l'heure actuelle s'appuient sur une catégorisation des actions hostiles, comme celles proposées par *International Crisis Behavior Project* ou par *Correlates of War*. Par exemple, une telle mesure a été proposée par l'étude de Crescenzi et Enterline (1998) qui combinent la variable d'hostilité de *COW* avec la fonction de décroissance avec le temps. Quoiqu'elle constitue un bon indicateur de sévérité, cette mesure est difficile à désagréger, ce qui la rend peu pratique. Pour formuler leur modèle d'escalade d'une crise internationale, Colaresi, Rasler et Thompson (2007) ont appliqué le modèle de conflit prolongé (*protracted conflict*) de *ICB Project*, qui tient compte de la sévérité des crises grâce à l'échelle mentionnée ci-dessus. Ils complètent le modèle en ajoutant certains autres éléments comme la possibilité d'intensification de la méfiance et la multiplication des interactions violentes.

Diehl et Goertz développent leur propre mesure de sévérité des différends militarisés en l'appuyant en partie sur la variable des niveaux d'hostilité de *COW* (*hostility level of*

dispute) et en partie sur le nombre des cas létaux reliés au combat. Leur méthode combine deux procédures qui sont séparées au début de la démarche. La première sert à évaluer l'hostilité des différends qui n'ont pas produit de cas mortels, tandis que l'autre est destinée à évaluer l'hostilité des différends avec les cas létaux. Leurs procédures opérationnelles sont fondées sur trois principes suivants. Si le nombre des cas mortels est supérieur à zéro, alors la sévérité est représentée par leur fonction. Si le nombre des cas létaux est zéro, la sévérité est une fonction de l'échelle des niveaux d'hostilité de COW. Ensuite, les différends qui ont produit des cas létaux sont plus sévères relativement à ceux qui n'en ont pas produit. Ces principes les amènent à formuler une stratégie à trois étapes. Ils commencent par construire deux mesures de type intervalle pour chacun des deux segments de leur future mesure de sévérité pour ensuite réunir ces deux segments en générant une mesure globale de sévérité.

La première étape du premier segment consiste à produire des valeurs qui désignent les cas sans incidents létaux. Pour cela, Diehl et Goertz utilisent la multiplication des valeurs établies par la variable de niveaux d'hostilité de COW. Selon eux, la multiplication des niveaux d'hostilité est une manipulation mathématique de préférence, car la différence des valeurs devient exponentiellement plus grande avec l'augmentation des niveaux d'hostilité affichés par les deux adversaires. Ainsi, la nouvelle échelle de sévérité pour les cas de différends sans les conséquences mortelles varie de 2 (2×1) à 16 (4×4). La valeur de deux est la plus basse, car elle désigne une situation d'hostilité minimale où un des adversaires fait recours à la menace d'utiliser la force militaire, tandis que l'autre ne donne pas de réponse militarisée. Les auteurs précisent que la valeur cumulative de 1 est techniquement impossible. Attendu que la définition d'un différend militarisé implique la menace, la démonstration ou l'utilisation de la force, le niveau de sévérité de 1 ne peut être considéré comme qualifiant pour un différend. Au cours de la deuxième étape du premier segment ils convertissent cette échelle ordinale en une mesure intervalle, qui représente une fonction de la fréquence avec laquelle les différents niveaux d'hostilité composée décrits plus haut surviennent. Cette fréquence relative est exprimée par la fonction de distribution cumulative afin de générer une valeur intervalle. En résultat, ces nouvelles valeurs vont de 6, pour les cas avec le niveau d'hostilité cumulative de 2, à 100, pour les cas avec le niveau d'hostilité cumulative de 16.

En ce qui concerne le deuxième segment de la future échelle de sévérité, les différends qui ont produit des cas létaux, il réunit les valeurs plus précises que celles utilisées pour le

segment précédant. Comme il s'agit de l'analyse relative aux dyades, les niveaux de mortalité pour chaque différend constituent la somme des morts de chaque côté. Ensuite, ces résultats sont transformés avec le logarithme naturel afin d'atténuer le fait que l'addition des cas létaux produit des valeurs trop espacées. La valeur maximale de cette nouvelle distribution logarithmique est d'environ 15. Par la suite, les nouvelles valeurs sont réparties sur une fonction de distribution cumulative afin de créer une mesure intervalle dont les valeurs vont de 0,5 à 15,5.

La dernière étape consiste à combiner ces deux échelles, une pour les différends sans les cas létaux et l'autre avec les cas létaux, en les mettant l'une à côté de l'autre, et à répartir leurs valeurs sur une seule échelle afin de produire une mesure globale de sévérité. Ces nouvelles valeurs varient de 0 à 200, où les valeurs de 0 à 100 proviennent des cas sans mortalité et les valeurs de 101 de 200 tirent leurs origines des cas avec mortalité. Finalement, afin de former une courbe de distribution plus lisse, ces valeurs combinées sont transformées en appliquant une régression polynomiale.

Il convient de noter ici que la mesure de sévérité de Diehl et Goertz présente quelques difficultés. La première concerne la nature de ses valeurs. Même si la mesure semble être de nature intervalle, elle en est à moitié seulement. Le premier segment de la mesure, celui qui évalue l'ampleur des hostilités dans les différends qui n'ont pas produit de cas létaux, est fondé sur des valeurs d'une échelle ordinale. Comme elles ne constituent que des chiffres attribués arbitrairement, la différence entre ces valeurs n'évalue aucune différence réelle au sens mathématique. Par exemple, « la guerre totale » (5) moins « pas de réponse militaire » (1) n'équivaut pas à une « utilisation de la force militaire ». De la même façon, la multiplication des deux « menace d'utiliser la force militaire » ne correspond pas non plus à « l'utilisation de la force militaire »¹⁴. Le fait d'appuyer la première partie de la mesure de sévérité sur la multiplication des valeurs ordinales rend toutes les transformations ultérieures non valables. Le deuxième point faible de la mesure de sévérité est celui du nombre de manipulations et de transformations des données brutes auxquelles les auteurs recourent. Chacun des segments passe séparément par trois transformations consécutives pour être ensuite modifié ensemble en trois autres étapes, ce qui éloigne considérablement les données brutes et la mesure finale. De

¹⁴ Il est question d'une échelle où 1 représente pas de réponse militaire, 2 la menace d'utiliser la force militaire, 3 la démonstration de la force militaire, 4 l'utilisation de la force militaire et 5 la guerre totale.

plus, considérant que la plus petite unité d'analyse de la mesure de sévérité est le différend, nous estimons qu'elle est trompeuse quant aux fluctuations des niveaux d'animosité à l'intérieur de ces unités. Les différends ne sont pas des unités uniformes dans le temps, ils peuvent durer un jour ou plusieurs mois. Un seul score de sévérité offert à ceux qui se maintiennent au cours des périodes plus longues ne peut pas afficher adéquatement l'aggravation graduelle, événement par événement, d'une relation bilatérale. Par exemple, le différend 2054 ayant lieu au cours de la rivalité entre l'Afghanistan et le Pakistan couvre la période entre septembre 1983 et avril 1987. Diehl et Goertz fournissent un seul score de 4 pour cette période. Ce chiffre résume le fait que pendant ces trois ans et sept mois les deux côtés ont utilisé la force l'un envers l'autre et que le nombre de pertes humaines a été égal à zéro. Nous sommes convaincue qu'au cours d'une aussi longue période de temps plusieurs événements hostiles ont eu lieu. Ils sont invisibles sur les radars de la mesure de sévérité, car elle ne tient pas compte des actes offensifs de nature non militarisée. Finalement, il faut noter que le nombre des cas létaux, ainsi que la fréquence des actes hostiles sont des phénomènes exogènes à la nature de sévérité elle-même. Comme ce ne sont que des manifestations de cette dernière, parmi autant d'autres manifestations possibles, les cas létaux peuvent influencer la perception des décideurs politiques impliqués dans une rivalité, mais ils ne sont pas la perception elle-même.

Pour pouvoir évaluer le niveau d'hostilité des rivalités de façon plus objective, une mesure appropriée devrait tout d'abord éviter l'utilisation des échelles qui hiérarchisent des phénomènes qualitativement distincts, comme une guerre et une menace d'utiliser la force. Afin de rendre possible sa décomposition jour par jour là où les sources d'information le permettent, cette mesure devrait être formée de plus petites unités uniformes dans le temps, comme une action hostile d'un adversaire vis-à-vis de l'autre. Ensuite, on convient que les données brutes sont rarement utilisées dans une analyse sans être transformées pour faciliter leur manipulation. Et même s'il n'existe pas de règles claires sur le nombre raisonnable de transformations mathématiques auxquelles on peut recourir, leur mise en œuvre devrait être plutôt modérée. En dernier lieu, il serait souhaitable d'avoir une mesure qui estimerait non pas l'impact du nombre des cas létaux, mais plutôt des valeurs qui tiennent compte du facteur de la perception. Les études sur le comportement des décideurs dans un contexte d'une confrontation prolongée qui ont été exposées plus haut attestent le fait qu'avec le temps

l'hostilité devient une cause en soi où les comportements deviennent de plus en plus insensibles aux actions des adversaires. Selon ces avancées théoriques, idéalement, une mesure de sévérité ne devrait pas s'appuyer, du moins totalement, sur des valeurs absolues comme le nombre des morts ou la fréquence des actes hostiles, car la progression de la rivalité rend les réponses aux menaces externes de moins en moins proportionnelles aux événements réels. Toutefois, il est problématique de savoir si ce contexte endurci jouerait en faveur d'une stagnation des hostilités ou, au contraire, en faveur de leur amplification. Dans cette situation il semble approprié et préférable de traiter cette question de façon empirique, c'est-à-dire de trouver une approche plus immédiate et flexible aux changements dans la perception. La mesure alternative d'hostilité et la nouvelle classification des actions hostiles qui seront introduites dans la section suivante tentent de respecter ces conditions.

1.5 La classification des actions hostiles et la mesure alternative d'hostilité

Cette section a pour objectif de proposer une nouvelle classification des actions hostiles, une mesure alternative d'hostilité, ainsi que de décrire la démarche de la recherche. La classification et la mesure doivent tenir compte de la nature divergente et non hiérarchique des actions hostiles. Afin d'assurer le respect de ces exigences, il faut éviter l'utilisation des échelles de jugement et de privilégier une mesure fondée sur l'occurrence des actions hostiles. Quant à la démarche, elle doit encadrer et minimiser autant que possible l'interprétation des événements historiques.

1.5.1 La classification

Pour évaluer l'impact des actions hostiles sur la détérioration de la relation conflictuelle entre deux adversaires, les mesures proposées auparavant ont eu la tendance de s'appuyer sur des échelles de jugement. Il convient de noter qu'elles sont largement utilisées en psychologie et en sciences de gestion et que leur but est d'estimer, à l'aide d'une échelle de choix de réponse, les attitudes des personnes interrogées vis-à-vis de certaines questions d'intérêt. Ces échelles sont souvent considérées comme métriques, c'est-à-dire que les écarts entre les gradations sont présumés d'être égaux.

L'utilisation des échelles de jugement est inappropriée au contexte des rivalités interétatiques. D'abord, ce ne sont pas les attitudes ou les opinions qui sont mesurées, mais l'impact des actions antagoniques sur la détérioration des relations bilatérales. Comme cela a déjà été indiqué, les perceptions sont impossibles de capter avant qu'elles soient révélées. Le chercheur n'a pas d'accès direct aux perceptions, surtout quand il s'agit de la perception des décideurs politiques. Il doit se limiter à l'observation de leurs manifestations faites par le biais de certains gestes. Quand un gouvernement ou un décideur individuel commet un acte d'agression contre son rival, il ne coche pas de case dans un questionnaire qui évalue le degré de sa haine vis-à-vis de ce dernier. On peut seulement présumer que cette action reflète quelque part son attitude hostile, mais il est impossible de savoir dans quel degré exactement.

De plus, les échelles de jugement tentent de mesurer un phénomène donné à l'aide d'une gradation de *ce même phénomène*. Quand elles estiment la satisfaction ou l'insatisfaction par un produit ou un service, les gradations de l'échelle décrivent les degrés de satisfaction espacés de façon constante dans un ordre décroissant, ce qui crée une hiérarchie des degrés de satisfaction. Contrairement à cet exemple, les échelles proposées par *Correlates of War Project* et *International Crisis Behaviour Project* mesurent les niveaux d'hostilité par l'entremise de phénomènes qualitativement distincts de l'hostilité elle-même, qui constituent plutôt ses manifestations comme une mobilisation des forces armées ou une menace d'utiliser la force militaire.

La classification des actions hostiles offerte ici ne vise pas à concevoir une autre échelle, mais plutôt trois classes d'actions distinctes dont les catégories ont la même valeur. La figure 2 ci-après constitue sa représentation schématique. Cette classification tient compte de la nature divergente de différentes actions et ne sous-entend pas leur hiérarchisation, car il n'existe pas de mesure objective pour déterminer à combien d'actes hostiles diplomatiques se compare une fortification de frontière ou à quel point exactement une confrontation militaire est plus critique qu'une alerte.

1.5.1.1 Actions hostiles non militarisées.

Cette classe regroupe quatre catégories de démarches offensives qui peuvent parfois s'entrecroiser partiellement. Il s'agit des actions hostiles de nature diplomatique, économique,

juridique ou propagandiste. La caractéristique à l'aide de laquelle on les distingue des deux autres classes est le caractère non violent des interactions. Quoique leur usage vise à causer un préjudice à un adversaire ciblé, elles n'incluent pas de moyens militarisés afin d'atteindre ce but.

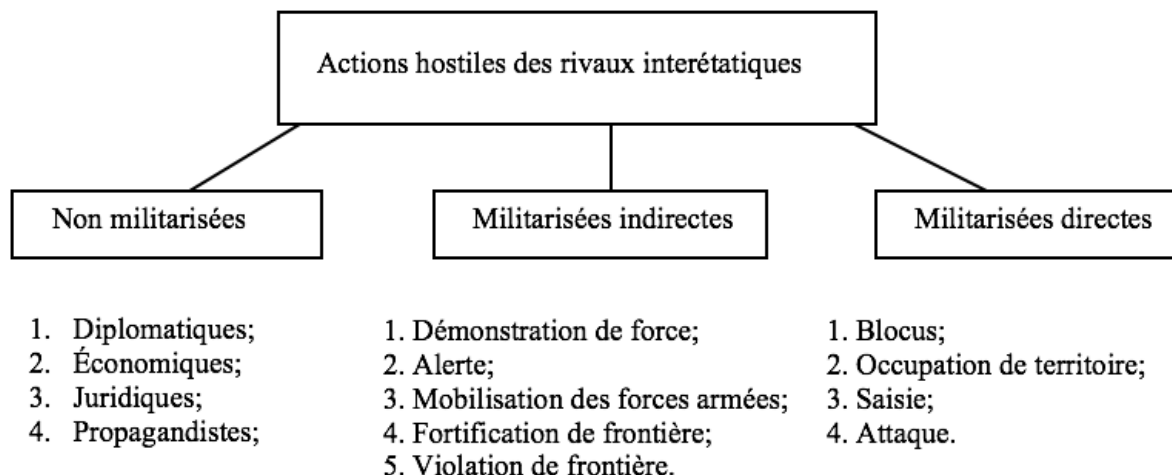


Figure 2. Classification des actions hostiles.

1.5.1.1.1 Actions hostiles diplomatiques.

Le refus d'accorder la reconnaissance internationale à un autre État se trouve parmi des exemples d'actions hostiles non militarisées de nature diplomatique. Il faut souligner encore une fois que ce n'est pas tout refus de reconnaissance que l'on considère comme une action hostile. Afin de la catégoriser, cette action devrait faire une partie constitutive du processus de ciblage d'ennemi. Autrement dit, l'accès à la souveraineté d'un État devrait constituer une importante menace aux yeux des leaders politiques du pays qui refusent de le reconnaître. De plus, cette prise de conscience de danger imminent doit être exprimée de façon explicite et sonore afin de provoquer une réaction chez la cible ou chez les alliés potentiels. Ensuite, le refus de la reconnaissance diplomatique devrait toujours être connecté aux autres actions hostiles par le biais de la question principale de contestation. La non-reconnaissance diplomatique peut également devenir la raison principale d'animosité, autour de laquelle

toutes les autres actions hostiles se regrouperont à l'avenir en formant une rivalité interétatique, comme dans le cas de la Malaisie et de l'Indonésie pendant la première moitié des années 1960. La Fédération de Malaisie a vu le jour le 16 septembre 1963. Le nouvel État comprenait la Malaisie, Singapour, Sarawak et Sabah réunissant une population de dix millions de personnes environ. Cet événement a provoqué une réaction violente en Indonésie, qui a refusé de reconnaître le nouvel État voisin. Suite à la déclaration d'indépendance malaisienne, le président Sukarno a annoncé une "terrible confrontation" avec la nouvelle fédération¹⁵. L'apparition d'un nouvel État soutenu par des puissances occidentales aux frontières de l'Indonésie socialiste et la question de non-reconnaissance sont au cœur de la rivalité entre les deux pays.

D'autres exemples d'actions hostiles non militarisées de nature diplomatique incluent la fermeture des représentations diplomatiques, le rappel de leur personnel, des tentatives de saboter les négociations de paix, la recherche des alliés par les canaux diplomatiques. La démonstration du comportement offensif à l'égard de son rival dans une organisation régionale ou internationale est également perçue comme une action hostile diplomatique. La grande majorité des rivaux internationaux sont des pays avec des frontières contiguës, qui sont les membres des mêmes organisations transnationales. À la condition que les adversaires se montrent désireux de résoudre leurs divergences, le fait d'avoir un lieu de rencontre et une tribune pour exprimer leurs revendications peut être favorable à la réduction des frictions. Toutefois, si cela n'est pas le cas, si les rivaux utilisent ce lieu de rencontre afin de discréditer l'un l'autre ou d'obtenir l'appui d'autres membres pour renforcer ses capacités de poursuivre la confrontation, les organisations internationales peuvent se transformer dans un outil d'escalade verbale et militaire. De telles actions incluent également l'application du droit de veto aux décisions du rival, la menace de se retirer de l'organisation ou toute autre action visant à compromettre le fonctionnement normal d'une organisation comme le moyen de pression sur le rival. La rivalité entre la Grèce et la Turquie qui a commencé pendant des années 1950 en offre un exemple. Au cours de cette rivalité, la Grèce a régulièrement utilisé l'Organisation du traité d'Atlantique nord et des organismes de l'Union Européenne afin de tirer des avantages stratégiques relativement à la Turquie et d'affaiblir son influence dans la

¹⁵ *Keesing's Contemporary Archives*, 1963, 19715A.

région dans le but de réaliser ses intérêts nationaux. En 1958, suite aux émeutes au cours desquelles treize Grecs cypiotes ont été abattus par des Turques cypiotes, le gouvernement grec a annoncé son intention de cesser la coopération avec la Turquie dans le cadre de l'OTAN. En annonçant cette décision, le ministre grec des affaires étrangères Averoff a déclaré que cette impasse pourrait être évitée à condition que l'autogouvernement démocratique soit accordé à la population de Chypre¹⁶.

1.5.1.1.2 Actions hostiles économiques.

L'imposition de la pression économique par un État sur l'autre constitue un des moyens les plus efficaces de rétablir la paix et la sécurité internationales. Le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies établit un régime juridique dans le cadre duquel le Conseil de sécurité peut prendre des mesures coercitives n'impliquant pas l'emploi des forces armées, comme des sanctions économiques, afin d'amener un État à se conformer aux objectifs et aux décisions du Conseil¹⁷. En même temps, préoccupé par de possibles conséquences néfastes de nature humanitaire que les sanctions peuvent provoquer, le Conseil utilise des mesures plus ciblées, comme le gel des avoirs ou le blocage des transactions de certains groupes politiques.

Par contre, quant aux sanctions économiques constituant des actions hostiles d'un pays rival contre un autre, les préoccupations d'ordre humanitaire ne surgissent pas dans le processus de la prise de décision. Au contraire, plus les conséquences de ces sanctions sont dévastatrices pour l'ensemble du pays antagoniste et de sa population, plus elles sont avantageuses pour le pays qui les impose. L'efficacité de ce moyen de pression est d'autant plus grande que le pays rival vis-à-vis duquel elles sont appliquées est dépendant de celui qui les impose. Au lieu de servir le but de préserver la sécurité internationale, les sanctions utilisées dans le contexte d'une rivalité interétatique par un des antagonistes jouent un rôle plutôt déstabilisant pour la paix. La rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan qui s'est déclenchée au début des années 1990 en constitue un des exemples les plus marquants. En étant presque totalement dépendante des importations des ressources énergétiques provenant

¹⁶ Ibid., 1958, 16450A.

¹⁷ Comités des sanctions du Conseil de sécurité. En ligne. <http://www.un.org/french/sc/committees/> (page consultée le 10 juin 2015).

des pays voisins, l'Arménie s'est montrée particulièrement vulnérable à leurs interruptions. Dès le début du conflit avec l'Azerbaïdjan et jusqu'au milieu des années 2000, le pays se trouvait dans une situation de crise énergétique et économique presque constante. En 1992, la pénurie provenait principalement de la fermeture par l'Azerbaïdjan des gazoducs acheminant le gaz turkmène vers l'Arménie par le territoire azéri, de la décision de la Turquie de ne pas fournir les livraisons quotidiennes d'électricité et de l'approvisionnement irrégulier des produits énergétiques russes par le territoire géorgien. Selon le rapport d'ITAR-TASS de 29 décembre 1992, les décisions de la Turquie et de la Géorgie étaient le résultat de la pression effectuée sur ces pays par l'Azerbaïdjan. De plus, la crise énergétique arménienne du début des années 1990 a été alourdie par une grave pénurie alimentaire, car son approvisionnement de grains à partir de la Syrie et des États-Unis était complètement interrompu par la Turquie qui empêchait leur transit par son territoire¹⁸. Cet isolement forcé a eu un impact néfaste sur le développement économique de l'Arménie. Selon le *Global Competitiveness Report 2014-2015*, l'Arménie se place quatre-vingt-cinquième sur cent-quarante-quatre pays surveillés, avec l'ensemble des indices caractéristiques d'une économie de transition vers celle fondée sur l'efficience (efficiency-driven economy)¹⁹.

Même si les sanctions économiques, l'embargo et la fermeture de frontières dans le but de diminuer la capacité de résistance de son adversaire sont des moyens de pression les plus fréquemment employés dans le contexte de rivalité interétatique, l'activité visant un profit économique et ayant lieu dans un territoire contesté peut également devenir un facteur important pour accentuer les hostilités. En revenant au cas de la rivalité entre la Grèce et la Turquie, il convient d'évoquer une série d'incidents survenus dans le contexte du différend concernant le plateau continental de la mer Égée. L'origine du différend lui-même demeure dans l'évolution du droit international et dans le manque de volonté de la part des deux parties de se résigner à des concessions territoriales. Il constitue une des questions de contestation séparée qui forment la rivalité et il est composé de multiples actions hostiles de nature variée, non militarisée, militarisée indirecte ou directe. La série d'incidents concernant les actions hostiles économiques à laquelle on s'intéresse commence en avril 1974, quand le

¹⁸ *Keesing's Contemporary Archives*, 1992, 39242.

¹⁹ World Economic Forum. *Global Competitiveness Report 2014-2015. Economy profile: Armenia*. En ligne. <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-report-2014-2015/economies/#economy=ARM> (page consultée le 11 juin 2015).

gouvernement turc a décidé d'entamer les travaux d'exploration des sites potentiels de pétrole sur vingt-sept points dans la mer Égée. Selon les propos du premier ministre grec de l'époque, la découverte des gisements de pétrole dans la mer Égée rendrait l'économie grecque presque autosuffisante. En faisant cette remarque, il a également souligné que la pierre angulaire de la politique grecque était : « the fundamental principle of the indivisibility of a country's territorial integrity, both continental and insular »²⁰. Quelques mois plus tard, en juillet, la Turquie a accordé les droits d'exploration pétrolière à la société américaine *Dorchester Gas Corporation*, couvrant le territoire de 174,000 d'hectares dans la mer Égée contestée. Cette décision a amené le ministre grec de la Défense à émettre à la Turquie un avertissement disant que pour protéger ses intérêts, le gouvernement grec pourrait devenir agressif et que sa victoire dans la région contestée serait certaine²¹. Cet exemple offre un modèle d'escalade rapide, qui dans le délai de quelques mois est passée de déclarations de nature plutôt neutre aux menaces d'utiliser la force. Et les actions hostiles de nature économique sont au cœur de cette escalade.

1.5.1.1.3 Actions hostiles juridiques.

Cette catégorie d'incidents désigne l'adoption, la publication et la diffusion de documents officiels de la politique intérieure, ainsi que de documents visant l'endoctrinement, dont le contenu possède un caractère offensif et vise explicitement un pays en particulier. Quoique plusieurs incidents qui composent cette catégorie sont relatifs à la pratique du droit national, le terme *juridique* est utilisé ici au sens plus large, incluant aussi l'ensemble de pratiques, de stratégies ou de principes relatifs à la sécurité nationale comme une nouvelle politique de défense ou une nouvelle doctrine militaire. Cette catégorie d'actions hostiles est rencontrée plus rarement que les trois autres. Toutefois, la portée des actes qui la composent est plus grande. Ceci est dû au fait que la production des actes juridiques de la politique intérieure crée une rigide conjoncture qui a tendance à se maintenir plus longtemps que celle générée par une déclaration offensive ou par un refus de médiation. Des événements composant cette catégorie sont souvent à l'origine de longues séries d'échanges hostiles se

²⁰ *Keesing's Contemporary Archives*, 1974, 26667A.

²¹ *Ibid.*, 1975, 27011A.

terminant avec des confrontations militarisées, et parfois ils jouent le rôle des annonceurs des rivalités. Les exemples de la Somalie et de l'Éthiopie et du Belize et du Guatemala sont parmi les plus illustratifs.

La Somalie a obtenu son indépendance le 1er juillet 1960. Un an plus tard, le 20 juillet 1961, le peuple somalien a ratifié la nouvelle constitution de la République par le biais du référendum constitutionnel. Le texte de la Constitution incarnait des inspirations claires vers une « Grande Somalie » dont le territoire inclurait, entre autres, la région d'Ogaden, le territoire éthiopien habité principalement par des tribus d'origine ethnique somalienne. L'introduction de cette revendication dans la loi suprême a été suivie de quelques graves accusations faites par le gouvernement somalien à l'endroit de l'Éthiopie. Ces accusations portaient sur le traitement répressif de nomades somaliens dans des zones de pâturage de l'Ogaden, sur des violations systématiques de frontière entre la Somalie et l'Éthiopie par des troupes et par des forces aériennes éthiopiennes, sur la préparation de l'attentat de 1962 visant la vie du président Osman²². Il va sans dire qu'aucune des allégations susmentionnées n'a été appuyée par des preuves irréfutables. La première série de contre-allégations du gouvernement éthiopien, qui n'étaient pas non plus appuyées par des preuves suffisantes, est survenue en janvier 1964, ce qui a amené les deux pays aux confrontations armées en février et en mars. Cet exemple démontre l'importance des actions hostiles de nature juridique, car une telle action est à l'origine de la relation de rivalité qui s'installe entre les deux pays par la suite.

En ce qui concerne la rivalité entre le Belize et le Guatemala, on constate un semblable cours des événements. La Deuxième Guerre mondiale a accentué le sentiment national guatémaltèque. En 1945 ses institutions législatives adoptent et ratifient une nouvelle constitution dont le premier article inclut des revendications territoriales vis-à-vis du Belize. Toutes les trois constitutions ultérieures du Guatemala, celles de 1956, de 1965 et de 1985, en contiennent également, à l'exception du fait qu'elles ont été déplacées dans des sections prévues pour des articles temporaires ou provisoires. Non seulement ces revendications ont déterminé le début de la relation conflictuelle entre les deux pays, mais elles constituent aussi la question qui continue à alimenter la rivalité.

²² Ibid., 1961-1962, 19432A.

D'autres exemples des actions hostiles juridiques peuvent inclure la déclaration de guerre, l'adoption des politiques ouvertement offensives vis-à-vis des diasporas en provenance du pays rival, la publication de cartes géographiques incorporant des territoires contestés, etc.

1.5.1.1.4 Actions hostiles propagandistes.

Compte tenu de leurs efficacité et facilité de mise en œuvre, les actions composant cette catégorie sont les plus souvent rencontrées dans des rivalités interétatiques. Il s'agit des déclarations qui visent à influencer l'opinion publique dans le but d'obtenir son appui contre une entité internationale bien définie par lesdites déclarations. L'application des méthodes de propagande relativement à l'opinion publique internationale ou nationale peut servir à trouver des alliés étatiques ou non étatiques, comme des groupes politiques qui opèrent au sein du pays rival et qui s'opposent à son pouvoir central, à neutraliser les tentatives des adversaires à obtenir l'appui de tierces parties, ainsi qu'à mobiliser ses citoyens contre une menace extérieure perçue par les décideurs politiques. Ces actions peuvent prendre forme des accusations de violation de frontière, de massacres de la population civile ou d'endommagement de la propriété. Sous la forme des déclarations des succès militaires, elles peuvent également viser à miner le moral de l'adversaire ou à stimuler le sentiment de supériorité de sa propre population. Des propos qui expriment des menaces d'utiliser la force militaire font également partie de cette catégorie. Un important rôle est réservé aux déclarations qui portent directement sur des questions de contestation entre des pays rivaux, car la défense de la cause nationale noble et juste cherche toujours à inciter la population du pays en question et la communauté internationale d'agir d'une certaine façon. En donnant un élément d'identité nationale de plus, les déclarations de ce type contribuent à la création et au renforcement de l'image d'ennemi dans l'esprit populaire, dont l'exploitation ultérieure peut s'avérer très fructueuse non seulement pour la matérialisation de ladite cause, mais aussi pour la consolidation du pouvoir central.

La rivalité entre le Pakistan et l'Afghanistan en est un exemple marquant, en ce sens qu'environ la moitié de toutes les actions hostiles qui composent cette relation conflictuelle

sont de nature propagandiste. À cet égard, l'année 1982 est particulièrement représentative²³. Après une courte période d'absence de confrontations sérieuses qui a duré entre août 1979 et avril 1982, le gouvernement pakistanais avait formulé une série d'accusations concernant de multiples violations de sa frontière ainsi que des attaques effectuées par des troupes afghanes contre des camps de réfugiés situés sur le territoire du Pakistan. En avril 1982, il avait annoncé qu'à partir de décembre 1981, plus de 400 transgressions illégales de frontière ont été enregistrées par les autorités pakistanaises. Deux autres déclarations semblables ont été faites en octobre. La première mentionnait une attaque des deux jets afghans MiG-17 sur un poste frontalier pakistanais. La deuxième déclaration, faite trois semaines plus tard, signalait que cinq autres jets et huit hélicoptères afghans ont violé l'espace aérien du Pakistan, mais sans lancer d'attaque. En novembre une autre série d'accusations a vu le jour. Cette fois-ci, elles concernaient les attaques effectuées par des hélicoptères afghans contre les camps de réfugiés Mathasangar et Karsia. Selon certaines sources afghanes, ces camps abritaient des groupes de guérilla qui se préparaient à combattre le régime de Babrak Karmal. Trois autres allégations d'attaques d'hélicoptère ont été portées contre les forces armées afghanes en décembre. Une d'entre elles évoquait l'agression contre des villages frontaliers du côté du Pakistan et les deux autres portaient sur des attaques contre les camps de Bangi-Dar et Miranshah. Quelques années plus tard, en octobre 1986, le gouvernement pakistanais a rendu publique l'information selon laquelle au cours de 1985 et 1986 l'Afghanistan aurait commis 427 violations terrestres et 45 violations aériennes sur la frontière entre les deux pays²⁴.

Les coûts de cette rivalité paraissent énormes pour le Pakistan. Il faut souligner toutefois qu'une grande proportion de ces allégations n'a jamais été appuyée par des preuves suffisantes. Selon certains spécialistes, avant l'intervention militaire de l'Union soviétique en Afghanistan le Pakistan était isolé du reste de la communauté internationale et se trouvait plutôt en défaveur. L'installation du régime socialiste dans le pays voisin et son soutien par les soviets ont rapidement amené l'Occident à la rescousse du Pakistan et ont amélioré sa réputation internationale²⁵. Dès l'intervention militaire soviétique, l'encouragement de l'aide internationale est devenu l'une de ses trois politiques de base. À la lumière de ce contexte, il

²³ Ibid., 1982, 31541A.

²⁴ Robert G. Wirsing, « Pakistan and the War in Afghanistan », *Asian Affairs*, 14 (1987), 58.

²⁵ Ibid., 57.

n'est pas étonnant que la désinformation présentée par le Pakistan comme l'inflation des coûts liés au conflit soit devenue le moyen efficace d'attirer le soutien de tierces parties afin de désavantager son rival.

1.5.1.2 Actions militarisées indirectes.

Les démarches qui composent cette classe correspondent en grande partie aux actions hostiles réunies sous la rubrique intitulée « La démonstration de force » de *Correlates of War* (Palmer, D'Orazio, Kenwick et Lane 2015). Ce sont des manifestations de force militaire, sans toutefois impliquer des interactions militarisées directes avec le pays rival²⁶. L'unique modification qui a été apportée à la liste des catégories de *COW* est l'élimination d'*Alerte nucléaire*, car elle semble être un cas particulier de la catégorie *Alerte*. Comme Jones, Bremer et Singer font toute la lumière sur les actions hostiles présentées ci-après²⁷, nous ne faisons qu'une brève description de ces catégories.

La *Démonstration de force* implique une manifestation publique par un État de ses capacités militaires aériennes, navales et terrestres, comme des exercices militaires. L'*Alerte* décrit une augmentation dans la préparation au combat des forces armées d'un État, tandis que la *Mobilisation des forces armées* signifie une activation par un État de ses forces auparavant inactives. Quant à la *Fortification de frontière*, elle désigne une tentative de démontrer le contrôle sur une zone frontalière à l'aide de la construction de nouveaux postes militaires ou par le renforcement de postes déjà existants. Finalement, la catégorie *Violation de frontière* indique la transgression de frontière reconnue internationalement par les forces militaires officielles d'un État pour une période moindre que vingt-quatre heures et sans démonstration ou utilisation des capacités militaires.

1.5.1.3 Actions militarisées directes.

La caractéristique commune des catégories au sein de cette classe d'actions hostiles est des opérations militaires actives ayant un impact direct sur l'État ciblé. Les actions militarisées

²⁶ Daniel M. Jones, Stuart A. Bremer et David Singer, « Militarized Interstate Disputes, 1816-1992: Rationale, Coding Rules, and Empirical Patterns », *Conflict Management and Peace Science*, 15 (1996), 171.

²⁷ Ibid., Table 2, 172.

directes coïncident en partie avec la catégorie « Utilisation de force » proposée par *Correlates of War Project* et regroupent le *Blocus*, l'*Occupation de territoire*, la *Saisie* et l'*Attaque*. La raison principale pour laquelle le reste des actions hostiles répertoriées dans l'« Utilisation de force » de *COW* ont été rejetées est leur similitude avec les actions mentionnées auparavant. Ainsi, la *Déclaration de guerre* correspond davantage à la définition des actions hostiles non militarisées, car elle ne constitue pas d'opération militaire active, mais elle les annonce. Contrairement à l'*Attaque*, la catégorie *Clash* sous-entend la participation de deux antagonistes, où l'initiateur peut ou peut ne pas être identifié. Comme la question des initiateurs n'est pas abordée par ce travail, *Clash* devient un simple dédoublement de la catégorie *Attaque*. L'*Utilisation des armes de destruction massive* semble également être une variante de l'*Attaque*, car leur emploi dans un contexte autre qu'une offensive militaire serait une démonstration de force et s'appliquerait davantage aux actions militarisés indirectes. En ce qui concerne les deux dernières catégories, *Commencer une guerre interétatique* et *Joindre une guerre interétatique*, il suffit de s'interroger sur la façon dont une guerre interétatique commence ou peut être jointe, pour constater que ce ne sont que les reformulations des catégories mentionnées ci-dessus comme l'*Occupation de territoire* ou l'*Attaque*.

Quant aux quatre catégories retenues, encore une fois, j'ai utilisé les mêmes définitions que Jones, Bremer et Singer²⁸. Le *Blocus* désigne une situation dans laquelle les troupes régulières d'un État sont utilisées afin d'obstruer la circulation de biens ou de personnes vers ou en provenance du territoire d'un autre État. L'*Occupation de territoire* signifie l'utilisation de force militaire afin d'occuper une partie ou la totalité du territoire d'un État pour une période de plus de vingt-quatre heures. Ensuite, la *Saisie* consiste dans la capture de matériel ou de personnel des forces officielles d'un autre État, ou dans la détention de ses citoyens opérant dans le territoire contesté pour une période de vingt-quatre heures au moins. Pour ce qui est de l'*Attaque*, il s'agit de l'utilisation des forces armées régulières d'un État dans le but de faire feu en direction des forces armées, de la population ou du territoire d'un autre État.

²⁸ Ibid., Table 3, 173.

1.5.2 Démarche et mesure.

L'interprétation des faits historiques constitue la plus grande difficulté et faiblesse du travail présent, d'autant plus que son objectif principal est de capter la perception des décideurs politiques à l'aide de moyens comme des sources médiatiques. Non seulement ces sources sont indirectes, mais elles peuvent également être utilisées par des parties intéressées pour faire la promotion de leur cause nationale. Afin d'apporter plus de rigueur à ce travail, il est nécessaire d'établir un ensemble de règles et de procédures à suivre qui visent à réduire la proportion des erreurs dues à l'interprétation.

1. Tout d'abord, il convient de rappeler que les phénomènes à l'étude sont des actions hostiles de nature autant non militarisée que militarisée, dont le niveau d'agrégation temporelle est minimal et constitue une journée. Si plusieurs actions de nature différente surviennent au cours d'une journée, une seule d'entre elles sera retenue comme l'action codée. Dans ce cas, la priorité sera accordée à l'événement dont la gravité est plus grande. Ainsi, les actions militarisées indirectes prévalent sur celles non militarisées, tandis que les actions militarisées directes ont la priorité sur les deux autres. Cette décision est dictée par le constat que de façon très générale l'utilisation de force militaire est perçue comme un événement plus marquant que les autres types d'actions. Mais comme il est problématique de savoir exactement si les actions de nature différente peuvent amplifier l'une l'autre dans l'esprit des décideurs politiques et dans quelle mesure, il est plus prudent de retenir seulement les actions plus marquantes, c'est-à-dire les actions militarisées directes.

2. Les actions hostiles sont structurées selon l'ordre chronologique des événements ayant lieu dans le cadre d'une dyade conflictuelle et doivent être explicitement dirigées par un acteur contre un autre. En attribuant une catégorie ou l'autre aux actions hostiles des sept dyades rivales analysées dans le travail présent, nous nous sommes limitée aux cadres temporels proposés par les listes de rivalité stratégique (Colaresi, Rasler et Thompson 2007) ou celle durable (Klein, Goertz et Diehl 2006). En choisissant entre les deux périodes de temps, si elles étaient différentes, la priorité a été accordée aux périodes plus longues. Par exemple, dans le cas de rivalité entre la Somalie et l'Éthiopie les dates du début et de la fin qui ont été

proposées par Thompson sont les années 1960 et 1988, tandis que Diehl suggère plutôt les années 1960 et 1985. Par conséquent, la période de temps à l'étude pour cette rivalité s'étend de 1960 jusqu'à 1988.

Cette règle peut paraître contradictoire à la notion d'« acteur » définie ici comme une entité politique ayant tous ou la plupart des attributs de l'État. Minimale, elle doit être viable et légitime. Autrement dit, la plupart de la population qui habite sur le territoire réclamé par ladite entité doit s'identifier à elle. Le seul attribut facultatif est la reconnaissance diplomatique par des membres du système interétatique. Cette décision est prise en conformité avec l'idée que la rivalité est étroitement liée aux questions de contestation et avec l'observation empirique selon laquelle plusieurs cas à l'étude affichent une relation de rivalité en cours même avant que les adversaires aient accès à l'indépendance et à la reconnaissance diplomatique. En revenant au cas de Somalie et l'Éthiopie, même si plusieurs sources attestent que les élites politiques des deux pays percevaient l'un l'autre en tant qu'adversaires bien avant que la Somalie ait accès à l'indépendance en 1960, la recherche et l'analyse de leurs actions hostiles réciproques menées avant cette date sont problématiques. La raison est plutôt technique, car à de rares exceptions près les archives de nouvelles, y compris les archives plus détaillées dont nous faisons usage, *Keesing's Record of World Events*, ne font pas mention systématique des entités politiques autres que des acteurs internationaux.

3. Une action hostile constitue un geste autorisé par le pouvoir central d'un acteur contre un autre. Idéalement, il devrait être accompagné par une déclaration explicite ou une autre action planifiée qui attesterait le caractère intentionnel de cette première. Il faut noter que parfois, pour endommager le territoire, la propriété ou pour effectuer des incursions contre la population ou l'armée du rival, les acteurs font appel aux groupes armés non gouvernementales. L'engagement avec ces groupes est souvent motivé par le fait que leurs déplacements sont plus imperceptibles que celles des armées, elles ont plus de facilité de se mélanger à la population locale et même si leur force de frappe est plus faible, leurs attaques sont plus précises. Ainsi, ce ne sont pas uniquement les forces armées officielles dont les mouvements et les offensives sont pris en considération. Quand on a une preuve suffisante et irréfutable qu'un groupe armé agit au nom d'un gouvernement, ses actions sont jugées comme ayant le même statut que celles des forces armées officielles.

Afin d'éviter de compter pour des actions qui ne sont pas autorisées par les rivaux, il est crucial de s'appuyer sur des témoignages des observateurs impartiaux. Les sources indépendantes, comme les agences internationales d'information, sont d'autant plus importantes que dans un contexte chargé d'animosité réciproque les moyens nationaux de diffusion médiatique deviennent des outils puissants de propagande contre l'« ennemi ». Quoique des messages véhiculés à l'aide de ces tribunes n'offrent généralement pas de preuves suffisantes de leur véracité, ils attestent au moins une chose, la volonté d'affecter défavorablement l'image du pays rival. Dans ce cas, ils sont codés comme des actions hostiles non militarisées de nature propagandiste.

4. Dans le but d'assurer que toutes les actions hostiles pertinentes à la relation de rivalité soient prises en considération, il est important de respecter quelques étapes. La première vise à identifier celles qui sont possiblement liées à une rivalité donnée. Cela se fait en utilisant les descriptions de chacune des classes (non militarisées, militarisées indirectes et militarisées directes) et des catégories qui les composent, ainsi qu'en appliquant les trois règles mentionnées ci-haut. Toutefois, le simple fait d'avoir établi qu'un événement a toutes les caractéristiques d'une action hostile ne suffit pas pour qu'elle se trouve dans la chronologie d'une rivalité. Avant de le faire, il est nécessaire de démontrer de façon claire que cette action s'inscrit dans le contexte d'une question de contestation entre les rivaux. Si ce lien avec la raison pour laquelle une rivalité existe a été établi, l'action hostile doit trouver sa place dans la chronologie des événements. C'est le but de la deuxième étape. Finalement, la dernière consiste à déterminer si un geste hostile qui a été exclu de la liste des actions constituant une rivalité est en fait attaché à une nouvelle question de contestation. Cela nécessite une réévaluation constante des actions passées afin de retracer la toute première manifestation de la nouvelle revendication. Cette nouvelle série d'actions hostiles doit à son tour être incorporée dans la liste existante. Les étapes décrites ci-haut sont présentées de façon schématique dans la Figure 3.

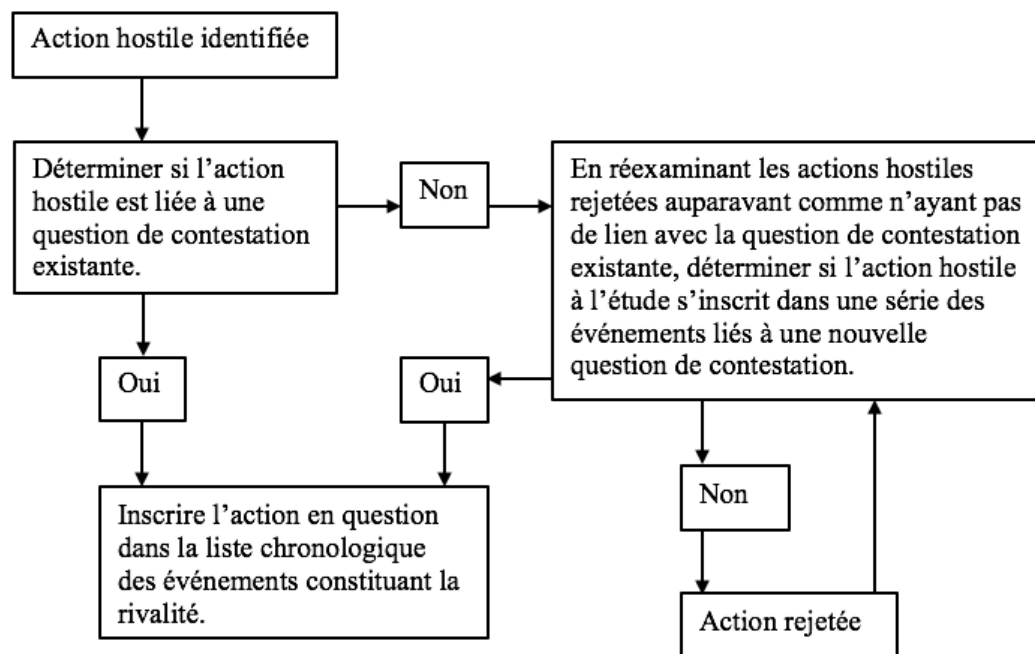


Figure 3. Les étapes de la démarche.

5. Il faut également noter que le travail présent ne tient pas compte de la condition de réciprocité. Autrement dit, une action hostile existe même si elle n'a pas reçu de réponse immédiate de la part du pays cible. Cette décision est dictée en partie par l'observation empirique selon laquelle des rivaux peuvent parfois entreprendre une série de gestes provocateurs avant qu'ils soient réciprocés par une seule action. Inversement, un seul geste offensif peut parfois provoquer une longue séquence de réponses hostiles. De plus, certaines situations de confrontation n'offrent pas d'indicateurs clairs qu'une telle action hostile donnée a été entreprise comme une réponse à une telle autre action. Cela peut être le cas des déclarations, de notes officielles, des accusations ou des protestations. Par contre, quant il s'agit des actions non verbales il est souvent impossible de savoir hors de tout doute quelle action vient contrebalancer l'effet produit par une autre. Ce n'est pas non plus le but de ce travail. Son objectif consiste à identifier, à structurer et à mesurer les actions hostiles en conformité avec la définition de rivalité qui accorde une place centrale à la notion des questions de contestation. Par conséquent, les actions hostiles ont été retenues en fonction de

leur conformité avec des questions autour desquelles la relation de rivalité s'est développée, et non pas en fonction de leur réciprocité.

Tableau I. Actions hostiles entreprises au cours de la première année de la rivalité entre l'Indonésie et la Malaisie.

Année	Actions hostiles d'Indonésie	Catégorie	Actions hostiles de la Malaisie	Catégorie
1962	Le 14 décembre, le gouvernement indonésien avait nié la déclaration faite par le premier ministre malaisien trois jours plus tôt, la qualifiant de "provocatrice".	Non militarisée propagandiste (19263A)*	Le 11 décembre, M. Tunku Abdul Rahman (premier ministre fédéral) a déclaré que les autorités malaisiennes avaient reçu des informations concernant un complot antigouvernemental organisé au nord de Bornéo, et a souligné que le mouvement "Armée Nationale", qui a été soutenu par l'Indonésie, était impliqué dans ce complot.	Non militarisée propagandiste (19263A)
	Le 16 décembre, Dr Subandiro (ministre des Affaires étrangères) avait publié une déclaration accusant le premier ministre malaisien d'une attitude "hostile persistante" vers l'Indonésie.	Non militarisée propagandiste (19263A)	Le 18 décembre, le gouvernement malaisien a émis une protestation officielle concernant la déclaration de Dr Subandiro faite deux jours plus tôt.	Non militarisée propagandiste (19263A)

* Les numéros entre les parenthèses sont des références originales de l'archive de nouvelles internationales *Keesing's Record of World Events*.

En appliquant les règles et les procédures indiquées ci-haut, j'ai dressé huit listes des actions hostiles, une pour chaque pays rival. Tenant compte qu'il s'agit des interactions ayant lieu dans le cadre d'une dyade rivale, ces listes ont été regroupées en paires, dans un seul tableau qui sert en même temps de base pour calculer la fréquence des actions hostiles et de narrative très détaillée des événements constituant la rivalité. Le Tableau I décrit la première année de la rivalité entre l'Indonésie et la Malaisie²⁹ qui affiche un niveau d'hostilité assez modéré, quatre actions non militarisées de nature propagandiste.

Organisés de cette façon, ces registres offrent de multiples choix d'analyse. Ils permettent d'étudier la fréquence des actions hostiles entreprises par un seul ou par les deux rivaux au cours d'une année ou d'un mois, de réunir toutes les actions sans faire de distinction

²⁹ Pour les tableaux qui résument les sept rivalités à l'étude, consultez l'annexe II.

entre les classes et les catégories ou de les désagréger selon besoin. La mesure proposée ici est fondée sur la densité des actions hostiles. Elle divise le nombre des interactions des deux adversaires donnés au cours d'une année de rivalité qui sont décomposées selon les trois classes des actions hostiles par le nombre total d'années de rivalité. Cela permet de présenter chacune des rivalités sous forme de la matrice

$$A_{(m \times n)} = \begin{bmatrix} a_{11} & a_{12} & a_{13} \\ a_{21} & a_{22} & a_{23} \\ \vdots & \vdots & \vdots \\ a_{m1} & a_{m2} & a_{m3} \end{bmatrix} \quad (1)$$

avec trois colonnes, une pour chacune des classes des actions hostiles, et le nombre des rangées variable qui est égal à la durée de la rivalité donnée calculée en années. Les valeurs composant la matrice peuvent être décrites par l'équation suivante :

$$a_{mn} = \frac{\sum(x, y, z)}{N}, \quad (2)$$

où $\sum x$ (la première colonne de la matrice) représente l'ensemble des actions hostiles non militarisées ayant lieu au cours d'une année de rivalité, $\sum y$ (la deuxième colonne) dénomme toutes les actions militarisées indirectes, $\sum z$ (la troisième colonne) décrit les actions militarisées directes et N désigne la durée totale d'une rivalité donnée.

Le fait de présenter une relation conflictuelle sous cette forme a l'avantage de retracer la contribution relative de chacune des classes (x, y, z) à sa détérioration sur toute sa durée. De plus, les valeurs scalaires constituant la matrice sont des fréquences. Autrement dit, ce sont des valeurs réelles continues qui se trouvent sur l'échelle de ratio et qui répondent à l'exigence d'être composé d'une série d'intervalles égaux. Encore une fois, une mesure fondée sur la fréquence des actions hostiles, et non pas sur des valeurs qui leurs ont été attitrées de façon arbitraire, souligne le fait que chaque telle action entreprise dans le contexte d'une rivalité est également grave.

En résumant les points essentiels présentés dans ce chapitre il convient de souligner que les trois éléments centraux de la rivalité interacteur sont les questions de contestation, la perception d'un acteur ciblé comme étant une menace et la manifestation de la perception de menace par le biais des gestes hostiles. Cette définition sert de fondement pour une nouvelle classification des actions hostiles qui tient compte autant des actions non militarisées que militarisées. De plus, l'analyse des mesures des niveaux d'hostilité suggère que l'opérationnalisation de rivalité et la mesure alternative d'hostilité devraient éviter d'hierarchiser les actions hostiles de nature différente. La mesure proposée ici présente les rivalités sous forme des matrices où les colonnes désignent les trois classes des actions hostiles et chaque rangée est une année de rivalité. Cette mesure alternative sera utilisée dans le chapitre suivant pour décrire les quatre cas de rivalité, entre l'Afghanistan et le Pakistan, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, entre le Guatemala et le Belize et entre la Somalie et l'Éthiopie.

Chapitre 2. La rivalité afghano-pakistanaise.

Ce chapitre est le premier dans la série de quatre qui décrivent les cas de rivalité interétatique. Chacun d'entre eux commence par la présentation générale du cas à l'étude, qui rappelle le déroulement des événements contribuant à l'escalade et à la détente des relations entre les pays antagonistes. La description générale des cas sera suivie de la comparaison de leurs caractéristiques avec les définitions de rivalité stratégique, durable et *interétatique*. Ensuite, chacun des cas sera comparé avec les autres afin de cerner leurs différences et similitudes. Finalement, les cas seront évalués selon la définition de la rivalité interacteur et selon la mesure alternative d'hostilité. Les quatre cas de rivalité se déroulent entre l'Afghanistan et le Pakistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Belize et le Guatemala, l'Éthiopie et la Somalie. Leur choix a été dicté par le souci de représentativité géographique et de variabilité des niveaux d'hostilité. Ce sont les cas identifiés par deux groupes de chercheurs, par celui de Colaresi, Rasler et Thompson et par celui de Goertz, Klein et Diehl³⁰.

Le but des chapitres qui suivent est d'améliorer la connaissance des cas de rivalité déjà identifiés et non pas la découverte de nouveaux cas. Plus précisément, une telle amélioration consiste à repousser les limites temporelles définissant le début et la fin d'une rivalité et cela en conformité avec la nouvelle définition de rivalité. Selon cette définition, le début et la fin d'une rivalité correspondent à la première et à la dernière manifestation des questions saillantes de contestation, ce qui permet de reconnaître la dynamique conflictuelle à ces premières étapes. Le but final de cette démarche serait de transformer la nouvelle connaissance des cas en question en des actions hostiles quantifiables. Il faut noter qu'à cette étape-ci le travail présent rencontre sa première limite. Compte tenu du fait que la mesure alternative d'hostilité développée ici est conçue pour être désagrégée jusqu'à l'unité *action hostile / journée*, elle nécessite l'utilisation d'un répertoire des événements historiques très détaillé. Malheureusement, de telles archives ne commencent à apparaître qu'au cours des années 1930 et après la Deuxième Guerre mondiale. Ce fait impose un obstacle à la quantification des cas dont les origines datent d'une période antérieure. Ainsi, on s'est limité à

³⁰ Michael P. Colaresi, Karen Rasler et William R. Thompson, *Strategic Rivalries in World Politics. Position, Space and Conflict Escalation* (New York: Cambridge University Press, 2007), 38.

la quantification des actions hostiles ayant lieu dans le cadre temporel déterminé par les deux listes de rivalité, celles durable et stratégique. Quant au choix des dates marquant le début et la fin des rivalités, la transformation de l'information historique en des actions hostiles débute par la date la plus récente et finit par celle qui est la plus éloignée jusqu'à 2001, qui est la dernière année répertoriée par Diehl et ses collègues.

2.1 Présentation du cas.

Les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan ont été affectées par une hostilité prononcée depuis 1947. Ces causes principales sont la demande d'annexion du Pachtounistan et du Baloutchistan faite par l'Afghanistan, le rejet par ce dernier de la reconnaissance de la ligne Durand. De plus, il faut y ajouter le soutien accordé aux rebelles par chacun des pays afin de déstabiliser la sécurité intérieure du rival. À des époques différentes, un facteur devenait plus prononcé que l'autre, sans toutefois être résolu définitivement jusqu'à présent. À l'exception des récriminations faites par l'Afghanistan à l'endroit du Pakistan relativement son implication auprès des moudjahidine et autres partis islamiques, les facteurs mentionnés ci-dessus ont surgi presque simultanément en 1947, immédiatement après l'émergence du Pakistan comme un État indépendant. Le territoire qui a été exigé par l'Afghanistan comprenait des zones habitées par les Pachtounes entre la ligne Durand et le fleuve Indus, l'ensemble du Baloutchistan, le district de Chitral, ainsi que les régions de Gilgit et de Baltistan, ce qui représente environ soixante pour cent du territoire pakistanais. La raison officielle de cette demande mise de l'avant par l'Afghanistan était le désir de voir le peuple Pachtoune réuni dans les frontières d'un seul État. Toutefois, il existe au moins une autre raison plutôt économique de cette demande, l'Afghanistan, un pays enclavé, a besoin d'une sortie vers la mer ce qui réduirait sa dépendance des pays voisins en terme d'approvisionnement. Quant à la ligne Durand, l'Afghanistan prétend que le traité de 1893 inclus entre l'émir Abdul Rahman Khan et sir Mortimer Durand est invalidité, car il a été signé sous pression de la part des Britanniques. Après son établissement en 1893, la frontière internationale indo-afghane a été consécutivement reconnue comme telle par les accords de 1905, 1919, 1921 et 1930. Nonobstant le fait que le transfert de souveraineté de la Grande-

Bretagne au Pakistan n'invalide pas le statut de la ligne, l'indépendance de ce dernier est devenue un prétexte de rejeter la reconnaissance de leur frontière commune³¹.

Depuis 1947, les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan ont connu plusieurs périodes de détente et d'aggravation ultérieure. Un mois avant la proclamation de l'indépendance par le Pakistan, le 3 juillet 1947, l'Afghanistan a envoyé une note à Delhi et à Londres qui contenait une déclaration disant que la Province de la Frontière du Nord-Ouest et le Baloutchistan devraient avoir la possibilité de devenir un État indépendant ou de joindre le Pakistan ou l'Afghanistan³². Cette note n'a pas reçu d'attention de la part des deux pays, tout comme les protestations de l'Afghanistan à propos du plébiscite ayant lieu au moment de la partition de l'Inde au cours duquel les Pachtounes vivant dans ce pays ont choisi le Pakistan entre ce dernier et l'Inde.

La première escalade sérieuse des tensions entre le Pakistan et l'Afghanistan est survenue en 1955, lorsque le gouvernement pakistanais a décidé de former la province du Pakistan occidental qui aurait compris la région habitée par les Pachtounes. La protestation officielle afghane a été suivie par des manifestations grandement encouragées par le gouvernement qui ont eu lieu à Kaboul, à Jalalabad et à Kandahar. Les drapeaux du Pakistan ont été arrachés et insultés, la Radio Kaboul a appelé toutes personnes d'un âge approprié de se présenter aux bureaux de recrutement des forces armées, ce qui a été interprété par le Pakistan comme le début d'une mobilisation générale. En octobre 1955 ces événements ont conduit à une rupture des relations diplomatiques entre les deux pays. Leur reprise complète n'a pas été atteinte qu'en juin 1957, lorsque le Premier ministre pakistanais a effectué une visite à Kaboul qui a été réciproquée par son homologue afghan, le roi Zahir, en janvier 1958. Quelques mois plus tard, les deux pays ont conclu un accord pour le transit des marchandises afghanes par le territoire pakistanais³³.

En 1960 et en 1961, les relations ont détérioré de nouveau lorsque le gouvernement afghan a approuvé quelques incursions de ses forces irrégulières et de ses troupes dans le territoire du Pakistan. Ces événements étaient accompagnés de multiples incidents de

³¹ Khurshid Hasan, « Pakistan-Afghanistan Relations », *Asian Survey* 2, (1962), 15.

³² S. M. M. Qureshi, « Pakhtunistan: The Frontier Dispute Between Afghanistan and Pakistan », *Pacific Affairs* 39, (1966), 104.

³³ Pakistan-Afghanistan: « Pakhtoonistan » Dispute. Military Operations in Frontier Areas. Pakistani Allegations of Afghan Incursions. 1961. *Keesing's Contemporary Archives*, 18172A.

harcèlement du personnel consulaire pakistanais, ce qui a amené le gouvernement du Pakistan à fermer ses consulats et ses missions commerciales en Afghanistan, ainsi qu'exiger de ce dernier d'entreprendre les mêmes démarches au Pakistan. Cette nouvelle amplification des animosités a provoqué une interruption des exportations en provenance de l'Afghanistan qui passaient en transit par le territoire pakistanais, causant une importante entrave au développement économique à l'intérieur du pays. Les difficultés rencontrées par le gouvernement afghan ont amené à une telle division au sein du pouvoir à Kaboul que le Premier ministre Daoud, le défenseur fervent de l'autodétermination pour les Pachtounes, a été contraint de démissionner de son poste en 1963³⁴. Sa démission a été suivie par la normalisation des relations bilatérales qui ont demeuré ainsi au cours de la prochaine décennie, jusqu'à ce que le régime monarchique du roi Zahir Shah ne soit pas renversé dans un coup d'État orchestré par l'ancien premier ministre Daoud Khan.

La politique d'hostilité ouverte vis-à-vis du Pakistan que le nouveau chef d'État afghan a mis en place a entraîné une nouvelle fermeture de frontière, cette fois-ci par l'initiative de l'Afghanistan, ainsi que de multiples tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures du voisin de l'est. Parmi ces tentatives se trouve l'appui financier et logistique apporté aux tribus de la Province de la Frontière du Nord-Ouest et du Baloutchistan afin d'organiser une rébellion contre le pouvoir central pakistanais. Pendant les années 1980, le total des subventions accordées aux tribus a atteint quelque 875,000 dollars par année³⁵. Compte tenu de cette politique d'hostilité continue, le Président Zulficar Ali Bhutto a pris une série de mesures afin de la contrer. Le 21 juillet 1975, ces efforts ont abouti à une révolte tribale dans la vallée du Pandjchir au nord de Kaboul et qui a été exécutée par des exilés afghans et financée par Islamabad. De plus, il a été appuyé par le shah de l'Iran qui a lancé une attaque sur des postes frontaliers de l'Afghanistan causant des interruptions d'approvisionnement au pays, ainsi que d'autres conséquences économiques graves. Cette situation économique difficile a mis Daoud Khan en obligation de céder à la pression et d'accepter l'offre de médiation entre l'Afghanistan et le Pakistan proposé par le shah. Couronnée de succès, la

³⁴ Hafizullah Emadi, « Durand Line and Afghan-Pak Relations », *Economic and Political Weekly* 1990, July 14, 1515.

³⁵ Selig Harrison, *In Afghanistan's shadow: Baluch Nationalism and Soviet Temptations* (New York: Carnegie Endowment for Peace, 1981), 81.

médiation iranienne rend les relations entre les deux pays plus cordiales et coopératives qui resteront amicales jusqu'en avril 1978.

Le 28 avril 1978, la révolution de Saur dirigée par Nur Mohammad Taraki entraîne le renversement du régime de Daoud et amène au pouvoir le Parti démocratique populaire d'Afghanistan, un parti communiste inspiré et soutenu par l'Union soviétique. La politique de la nouvelle élite dirigeante vis-à-vis du Pakistan se résume à l'idée expansionniste de l'Afghanistan plus grand, ce qu'elle ne tarde pas à exprimer. Quant au Pakistan, il a répondu en apportant son soutien aux partis islamiques afghans comme le Teiman Atahad-Islami, dont le but était de lutter contre les forces gouvernementales menaçant leurs valeurs et leur style de vie. La nouvelle période des relations afghano-pakistanaïses tendues est marquée par cette guerre par procuration, où certains groupes de population afghane se reliaient avec le Pakistan en agissant comme ses mandataires³⁶. Les nouvelles mesures de contre-insurrection entreprises par le gouvernement afghan contre les rebelles, ainsi que le contexte de guerre civile ont considérablement augmenté le flux des réfugiés au Pakistan. En août 1979 les autorités pakistanaises ont signalé que le nombre des réfugiés afghans s'élevait à 165,000 personnes et qu'un certain nombre des personnalités afghanes remarquables avait demandé l'asile politique au Pakistan³⁷.

Pour les prochaines années, la relation entre le Pakistan et l'Afghanistan sera marquée par l'accentuation des récriminations mutuelles, dont la véridicité est parfois difficile à prouver. Par exemple, le Pakistan a rapporté plus de 400 violations de frontière entre 1979 et 1982³⁸, ainsi que plus de 500 transgressions de frontière au cours des années 1985 et 1986³⁹. En étant à la recherche des subventions internationales, le Pakistan fait des efforts pour gonfler l'enjeu de la guerre en Afghanistan, ce qui explique en partie cette estimation des dommages exagérée. En ce qui concerne les offensives afghanes confirmées sur le territoire du Pakistan,

³⁶ La participation active des superpuissances, des États Unis et de l'Union soviétique dans la vie politique des deux pays ajoute un autre degré de complexité dans l'étude de l'équilibre des pouvoirs dans cette région. Toutefois, tenant compte de notre intérêt réservé aux relations bilatérales entre l'Afghanistan et le Pakistan exclusivement, on évite délibérément d'entreprendre une telle analyse.

³⁷ Afghanistan: Intensification of Warfare between Government Forces and Moslem Rebels. 1979. *Keesing's Contemporary Archives*, 29878A.

³⁸ James P. Klein, Gary Goertz et Paul Diehl, « The new rivalry dataset: Procedures and Patterns » *Journal of Peace Research*, 43 (2006), 331-348. Replication datasets. Narratives, File: cm700770v5.10.txt. SB-CR. En ligne. <https://www.prio.org/JPR/Datasets/> (page consultée le 2 novembre 2014).

³⁹ Robert G. Wirsing. Pakistan and the War in Afghanistan. *Asian Affairs*, Vol. 14, No. 2 (Summer, 1987), p.57.

les attaques les plus sanglantes ont eu lieu en 1981, lorsque les avions militaires afghans ont bombardé les camps de réfugiés de Terimangal, de Mathasangar, de Karsia et de Bangi-Dar, ainsi que les deux villages près de Nushki⁴⁰.

Comme les années 1980 ont été dominées par le conflit armé entre les moudjahidines et les forces armées afghanes et soviétiques, les revendications territoriales concernant le Pachtounistan et la ligne Durand n'ont pas été soulevées. Au cours de cette décennie, le soutien complet que le Pakistan a accordé aux moudjahidines décrit le mieux la relation conflictuelle entre les deux pays. Comme l'exemple d'un tel soutien pourrait être l'échec de l'attaque des moudjahidines sur Jalalabad en 1988 et la démission consécutive de ses fonctions du directeur général d'agence pakistanaise *Inter-Service Intelligence*, lieutenant-général Hameed Gul, qui a été largement blâmé pour cette offensive avortée⁴¹.

Le début des années 1990 a été marqué par une amélioration temporaire des relations afghano-pakistanaïses. La raison principale de cette détente était l'appui officiel du plan de paix de l'ONU par les autorités pakistanaïses, qui a été annoncé pour la première fois lors de la réunion de Rome en 1992 par le général Nawaz. Plus tard, en mars 1992 le Président afghan Najibullah a annoncé qu'il a été prêt à démissionner en faveur de l'établissement d'un gouvernement intérimaire, ce qui était la condition centrale du plan de paix. Par contre, cette nouvelle période de détente a été définie par l'instabilité politique et économique interne grave autant en Afghanistan qu'au Pakistan, ainsi que par l'absence d'avancement sur des questions territoriales et d'ingérence.

La relation s'est aggravée à nouveau en février 1994. Cette fois-ci, le soutien présumé du Pakistan accordé à Gulbuddin Hekmatyar, le chef du parti *Hezb-e-Islami Gulbuddin*, et la prise de l'ambassade d'Afghanistan à Islamabad par des commandos pakistanaïses d'élite étaient les raisons de cette nouvelle intensification des hostilités. En réponse à une série d'incidents anti-pakistanaïses, le 25 février 1994 le Pakistan a annoncé qu'il avait annulé tous les passeports délivrés à des ressortissants afghans. En octobre 1995, un mois après une attaque contre

⁴⁰ Klein, Goertz et Diehl, « The new rivalry dataset: Procedures and Patterns », Narratives, File: cm700770v5.10.txt.

⁴¹ Afghanistan: Failure of mujaheddin attack on Jalalabad. Removal of Pakistan head of intelligence. 1989. *Keesing's Record of World Events*, 36656.

l'ambassade du Pakistan à Kaboul, les autorités pakistanaises ont expulsé l'ambassadeur de l'Afghanistan ainsi que six autres diplomates afghans⁴².

Nonobstant ces événements, une nouvelle amélioration est survenue en 1996, après la victoire remportée par des talibans contre le régime de Najibullah, lorsque le Pakistan est devenu le premier pays à officiellement reconnaître le nouveau gouvernement. Ce geste a été rencontré avec beaucoup d'étonnement de la part de la communauté internationale, particulièrement à la lumière des rejets réguliers par le Pakistan des allégations relatives à son ingérence dans les affaires intérieures d'Afghanistan et son appui aux talibans. Toutefois, au cours des prochaines années le Pakistan continue à s'impliquer activement dans la vie politique intérieure du pays voisin en proposant entre autres une série d'initiatives de paix entre les divers partis afghans qui s'affrontaient dans la lutte pour le pouvoir.

Une autre détérioration des relations afghano-pakistanaises survient le 11 novembre 2000, lors de la fermeture de leur frontière commune par le Pakistan. Cette décision a été prise en raison d'un flux migratoire massif en provenance de l'Afghanistan causé par la famine et par la guerre civile. Selon *The Guardian*, au début novembre près de 30,000 de nouveaux réfugiés⁴³ ont traversé la frontière en direction du Pakistan pour rejoindre quelques 1,202,015 des réfugiés afghans qui ont déjà fui le conflit avant 1999⁴⁴. En juin 2001, le ministre pakistanais des Affaires étrangères a déclaré que son pays était incapable de continuer à donner l'abri à autant de personnes et que depuis 1979 leur nombre a augmenté pour atteindre 2,5 millions⁴⁵. Dans la foulée des événements du 11 septembre 2001, le dirigeant militaire du Pakistan de l'époque, le général Musharraf, a offert à l'armée américaine son entière coopération contre le terrorisme, qui, suivi de la fermeture de la représentation diplomatique pakistanaise en Afghanistan ainsi que celle des talibans au Pakistan, a marqué une nouvelle période de tension entre ces deux pays.

Au cours de l'intervention militaire de la Coalition en Afghanistan, la question de la ligne Durand a réémergé pour la première fois depuis les années 1950. Favorisant le passage

⁴² Afghanistan: Renewed diplomatic tension with Pakistan. 1995. *Keesing's Record of World Events*, 40776.

⁴³ Rody McCarthy, « Kyber Pass », *The Guardian*, 27 November 2000 En ligne.

<http://www.theguardian.com/comment/story/0,3604,403198,00.html> (page consultée le 14 avril 2015).

⁴⁴ The Guardian Data store, En ligne.

<http://www.theguardian.com/news/datablog/interactive/2013/jul/25/registered-refugee-since-1960-interactive-map> (page consultée le 14 avril 2015).

⁴⁵ Pakistan: Afghan refugee crisis. 2001. *Keesing's Record of World Events*, 44211.

libre entre les deux pays, cette longue et poreuse frontière est devenue problématique, car elle empêchait d'organiser une action efficace contre les talibans. En septembre 2005 le général Musharraf a fait la proposition d'ériger une clôture de 1500 milles le long de la ligne Durand, ce qui a été approuvé par le secrétaire d'État américain⁴⁶. Un an plus tard, les autorités pakistanaises ont annoncé que des mines seront posées sur certains tronçons de la frontière. Son homologue afghan, le Président Karzai a répondu que la clôture empêcherait la libre circulation des Pachtoune qui vivent des deux côtés de la frontière et créerait une distance regrettable entre les peuples frères du Pakistan et de l'Afghanistan. Il a ouvertement accusé le gouvernement pakistanais de vouloir déstabiliser son pouvoir à l'aide des militants talibans à qui le Pakistan ouvrait le sanctuaire⁴⁷. En 2008 il a également menacé d'envoyer des troupes afghanes au-delà de la frontière avec le Pakistan pour affronter les talibans qui ont entrepris une attaque contre une prison afghane la veille de la déclaration. Comme réponse, le Pakistan a averti qu'il ne tolérerait pas d'ingérence étrangère⁴⁸. Depuis le début des années 2010, avec l'acceptation par l'Afghanistan de l'offre pakistanaise de former ses troupes ainsi que de coordonner leurs opérations militaires autour de la frontière, les relations semblent redevenir plus cordiales⁴⁹. À l'heure actuelle, la rivalité afghano-pakistanaise est considérée comme étant en cours, car aucune des questions faisant objet de discorde depuis presque soixante-dix ans n'est résolue.

2.2 Analyse du cas.

En comparant ce cas de rivalité avec les définitions mentionnées au premier chapitre, on arrive à observer quelques inadéquations. Celle qui se présente tout de suite à l'esprit concerne la datation de cette relation conflictuelle. Selon la liste des rivalités stratégiques de W. Thompson, M. Colaresi et K. Rasler, la rivalité afghano-pakistanaise commence en 1947,

⁴⁶ Randeep Ramesh, « US backs Pakistani-Afghan border fence » *The Guardian*, 14 September 2005. En ligne <http://www.theguardian.com/world/2005/sep/14/pakistan.afghanistan> (page consultée le 15 avril 2015).

⁴⁷ Imtiaz Gul, « Pakistan army told to plan fence and mines Along afghan border », *The Guardian*, 27 December 2006. En ligne <http://www.theguardian.com/world/2006/dec/27/pakistan.afghanistan> (page consultée le 15 avril 2015).

⁴⁸ Karzai issues warning to Pakistan, *BBC News*, 15 June 2008. En ligne http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7455267.stm (page consultée le 15 Avril 2015).

⁴⁹ Pakistan trains Afghan army cadets, *BBC News*, 6 February 2015. En ligne <http://www.bbc.com/news/world-asia-31164119> (page consultée le 15 avril 2015).

tandis que P. Diehl et G. Goertz proposent plutôt l'année 1949⁵⁰. La première date réfère à la demande par le gouvernement afghan de plébiscite pour les Pachtounes qui habitaient la Province de la Frontière du Nord-Ouest, ainsi qu'aux demandes territoriales relatives à cette province et au Baloutchistan. La deuxième renvoie plutôt au premier affrontement militarisé entre les deux pays lorsque les forces aériennes de l'Afghanistan ont attaqué le village pakistanais de Moghalgal causant la mort de 23 personnes⁵¹. Toutefois, l'ancien premier ministre afghan, Daoud Khan, a déjà confirmé à multiples reprises que l'accord de 1893 établissant la ligne Durand, tout comme les accords ultérieurs confirmant la validité de celui-ci, était conclu sous pression de l'administration britannique. De plus, la rapidité avec laquelle la demande territoriale a été formulée après que la partition de l'Inde est devenue officielle témoigne du fait que la source première de la rivalité à l'étude, le mécontentement de l'élite afghane vis-à-vis du partage territorial de la région, prend son origine bien avant l'émergence de l'État pakistanais indépendant. Seulement, l'élite politique afghane de l'époque n'avait ni d'opportunité d'exprimer son mécontentement ni de possibilité d'entreprendre des mesures afin de concrétiser ses revendications avant que le Royaume-Uni ne se retire de la région.

En dépit du fait que l'insatisfaction d'un groupe politiquement influent relativement à une question incitant son intérêt n'était pas manifestée directement au moment de l'apparition de son mécontentement, elle était belle et bien présente. Entre autres, le premier ministre Daoud Khan en témoigne. Cela nous permet de prétendre que l'origine de la relation d'animosité entre l'Afghanistan et le Pakistan remonte à la fin de XIXe siècle et de devancer la date de son début en l'établissant à partir de l'année 1893. Par contre, en ce qui concerne la transformation des données historiques de cette époque en des actions hostiles selon la démarche explicitée au premier chapitre, notre intervention reste limitée. Cela s'explique par le manque des sources d'information suffisamment précise pour qu'elle puisse être désagrégée jusqu'à l'unité d'une journée.

Comparativement aux autres cas de rivalité explorés dans le présent travail, la rivalité afghano-pakistanaise se caractérise par des fluctuations importantes des niveaux d'hostilité.

⁵⁰ Michael P. Colaresi, Karen Rasler et William R. Thompson, *Strategic Rivalries in World Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 2007), Table 2.1, 38.

⁵¹ James P. Klein, Gary Goertz et Paul Diehl, « The new rivalry dataset: Procedures and Patterns » *Journal of Peace Research*, 43 (2006), 331-348. Replication datasets. Narratives, File cm700770v5.10.txt. En ligne. <https://www.prio.org/JPR/Datasets/> (page consultée le 25 octobre 2014).

Selon l'échelle de sévérité des différends militarisés de P. Diehl et G. Goertz, l'hostilité entre l'Afghanistan et le Pakistan atteint le score de 152 à deux reprises en 1950 et 1961, tandis qu'entre 1951 et 1956 ces résultats varient entre 6 et 12, et en 1974 ils basculent jusqu'au niveau de 2⁵². La mesure alternative d'hostilité fondée sur la fréquence des actions hostiles affiche des résultats semblables. Toutefois, comparativement à la mesure de sévérité, elle a l'avantage d'offrir une de plus grande couverture des événements de la rivalité à l'étude, de donner plus de précision sur la nature des actions hostiles et d'inclure une dimension négligée auparavant, les actions hostiles non militarisées. La figure 4 démontre que la relation entre les deux pays se caractérise par de multiples vagues d'escalade, où les actions hostiles de nature non militarisée jouent un rôle dominant. Par contre, au cours des années 1980, la confrontation militarisée directe s'y ajoute de façon plus systématique. Pour ce qui est des actions militarisées indirectes, elles sont plutôt rares.

Comme cela a déjà été mentionné auparavant, la mesure alternative d'hostilité apporte une autre contribution importante qui consiste à augmenter la flexibilité de son utilisation et le niveau de précision concernant des événements qui composent une rivalité. Tenant compte du fait que dans sa quasi-totalité la mesure est fondée sur des actions hostiles quotidiennes, cette information peut être regroupée semaine par semaine, mois par mois ou année par année. La mesure de sévérité, par contre, offre un seul chiffre par différend dont la durée varie entre un jour et plusieurs mois. Dans ce dernier cas, la mesure de sévérité risque de dissimuler des fluctuations des niveaux d'hostilité à l'intérieur de ses périodes plus longues. Par exemple, selon de nombre de pertes humaines et le degré de l'utilisation de la force militarisée par les deux côtés, le différend 1307 reçoit le score de sévérité de 95. Ce différend se déroule entre les mois de mars de juin 1949. La mesure alternative d'hostilité, par contre, offre une liste détaillée de dix actions hostiles pour l'année 1949 dont six se déroulent entre les mois de mars et de juin. Ces actions sont catégorisées selon la nouvelle classification des actions hostiles et chacune d'entre elles identifie la journée, l'acteur qui effectue l'action et l'action elle-même.

Il faut noter qu'en comparant la mesure alternative d'hostilité et celle de sévérité on peut faire quelques conclusions en terme de violence des affrontements militarisés. Comme cela a déjà été indiqué ci-dessus, sur l'échelle de sévérité, les années 1950 et 1961 reçoivent

⁵² Klein, Goertz, Diehl, « New Dataset. Rivalry », Replication datasets, RIV1285, Disputes: 1307, 1306, 2180, 1305, 2181, 1303, 1304, 1446, 2053, 2054, 3916, 4283.

des scores particulièrement hauts, tandis que selon les fréquences des actions hostiles, l'occurrence des actions militarisées directes ayant lieu au cours de ces années est plutôt faible. Par contre, cette tendance change plus tard dans la rivalité. Pendant les années 1980 et 1990, le nombre des attaques militarisées provenant des deux côtés augmente, mais les cas létaux diminuent (toujours selon l'échelle de sévérité de Diehl et Goertz). Cela peut témoigner de deux éventualités. La première est le changement dans la stratégie et dans les tactiques militaires qui favoriseraient plutôt des saisies, des occupations ou des blocus. De façon générale, ces actions ne produisent pas autant des cas mortels liés au combat que des affrontements directs entre les forces armées des adversaires. La deuxième signale que leurs attaques sont devenues moins adaptées à combattre en grand nombre les membres des forces armées. En consultant l'Annexe II, qui répertorie toutes les actions hostiles des rivaux, on peut constater qu'il s'agit plutôt de la deuxième éventualité. Au cours de la période en question les actions hostiles militarisées directes étaient présentées surtout par des frappes contre les flottes aériennes respectives, ou bien par des attaques aériennes ciblant des villages frontaliers et des camps de réfugiés afghans.

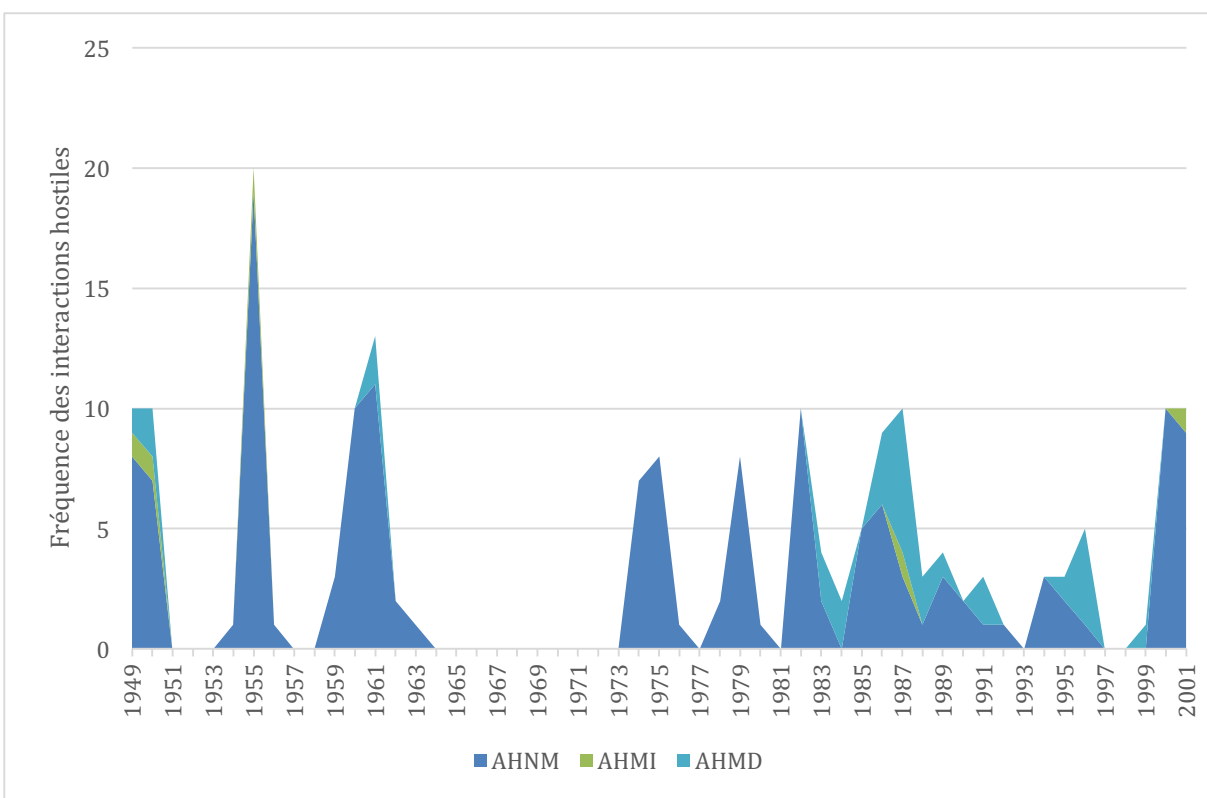


Figure 4. Rivalité entre l'Afghanistan et le Pakistan. Mesure alternative d'hostilité.

En conclusion, de multiples montées et descentes des niveaux d'hostilité qui caractérisent la rivalité entre l'Afghanistan et le Pakistan s'expliquent en grande partie par l'instabilité politique qui domine la région et surtout l'État afghan. Les coups d'État suivis par des guerres civiles et par des interventions extérieures ont fragilisé le gouvernement, en créant de multiples centres rivaux de pouvoir avec des visions divergentes de la politique étrangère, ce qui a laissé son empreinte déstabilisante sur les relations afghano-pakistanaïses.

Chapitre 3. La rivalité arméno-azerbaïdjanaïse.

3.1 Présentation du cas.

Le Caucase est devenu la première et la plus brutale scène de violence ethnique sur l'espace postsoviétique. Seul le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh a produit le nombre des déplacées internes, des réfugiées et des victimes de la guerre indiquant une catastrophe humanitaire. Cette région était sous l'occupation de l'empire russe en 1823. En 1980, le Haut-Karabakh a été organisé comme Shushensliy Uyezd dont la composition ethnique comprenait 58,2 pour cent d'Arméniens, 41,5 pour cent d'Azerbaïdjanais et 0,3 pour cent de Russes⁵³.

Pour la première fois, l'Azerbaïdjan avait réclamé le territoire du Haut-Karabakh en 1918, après être devenu un État indépendant. Cependant, la population majoritairement arménienne de la région en question a déclaré explicitement leur volonté de joindre l'Arménie. Dans ces circonstances, la communauté internationale a proclamé le Haut-Karabakh un territoire contesté⁵⁴. En juillet 1921, l'administration soviétique de Transcaucasie sous la direction de Staline a ordonné qu'il fasse partie de l'Azerbaïdjan comme une région autonome, ce qui a provoqué la colère des dirigeants arméniens⁵⁵. Cette décision faisait partie de la

⁵³ P.L. Dash, « Nationalities Problem in USSR. Discord over Nagorno-Karabakh », *Economic and Political Weekly*, 14 janvier 1989, 72.

⁵⁴ États-Unis, Congress, Commission on Security and Cooperation in Europe, *Implementation of the Helsinki accords: hearing before the Commission on Security and Cooperation in Europe. Ethnic violence in Trans-Caucasia*, 103^e Congrès, 1^e Session, 8 mars, 1993 (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1993), 80.

⁵⁵ Moorad Mooradian et Daniel Druckman, « Hurting Stalemate or Mediation? The Conflict over Nagorno-Karabakh, 1990-95 », *Journal of Peace Research*, 36 (1999), 709.

politique ethnographique de l'époque, selon laquelle les enclaves isolées des groupes ethniques étaient placées sous une administration hostile afin de les tenir vulnérables et dépendants du pouvoir central soviétique⁵⁶. En 1953, après le transfert de la chefferie de Staline à Khrouchtchev, les Arméniens du Haut-Karabakh ont envoyé de nombreuses protestations et pétitions en faveur de l'annexion de la région à l'Arménie, mais leurs demandes n'ont pas été entendues. Plus tard, vers la fin des années 1980, les politiques de glasnost et de pérestroïka ont donné un nouveau souffle à leurs revendications, ce qui a amené aux premiers affrontements sanglants entre les Arméniens et les Azerbaïdjanais du Haut-Karabakh.

En février 1988, des manifestations violentes ravageaient Stepanakert, Erevan et tout particulièrement Soumgaït. Ces rassemblements ont continué pour la plus grande partie de l'année⁵⁷. À cette époque, ce mouvement populaire n'a pas été sanctionné ni par les autorités soviétiques centrales ni par celles arméniennes, qui n'avaient pas prévu d'agitation de cette envergure. Sans essayer d'intervenir directement afin d'arrêter les hostilités, elles faisaient des appels à la paix et ont envoyé à Erevan 23 avions militaires comme un moyen de prévention. Au matin de 26 février, les soldats ont occupé toutes les positions stratégiques de la ville. En 1988, les confrontations, les demandes d'annexion et la réticence des dirigeants azerbaïdjanais à consentir à la cessation du Haut-Karabakh ont provoqué une grave crise constitutionnelle. Seule la décision du Présidium d'effectuer le transfert du territoire contesté à l'Arménie prise en juillet a pu résoudre la crise. Les hostilités ont repris en 1991, après que l'Azerbaïdjan, qui est devenu un État indépendant en août, a aboli l'Oblast du Haut-Karabakh. Toutefois, ses habitants ont voté en faveur de l'indépendance de la région lors du référendum du 10 décembre. Dès lors, il y a eu au moins cinq offensives majeures de chaque côté et un nombre encore plus élevé des combats de moindre intensité⁵⁸.

Le conflit a été accompagné de multiples efforts de médiation de la part de la communauté internationale. Six importantes tentatives ont été entreprises dès l'année 1991. Le premier effort était amorcé par la Russie et par le Kazakhstan suivi par celui de l'Iran et par une autre tentative du Kazakhstan en 1992. L'Organisation pour la sécurité et la coopération

⁵⁶ Ronald Grigor Suny, *Looking Toward Ararat: Armenia in Modern History* (Bloomington: Indiana University Press, 1993), 193-95.

⁵⁷ Mark A. Uhlig, « The Karabakh War », *World Policy Journal*, 10 (Hiver 1993/1994), 48.

⁵⁸ Klein, Goertz, Diehl, « New Rivalry Dataset », Replication Datasets. Narratives, File: cm371373v5.10.txt.

en Europe a également déployé de l'énergie dans le processus de normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan entre 1992 et 1994. Pendant les années 1993 et 1994, la Russie s'est impliquée de nouveau dans ce processus. Enfin, à compter de 1995, l'effort principal de médiation est réalisé par des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE. Quoiqu'en mai 1994 les belligérants ont convenu à un cessez-le-feu qui est respecté à ce jour, leurs différences ne sont toujours pas résolues.

La rivalité arméno-azerbaïdjanaise est considérée comme la pire crise humanitaire sur l'espace postsoviétique. Selon les données du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, il a engendré le déplacement de 756,000 personnes à l'intérieur de la région, ainsi que près de 484,000 de réfugiés⁵⁹. De plus, le nombre de morts reliés au combat atteint 30,000 personnes⁶⁰. Depuis, le conflit qui impose l'isolement diplomatique et économique des deux pays est entré dans sa phase latente. Les frontières de l'Arménie avec l'Azerbaïdjan et la Turquie avaient été fermées depuis 1991 et 1993 respectivement. Après avoir accédé à l'indépendance, l'Arménie a subi une série de détériorations économiques en abandonnant graduellement le secteur industriel moderne qui fournissait la région en machinerie et en textile pour adopter l'agriculture à petite échelle avec une base d'exportation plutôt étroite⁶¹. L'Azerbaïdjan, par contre, semble avoir réussi à diversifier son économie. Non seulement son secteur pétrolier et gazier est en croissance, mais également le secteur bancaire, de l'immobilier et de la construction.

3.2 Analyse du cas.

Si l'on revient aux définitions opérationnelles de rivalité stratégique et celle durable pour déterminer à quel point elles correspondent à la description de la rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, on peut observer quelques discordances. La première et la plus apparente inadéquation concerne la datation du début de conflit. Selon Paul Diehl et Gary Goertz, le

⁵⁹ Conflict in the Caucasus, *Refugees Magazine*, 1 mai 1996. En ligne. <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/search?page=search&docid=3b5583fd4&query=Nagorno-Karabakh> (page consultée le 21 avril 2015).

⁶⁰ Region and territories: Nagorno-Karabakh, *BBC News*, 10 janvier 2012. En ligne. http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country_profiles/3658938.stm (page consultée le 21 avril 2015).

⁶¹ États-Unis, Central Intelligence Agency, *The World Factbook: Armenia*. En ligne. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/am.html> (page consultée le 15 janvier 2015).

commencement de la rivalité correspond au 26 janvier 1992, faisant probablement référence à l'incident où l'Azerbaïdjan a abattu quelques hélicoptères arméniens, qui ont traversé la frontière entre les deux pays. Les autorités azerbaïdjanaises se sont justifiées en prétendant que les hélicoptères arméniens étaient utilisés à des fins militaires comme soutien aux séparatistes du Haut-Karabakh⁶². Michael Colaresi, Karen Rasler et William Thompson proposent la date du début de la rivalité l'année 1991 où, après avoir obtenu leur indépendance, les deux pays ont multiplié des échanges hostiles. Ces décisions de datation sont conformes avec l'attribut de souveraineté des acteurs inclus dans les deux définitions. Toutefois, le mécontentement et la violence associés avec la question de contestation, sont présents dans les relations arméno-azerbaïdjanaises depuis presque un siècle. Pour la majorité de cette période, dissuadée et contenue par le pouvoir soviétique, la rivalité est restée au stade latent. Le fait d'acquiescer l'indépendance a permis aux adversaires de renouveler leurs anciennes récriminations. En revanche, tout comme dans le cas de la rivalité précédente, la quantification des actions hostiles qui remontent à cette époque est problématique, car nous ne pouvons pas nous appuyer sur une source d'information décrivant le conflit en question de façon quotidienne. Attendu que la mesure proposée ici doit permettre la décomposition des événements relatifs à la détérioration d'une rivalité jusqu'à l'unité d'une action par jour, nous commençons leur transformation à partir de l'année 1991, qui a été indiquée comme le début de la rivalité stratégique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan par Thompson et ses collègues.

La deuxième discordance des deux définitions avec le cas à l'étude réside dans le fait que l'homogénéité et la centralité du pouvoir jouent un rôle central pour caractériser les acteurs souverains. Cependant, le conflit du Haut-Karabakh démontre clairement qu'en ce qui concerne les manœuvres militaires, le soutien logistique et d'autres aspects de la rivalité, le gouvernement arménien et les autorités de la région contestée agissaient de front commun comme un seul acteur. Ce cas est une illustration de l'unification des moyens des deux entités autonomes à la manière d'une seule unité de pouvoir d'autant plus adéquate que l'enclave en question se trouve à être l'objet de la discorde, ce qui distingue le Haut-Karabakh d'un allié. Les alliés peuvent réunir leurs ressources et efforts dans des actions coordonnées, mais comme des entités séparées ils ne deviennent pas leurs propres objectifs. En revenant à la datation du

⁶² Azerbaijan/Armenia: Intensified fighting in Nagorny Karabakh. 1992. *Keesing's Record of World Events*. 38732.

début de la rivalité, les auteurs proposent deux dates différentes. Comme la définition de la rivalité stratégique privilégie l'approche comportementale où les perceptions de la menace extérieure par les décideurs politiques occupent la place centrale, sa date de début précède celle déterminée par la définition de la rivalité durable favorisant des actions militarisées comme indicateur. À cet égard, la première démontre un avantage définitif sur la deuxième, car elle permet de saisir et de potentiellement prévenir une plus grande escalade des hostilités dans le futur.

En comparant ce cas avec les trois autres rivalités, on constate les niveaux particulièrement élevés des victimes associées aux opérations militaires des belligérants. Quant à la fréquence des interactions hostiles (figure 5), les actions militarisées directes dépassent largement les deux autres classes sur presque toute durée de la rivalité. La rivalité est marquée par deux vagues de compétition violente, où la première est plus importante que la deuxième. On aperçoit également que ces piques de violence surviennent plus tôt selon la fréquence des interactions hostiles, que selon la mesure de sévérité. Cette désynchronisation s'explique principalement par les démarches différentes par lesquelles les deux mesures passent pour coder les événements constituant une rivalité. L'unité d'analyse de Diehl et de ses collègues est un différend au sein d'une dyade conflictuelle. La durée d'un différend peut varier entre quelques jours et quelques années. Comme le nombre des victimes produites par un différend donné ne peut pas être constaté avant qu'il se termine, cela fait en sorte que les différends qui s'étalent sur plusieurs années ont un seul score agrégé. Cela rend sa répartition année par année très problématique, car le fait de diviser une telle valeur agrégée entre les années de différend de façon égale risque d'être non représentatif du nombre réel des victimes. La mesure alternative d'hostilité est plus flexible et plus riche en données, car non seulement elle peut être décomposée en plus petites unités temporelles, mais elle offre également des renseignements détaillés sur la nature de l'action hostile et sur l'acteur immédiat qui effectue cette action. La quasi-totalité des observations de l'annexe II sont répertoriées de sorte pour donner un suivi le plus détaillé possible des événements relatifs aux cas à l'étude. Ces données peuvent être organisées jour par jour, semaine par semaine, mois par mois ou année par année. Pour en donner un exemple plus concret, selon Diehl ses collègues la rivalité arméno-azerbaïdjanaise commence par le différend 3564, dont le niveau de sévérité atteint le score de 180 et qui couvre la période entre le janvier 1992 et le janvier 1995. Ce score fait allusion à un

grand nombre de pertes humaines au cours de cette période de trois ans, mais il est impossible de savoir si ce nombre est plus élevé à son début ou à la fin. Pour cette même période, la mesure alternative d'hostilité propose une liste d'environ quatre-vingts actions hostiles de nature non militarisée, militarisée indirecte et militarisée directe qui sont répertoriées jour par jour quand les sources d'information le permettent. De plus, chaque action constitue une description détaillée des événements hostiles de chacun des adversaires et des acteurs qui entreprennent l'action hostile.

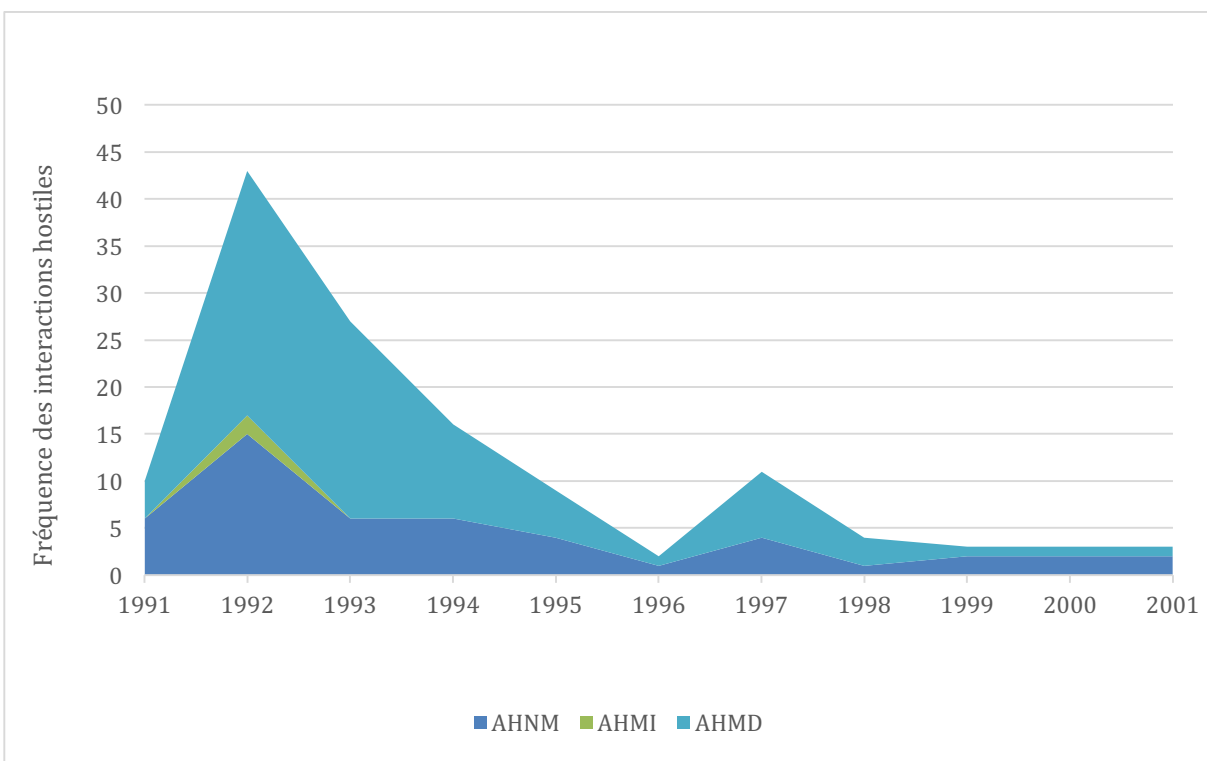


Figure 5. Rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Mesure alternative d'hostilité.

Finalement, la mesure alternative d'hostilité offre plus de précision sur la contribution de chacune des classes des actions hostiles au niveau global de sévérité d'une rivalité, ce qui accentue le caractère unique de chacun des cas. De plus, la rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan met en évidence un autre avantage de cette mesure. Étant donné que la plupart des indicateurs utilisés en sciences politiques et économiques sont organisés selon une base annuelle, le fait d'avoir une mesure où les actions hostiles peuvent être regroupées sur la

même base est pratique, car cela permet d'éviter des transformations supplémentaires de données.

Chapitre 4. La rivalité guatémalo-bélizienne.

4.1 Présentation du cas.

Le conflit entre le Guatemala et le Belize a une longue histoire qui plonge ses racines dans la collusion des intérêts coloniaux du Royaume-Uni et de l'Espagne en Amérique centrale. Jusqu'en 1981 le Belize était le dernier territoire colonial britannique dans cette région. La frontière moderne entre le Guatemala et le Belize a été établie le 30 avril 1859 par un traité signé entre la République du Guatemala et la colonie britannique. La première expression de mécontentement de la part du Guatemala est en lien avec le non-respect des dispositions du septième article du traité qui prévoyait la construction d'une route menant jusqu'à la côte des Caraïbes. Le Guatemala considérait cet article comme une compensation d'avoir abandonné ses revendications vis-à-vis de la colonie⁶³. Comme les parties au traité n'étaient pas en mesure de se mettre d'accord sur les modalités du projet, la route n'a pas été construite. Pendant les années 1930 le Guatemala a fait une tentative de relancer les négociations avec le Royaume-Uni en proposant de soumettre le différend à l'arbitrage des États Unis, la suggestion qui a été rejetée par cette dernière⁶⁴.

Un des premiers gestes hostiles dirigés directement contre le Honduras britannique, le moderne Belize, a été posé en 1945 lors de l'adoption de la nouvelle constitution guatémaltèque, dont le premier article évoquait que l'annexion de ce territoire était parmi les intérêts nationaux du Guatemala⁶⁵. En 1948, une série d'incidents a indiqué la préparation d'un coup d'État par des agents infiltrés du Guatemala contre la colonie britannique, ce qui a incité le Royaume-Uni à y expédier ses croiseurs *Sheffield* et *Devonshire*. En 1955, après cette tentative de prise de pouvoir échouée, le Guatemala a ratifié le Traité interaméricain

⁶³ Alma H. Young et Dennis H. Young, « The impact of the Anglo-Guatemalan Dispute on the Internal Politics of Belize », *Latin American Perspectives*, 15, (1988), 11.

⁶⁴ K. R. Simmonds, « The Belize Mediation », *The International and Comparative Law Quarterly*, 17 (1968), 997.

⁶⁵ K. H. Silvert, *A Study of Government: Guatemala* (New Orleans: Tulane University, 1954), Publication 21, 237.

d'assistance réciproque en faisant la réservation dans laquelle le Belize était nommé « Guatemalan territory of Belize »⁶⁶.

Lorsque ce dernier est devenu autonome en 1964 et que le Parti populaire uni a remporté les élections en 1965, le Guatemala, qui craignait l'éventuelle indépendance de son voisin, a répondu par une forte réaction négative. En 1980 il s'est activement opposé à la résolution 35/20 des Nations Unies pour l'indépendance du Belize. Nonobstant cette opposition, le 21 septembre 1981 le Belize a obtenu l'indépendance et a rejoint les Nations Unies. Compte tenu d'une forte pression internationale visant la résolution de leurs différences, le Belize, le Royaume-Uni et le Guatemala ont fait une nouvelle tentative de dénouer l'impasse en reprenant les négociations. Le 11 mars 1981, leurs efforts ont abouti à la production d'un document connu comme *le Protocole d'Accord*. Selon ce document, qui a été conçu comme un cadre de règlement du différend territorial, le Guatemala accepterait l'indépendance du Belize en échange d'un accès à la mer par les eaux territoriales du Belize, aux installations portuaires et au droit d'utiliser les fonds marins autour des deux chaînes de cayes, Sapodilla et Ranguana⁶⁷.

Malgré ces tendances positives, le Guatemala ne reconnaîtra l'État de Belize qu'en 1991, sous le gouvernement de Jorge Serrano. Au cours des années 1980, ce refus devient l'obstacle majeur à tout progrès réel dans les négociations puisque le Guatemala s'oppose à chaque initiative de rencontre directe avec des représentants du pays dont l'indépendance a été « accordée unilatéralement par le Royaume-Uni »⁶⁸. Le 21 septembre 1981, le jour d'indépendance du Belize a été déclaré au Guatemala la journée du deuil national. Deux semaines plus tôt, le 7 septembre, il a fermé sa frontière avec le pays voisin et quand le gouvernement de Price a présenté une demande d'adhésion à l'Organisation des États américains, le Guatemala a été le seul membre à voter contre cette admission⁶⁹. Compte tenu de son hostilité ouverte et de ses revendications territoriales, le gouvernement du Belize a

⁶⁶ The Organization of American States, Official records, B-29: *Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance* (1947) En ligne. <http://www.oas.org/juridico/english/sigs/b-29.html> (page consultée le 6 avril 2015).

⁶⁷ Belize: Signature of Heads of Agreement to resolve Britain's Territorial Dispute with Guatemala. 1981. *Keesing's contemporary archives*, 30935A.

⁶⁸ Alma H. Young et Dennis H. Young, « The impact of the Anglo-Guatemalan Dispute on the Internal Politics of Belize », *Latin American Perspectives*, 15, (1988), 22.

⁶⁹ Belize: Attainment of Independence despite Failure of Negotiations on Territorial Dispute between Britain and Guatemala. 1982. *Keesing's contemporary archives*, 31334A.

demandé au Royaume-Uni une ferme assurance de maintenir sa présence militaire qui a été décrite par le premier ministre Price comme « un facteur de sécurité et de stabilité dans une région turbulente »⁷⁰, ce qui a été rencontré avec une méfiance encore plus grande. Cette méfiance face au rival s'est manifestée une autre fois au début de 1983. Une semaine avant les pourparlers tripartites entre le Belize, le Guatemala et le Royaume-Uni prévus à New York, le Président guatémaltèque Rios Montt a annoncé que leurs demandes territoriales sont désormais réduites au district de Toledo. Sa déclaration a produit une négative très réaction du Belize. Bien que les négociations ont commencé comme prévu, elles étaient interrompues le jour suivant en raison des positions incompatibles des participants concernant les concessions territoriales.

Le coup d'État qui a eu lieu au Guatemala en août 1983 a amené au pouvoir l'ancien ministre de la Défense, Oscar Humberto Mejia et le gouvernement a pris une position plus dure vis-à-vis du Belize. Le nouveau ministre des Affaires étrangères a déclaré que « le Guatemala va maintenant réclamer l'intégralité du territoire du Belize »⁷¹. Aucun développement positif ne s'est produit au cours de cette période. Par contre, avec l'arrivée de la transition démocratique de 1985-1986, il s'est produit un changement de ton important dans le dialogue entre les deux pays. Ils ont entamé un nouveau tour de négociations prévoyant le retrait des troupes britanniques du Belize et la cessation de Toledo. Les pourparlers directs ont eu lieu en avril 1987. Sans égard au fait qu'ils n'ont pas donné de résultats immédiats, ce fut toutefois un signe d'amélioration de leurs relations. Les cinq prochaines années seront définies par cette détente, dont un des événements les plus marquants était la création en mai 1988 de la commission permanente mixte. Son but était de rédiger un traité permettant de mettre fin à l'antagonisme entre la Belize et le Guatemala⁷². Selon cet accord bilatéral, le Guatemala reconnaissait le droit du Belize à l'autodétermination, ce qui a servi de base pour établir les relations diplomatiques entre les deux pays. Belize, pour sa part, accordait au Guatemala l'accès à la mer en passant par le département de Petén, l'utilisation des installations portuaires de Big Creek et le droit de participer à des coentreprises menant l'exploration

⁷⁰ Belize: Relations with Guatemala. Relations with United Kingdom, USA and Brazil. 1984. *Keesing's contemporary archives*, 32908A.

⁷¹ Ibid.

⁷² The Organization of American States, Secretariat for Political Affairs, Department for Democratic Sustainability and Special Missions, *Belize and Guatemala Dispute* (2009) En ligne.

<http://www.oas.org/sap/peacefund/belizeandguatemala/> (page consultée le 7 avril 2015).

pétrolière dans la zone économique exclusive maritime de Belize⁷³. Le Congrès guatémaltèque a ratifié l'accord de Belize le 26 novembre 1992. Quatre jours plus tard, toutefois, le Président Serrano a déclaré que la reconnaissance de Belize n'était pas un accord définitif sur le différend territorial et que le Guatemala avait l'intention de maintenir sa demande jusqu'à ce que la Cour Internationale de Justice aura résolu la question. En juillet 1993, deux ans après la victoire du Parti démocratique uni, Manuel Esquivel, le nouveau Premier ministre du Belize a pris la décision de suspendre l'accord de 1991 signé par le gouvernement de Price, une action qui a marqué une nouvelle période d'animosité entre les deux pays.

Au cours des années suivantes, les troupes béliziennes avaient entrepris une série d'incursions dans le territoire guatémaltèque détruisant les récoltes et menaçant les paysans d'expulsion. Cela a incité le Guatemala à déplacer ses troupes vers la frontière et à ordonner à son ambassadeur de revenir au pays pour une consultation⁷⁴. En 2000, d'autres violations de frontière de la part du Belize ont conduit à une mobilisation de quelque 300 soldats guatémaltèques dans cette zone. Deux ans plus tard, l'Organisation des États américains a appelé le Belize et le Guatemala à tenir une réunion d'urgence afin de trouver une solution viable à la question frontalière. Ces efforts ont amené à une mise en place d'une zone de paix le long de leur frontière commune, ainsi qu'un accord pour établir des mesures visant le renforcement de la confiance. En étant sous les auspices de l'OEA, le Belize et le Guatemala ont réussi à s'engager dans un processus de dialogue plus rigoureux. En 2008 ils ont signé un accord spécial, *le compromis*, selon lequel leur différend pourrait être examiné par la Cour internationale de justice⁷⁵. Les dernières années de négociations entre les deux pays ont été marquées autant de bonne volonté que d'hésitation. D'un côté, ils ont signé une Feuille de route de 2012 visant à renforcer les relations cordiales. De l'autre côté, après avoir convenu de tenir les référendums simultanés sur la question de soumission de leur différend à la CIJ, le Guatemala avait unilatéralement suspendu sa tenue⁷⁶. À l'heure actuelle, la question des

⁷³ Guatemala: Establishment of diplomatic relations with Belize. 1991. *Keesing's Record of World Events*, 38432.

⁷⁴ Klein, Goertz, Diehl, « The New Rivalry Dataset », Replication Datasets, Narrative File cm080090v5.10.txt.

⁷⁵ John R. Crook, « Introductory Note to the Special Agreement between Belize and Guatemala to Submit Guatemala's Territorial Insular and Maritime Claims to the International Court of Justice », *International Legal Materials*, 48 (2009), 250.

⁷⁶ Cristal Romo, « Guatemala pulls out of Belize border dispute referendum date », *Caribbean New Now!* 1 mai 2013. En ligne. <http://www.caribbeannewsnow.com/topstory-Guatemala-pulls-out-of-Belize-border-dispute-referendum-date-15642.html> (page consultée le 7 avril 2015).

revendications territoriales du Guatemala n'est pas résolue et la rivalité entre ce dernier et le Belize est considérée comme étant en cours.

4.2 Analyse du cas

Comme dans les cas précédents, la datation de la rivalité entre le Belize et le Guatemala est problématique puisqu'elle ne tient pas compte de la raison principale pour laquelle la relation conflictuelle s'est installée et s'est développée. Il s'agit de la question d'intérêt commun, d'un avantage qui ne peut revenir qu'à un des adversaires. Tout comme dans les rivalités examinées plus haut, il est question des revendications territoriales. Le Belize et le Guatemala sont devenus des héritiers non seulement de cette région de l'Amérique centrale et de sa population, mais aussi de l'antagonisme dans lequel l'Espagne s'opposait au Royaume-Uni. Ce processus d'attribution du droit de réclamer une partie du territoire de l'État voisin était bien entamé au Guatemala au milieu de dix-neuvième siècle. Quoique ces revendications fussent formulées différemment selon les époques et les gouvernements, ce pays ne les a jamais abandonnées complètement. Quant au Belize, l'administration coloniale britannique qui dominait la scène politique jusqu'en 1964 était l'acteur principal auquel les demandes territoriales du Guatemala s'adressaient. Ceci rend difficile l'estimation de la mesure à laquelle la naissante élite dirigeante du futur Belize partageait la position britannique sur cette question, d'autant plus qu'après avoir obtenu l'autonomie et l'indépendance il a modifié son approche à multiples reprises, de la volonté à faire des concessions considérables jusqu'à la fermeté de ne rien céder. Toutefois, l'exploration sommaire du cas présent permet de constater qu'à de rares exceptions près l'attitude du Royaume-Uni coïncide avec celle du Belize. Tenant compte des faits mentionnés plus haut, il convient de conclure que la rivalité entre le Guatemala et le Belize a commencé avant que ce dernier n'obtienne son indépendance, au moment où le Royaume-Uni lui a accordé l'autonomie en 1964, dix-sept ans avant la date indiquée par Colaresi, Rasler et Thompson (2007) et vingt-neuf ans avant la date désignée par Goertz et Diehl (2006)⁷⁷. Toutefois, étant donné que le répertoire des nouvelles internationales utilisé dans ce travail ne prend en considération que des entités étatiques, il nous était

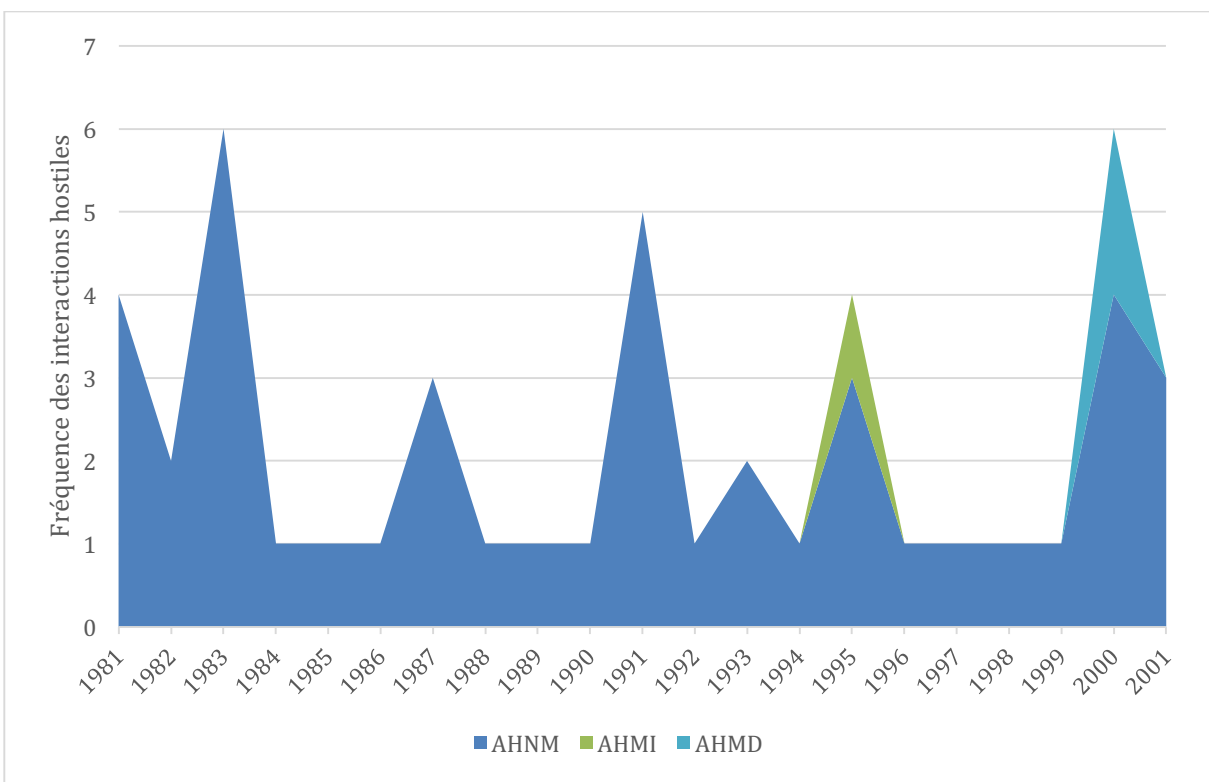
⁷⁷ Michael P. Colaresi, Karen Rasler et William R. Thompson, *Strategic Rivalries in World Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 2007), Table 2.1, 39.

impossible de suivre de façon systématique des événements relatifs à la détérioration des relations bilatérales avant la proclamation de l'indépendance par le Belize. Ainsi, la quantification des actions hostiles avant cette date est également problématique. Cette contrainte nous impose de commencer la transformation de l'information répertoriée à partir de l'année 1981, la première année de rivalité mentionnée par Thompson et ses collègues.

Il faut également noter qu'en ce qui concerne la datation du cas présent par ces deux groupes de chercheurs, les périodes pendant lesquelles la rivalité stratégique et la rivalité durable se déroulent ne sont pas superposées comme dans les cas précédents. Selon la définition de la rivalité durable, la date du déclenchement du différend guatémalo-bélizien correspond à la première incursion dans le territoire du Guatemala par les troupes du Belize en 1993. Par contre, conformément à la notion de la rivalité stratégique, le début de la relation conflictuelle entre les deux pays coïncide avec l'obtention d'indépendance par le Belize en 1981. La décision d'évoquer l'année 1993 comme la fin de la rivalité devait être remise en question, car elle ne présente pas de signes d'amélioration des relations bilatérales, mais au contraire une importante escalade des hostilités.

En termes d'intensité, la rivalité entre le Guatemala et le Belize est la moins violente comparativement aux autres cas examinés dans le travail présent. Le score de sévérité le plus élevé que l'indice de Diehl et Goertz lui accorde atteint le niveau de 53 en 2000, en diminuant l'année suivante jusqu'à 4. La mesure alternative d'hostilité offre la même observation, car la rivalité à l'étude se définit en grande partie par les actions hostiles non militarisées, dont la fréquence la plus élevée n'atteint que 6 événements en 1983, sans toutefois descendre en bas d'une action par année (figure 6). Ce cas constitue une des meilleures démonstrations de la manière dont les actions hostiles continues peuvent influencer le niveau global de gravité d'une rivalité. Cela est dû au fait que dès 1945 toutes les quatre constitutions du Guatemala contenaient, prenant des formes différentes, les revendications visant le territoire du Belize. Un autre avantage de la mesure alternative d'hostilité que le cas à l'étude rend apparent est la couverture plus complète de la rivalité sur une plus longue période de temps. De plus, non seulement la mesure alternative peut facilement être décomposée en actions non militarisées, militarisées indirectes et militarisées directes, mais ces actions peuvent également être organisées selon les périodes de temps variables, jour par jour, semaine par semaine et ainsi de suite. Tout cela fait d'elle une mesure plus flexible et riche en données que celle de sévérité.

Par exemple, selon la mesure de sévérité, la rivalité entre le Belize et le Guatemala se termine avec le différend 4152 qui commence le 28 décembre 2000 et finit le 13 juin 2001, et dont le niveau d'hostilité atteint 4. Ce chiffre donne un indice de ce que le différend en question n'implique pas de pertes humaines et que les rivaux n'ont pas utilisé de force militarisée. La mesure alternative d'hostilité, de l'autre côté, répertorie des actions hostiles dont les différends sont composés. La description de chaque action commence par l'identification de sa date qui est suivie par l'acteur entreprenant l'action et, finalement, l'action hostile elle-même. Cette façon de présenter des événements hostiles permet de suivre de plus près des modèles de détérioration des relations entre des pays rivaux tout en offrant leur quantification.



6. Rivalité entre le Belize et le Guatemala. Mesure alternative d'hostilité.

Chapitre 5. La rivalité somalo-éthiopienne.

5.1 Présentation du cas.

La péninsule de la Corne de l'Afrique est une région empreinte d'instabilité et de conflit depuis plusieurs siècles et la rivalité entre la Somalie et l'Éthiopie en constitue la relation conflictuelle la plus longue et plus aiguë. La source principale du conflit se trouve à être la revendication par les deux parties de la région d'Ogaden. L'incorporation de l'Ogaden dans l'empire éthiopien a suivi la défaite de l'Émir Abdullahi de Harar dans la bataille de Chelenqo le 6 janvier 1887. L'occupation de Harar a ouvert la porte de l'Ogaden à l'Éthiopie, mettant ainsi fin à son rôle de zone tampon. Mais en essayant d'intégrer la région dans la structure de l'État, les dirigeants éthiopiens avaient choisi des méthodes très impopulaires parmi la population principalement d'origine somalienne. Tenant compte de la rudesse du climat désertique de l'Ogaden, les autorités éthiopiennes n'ont pas été en mesure, sauf pour certaines garnisons, de maintenir une présence permanente dans la région. Les expéditions militaires entreprises afin de collecter les impôts ont été le principal moyen de communication entre le gouvernement central et la population locale. Étant donné la résistance soutenue de la part de la population somalienne d'Ogaden, qui a été appuyée par les autorités coloniales de la Somalie italienne, plusieurs de ces expéditions ont connu un échec accompagné avec la perte des vies des soldats éthiopiens. Au lieu de servir le but d'unification de l'Ogaden avec le reste de l'empire, ces expéditions ont causé l'érosion de la confiance entre l'État et les tribus locales. La présence des puissances étrangères, en particulier des Italiens, a également posé un défi à l'Éthiopie⁷⁸.

L'État somalien est devenu indépendant en 1960 à la suite de l'unification de l'ancienne Somalie britannique et de l'ancienne colonie de la Somalie italienne placée sous tutelle de l'ONU en 1950. L'histoire des relations entre l'empire éthiopien et les autorités coloniales britanniques est différente de celle entre ce premier et les autorités coloniales

⁷⁸ Tibebe Eshete, « Towards a History of the Incorporation of the Ogaden: 1887-1935 », *The International Journal of African Historical Studies*, 33, (2000), 69-87.

italiennes. Les deux régions contestées entre l'Éthiopie et le Royaume-Uni, Haud et ladite « Zone réservée », n'ont jamais été disputées militairement. De plus, selon le traité anglo-éthiopien de 1897, le Royaume-Uni reconnaît ces deux territoires comme appartenant à l'Éthiopie. L'accord de 1955 a également confirmé ce droit en retirant l'administration militaire britannique qui a été placée temporairement dans cette région en 1942, après sa libération des forces occupantes italiennes en 1941. L'accord a aussi reconnu le droit des tribus provenant de la Somalie britannique de faire paître leur bétail dans la région. Quoique l'accord a servi à diminuer la friction entre l'Éthiopie et le Royaume-Uni sur un plus haut niveau, sur le terrain, il a entraîné un sérieux antagonisme entre les fonctionnaires britanniques, les troupes éthiopiennes et les tribus somaliennes dont les terres de pâturage se trouvaient dans cette région⁷⁹.

Quant aux relations entre l'Éthiopie et l'administration de la Somalie italienne, elles ont été encore moins harmonieuses. Au cours des deux dernières décennies du vingtième siècle, la colonie italienne exerçait beaucoup de pression sur son voisin de l'ouest, en effectuant des incursions systématiques, en occupant certaines parties frontalières du territoire éthiopien, en organisant la campagne militaire sur la rivière Mareb en 1894. La Somalie italienne a été acquise par l'Italie en 1880. Vers 1893 l'occupation de la côte somalienne a été terminée. Depuis leur arrivée dans la Corne de l'Afrique et l'établissement de la colonie, les Italiens ont ouvertement affiché leur intérêt pour l'Ogaden⁸⁰. En comprenant la position fragile de l'Éthiopie dans la région et en profitant d'elle, l'Italie a encouragé la population locale déjà insatisfaite par le gouvernement central à antagoniser davantage avec lui. Ainsi, le mécontentement de la population locale d'Ogaden vis-à-vis de l'État éthiopien provient en partie des traités internationaux, des influences coloniales externes et de la mauvaise gouvernance dans la région.

Devenant l'héritier de la politique extérieure britannique et italienne, dès le début de son existence la République de Somalie a fait face à l'enjeu de normaliser sa relation avec l'Éthiopie. Avant la proclamation de l'indépendance de la Somalie en 1960, le gouvernement éthiopien a annoncé que l'accord de 1955 deviendrait caduc une fois l'indépendance atteinte.

⁷⁹ D. J. Latham Brown, « The Ethiopia-Somaliland Frontier Dispute », *The International and Comparative Law Quarterly*, 5 (1956), 245.

⁸⁰ Tibebe Eshete, « Towards a History of the Incorporation of the Ogaden: 1887-1935 », 73.

Ainsi, les droits de pâturage, qui étaient aussi importants pour les tribus somaliennes, et la frontière d'Ogaden vis-à-vis de laquelle chaque partie exigeait des ajustements au détriment de l'autre côté sont devenus les deux sources principales d'animosité entre l'Éthiopie et la Somalie. La compétition militarisée entre les deux pays affiche le niveau de violence comparable avec la rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Pour ce qui est de la fréquence des interactions militarisées directes, sa structure se rapproche de la rivalité afghano-pakistanaise. À l'exception de deux brèves périodes de médiation internationale et de détente ultérieure, les attaques armées provenant des deux côtés se distinguent par leur caractère continu.

Le fait que le conflit somalo-éthiopien est devenu une partie d'un différend global de la guerre froide l'a rendu encore plus violent et difficile à résoudre. La première intervention des superpuissances dans le conflit se produit lorsque la Somalie accepte l'offre de l'assistance militaire de l'Union soviétique en 1963, pendant la première période d'intenses combats entre les troupes éthiopiennes, d'un côté, et les Somaliens ethniques vivant dans l'Ogaden et les troupes somaliennes, de l'autre côté. Au cours de cette période, qui dure entre août 1960 et mars 1964, les adversaires se sont engagés dans au moins cinq offensives majeures, qui ont entraîné la mort de près de 150 membres des tribus somaliennes, de 50 soldats et de policiers éthiopiens et de 400 militaires somaliens⁸¹. Son déclenchement a été provoqué par les dispositions de la constitution somalienne, ainsi que par certaines déclarations des membres du gouvernement somalien, qui exprimaient des aspirations à la « Grande Somalie », une entité territoriale incorporant la Somalie, le Djibouti, l'Ogaden et la province nord-est du Kenya⁸². Plusieurs tentatives de médiation et des appels au cessez-le-feu ont été lancés pendant cette première période d'hostilité. En mars 1964, ces efforts de la part de l'Organisation de l'unité africaine ont abouti à la conclusion d'un accord de démobilisation entre l'Éthiopie et la Somalie. Cet accord a annoncé le début de la première détente entre les deux pays qui aura duré jusqu'en juillet 1977.

Une nouvelle période d'hostilité a débuté lorsque les forces armées somaliennes ont soutenu la révolte du Front de libération de la Somalie occidentale contre le gouvernement

⁸¹ Klein, Goertz, Diehl, « The New Rivalry Dataset », Replication Datasets, Narratives, File : cm520530v5.10.txt.

⁸² Note on Somali Relations with Ethiopia and Dispute over Frontier. 1963. *Keesing's contemporary archives*, 19432.

éthiopien en Ogaden. L'Éthiopie a répondu en mettant à terme les relations diplomatiques avec la Somalie. L'agression ouverte de la part de cette dernière et son ingérence dans la vie politique intérieure de l'État voisin ont créé un contexte suffisamment différent de celui du premier conflit, ce qui a modifié l'équilibre des pouvoirs dans la région. À partir de septembre 1977, l'Union soviétique commence à accorder de l'aide militaire à l'Éthiopie, tandis que les troupes cubaines de soutien ont été déployées dès le décembre. En mars 1978, le Kenya a également exprimé son appui à l'Éthiopie. Quant à la Somalie, elle a reçu de l'assistance militaire de la part de l'Égypte et de l'Iran en janvier 1978. De plus, les États-Unis et la Ligue des États arabes ont offert leur soutien militaire quelques mois plus tard. Suite à une série d'offensives éthiopiennes victorieuses, le gouvernement somalien a procédé au retrait complet de ses troupes de la région en mars 1978. Toutefois, il a continué d'exprimer son appui aux mouvements de libération à l'intérieur de l'Éthiopie⁸³. Les coûts de cette deuxième étape de confrontation violente connue comme la guerre de l'Ogaden s'élèvent aux 20,000 victimes estimées. Pour ce qui est de la population civile, près d'un demi-million de personnes ont été déracinées, la plupart d'entre elles ont fui en Somalie comme réfugiées⁸⁴.

La période entre 1978 et 1984 est également marquée de quelques confrontations armées, dont la plus importante est survenue entre mai et juillet 1980 provoquant la mort de quelque 1,300 militaires somaliens. Comme les attaques aériennes de l'aviation éthiopienne se sont avérées particulièrement efficaces au cours de la guerre de l'Ogaden, l'Éthiopie continue à s'en servir comme une force de frappe principale. Jumelées avec quelques offensives terrestres, ces attaques ont permis aux forces éthiopiennes d'envahir une partie frontalière de la Somalie, ce qui a obligé le gouvernement somalien de déclarer l'état d'urgence en août 1982.

À compter de ce moment, la situation intérieure en Éthiopie commence à se détériorer. Une sévère sécheresse suivie d'une famine, qui ont continué jusqu'en 1985, ont frappé de vastes régions du pays en provoquant une des plus graves crises humanitaires connues. En 1984 et 1985, la Somalie a aussi été sérieusement affectée par cette sécheresse, et cela sans compter l'arrivée massive de réfugiés éthiopiens et la propagation du choléra dans leurs

⁸³ Ethiopia: Developments in Fighting in Ogaden. 1978. *Keesing's contemporary archives*, 28989.

⁸⁴ Gebru Tareke, « The Ethiopia-Somalia War of 1977 Revisited », *The International Journal of African Historical Studies*, 33 (2000), 667.

camps⁸⁵. Toutes ces difficultés, combinées avec l'épuisement causé par le conflit armé, ont rendu les deux pays plus favorables au règlement amiable de leurs divergences. La première rencontre entre les chefs d'État, le Président Barre et le lieutenant-colonel Mengistu, a eu lieu à Djibouti en janvier 1986 et a abouti à la publication d'un communiqué qui annonçait la création d'un comité dont le but était d'améliorer leurs relations bilatérales. Cette rencontre a marqué une nouvelle période de paix et la fin éventuelle de la rivalité somalo-éthiopienne en avril 1988. Les seuls incidents militarisés survenus pendant cette étape sont ceux organisés par le Mouvement national somalien en 1987, une organisation qui a traditionnellement été soutenue par l'Éthiopie. En avril 1988, par contre, cette dernière se dissocie complètement de ce mouvement, tout comme la Somalie du Front démocratique pour la sauvegarde de la Somalie (Democratic Front for Salvation of Somalia). L'accord qui a mis fin au conflit a été signé par les deux parties le 3 avril 1988. Alors que ses dispositions ne contenaient pas de solution à long terme, il a servi de base pour relancer les relations diplomatiques et pour démilitariser la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie. Les deux pays ont également convenu de mettre fin à des activités subversives et à la propagande hostile⁸⁶. D'ici la particularité de ce cas de rivalité comparativement aux trois autres, car il est le seul étant considéré comme terminé.

5.2 Analyse du cas.

En ce qui concerne la datation de cette rivalité selon les définitions de rivalité stratégique et durable, on observe la même tendance que dans les cas précédents. Les deux listes de rivalité proposent les dates suivantes, 1960-1988 pour la rivalité stratégique et 1960-1985 pour la rivalité durable⁸⁷, ce qui est tout à fait compatible avec les définitions. Dans les deux cas, la relation conflictuelle débute par la première manifestation d'animosité entre les États souverains. Comme la Somalie obtient l'indépendance en 1960 et pose des gestes offensifs vis-à-vis de l'Éthiopie au cours de la même année, le début de leur rivalité est

⁸⁵ Somalia: Refugee problem. Cholera epidemic. 1986. *Keesing's contemporary archives*, 34407.

⁸⁶ Somalia: Political and military developments with opposition movements. Relations with Ethiopia. 1988. *Keesing's record of world events*, 36004.

⁸⁷ Michael P. Colaresi, Karen Rasler et William R. Thompson, *Strategic Rivalries in World Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 2007), Table 2.1, 43.

indiqué comme étant l'année 1960. Pour ce qui est de la fin de leur relation conflictuelle selon la définition de rivalité stratégique, l'année 1988 se caractérise par une série d'événements qui témoignent du règlement de conflit. Cela tient compte non seulement de l'accord de 1988, mais également de multiples déclarations de conciliation prononcées par les deux côtés. D'autre part, la dernière année pendant laquelle la confrontation militarisée entre la Somalie et l'Éthiopie a été observée par Paul Diehl et Gary Goertz est celle de 1985. Par conséquent, conformément à la notion de rivalité durable, cette année indique la fin de la rivalité. Nonobstant le fait que les deux périodes de rivalité correspondent aux méthodes respectives de datation, elles indiquent la même faiblesse conceptuelle que dans les cas précédents de rivalité, à savoir l'omission du phénomène qui se trouve à la source du conflit, soit les questions de contestation. Dans le cas de la rivalité entre la Somalie et l'Éthiopie les revendications des autorités somaliennes relativement à l'Ogaden, ainsi que leur appui aux tribus d'origine somalienne habitant cette région définissaient la politique extérieure de la Somalie bien avant qu'elle obtienne son indépendance. Le fait que la Somalie commence son existence comme un pays souverain en adoptant une constitution incluant le concept de la « Grande Somalie » témoigne de la continuité de la politique expansionniste de l'ancienne administration et de son adoption réussie par la nouvelle. Quant à la quantification des actions hostiles selon la mesure alternative d'hostilité, par contre, nous devons transformer des données historiques en actions hostiles à partir de l'année 1960, et non pas dès la période suggérée par la nouvelle définition de rivalité. Cette limite est la première et la plus importante dans le travail présent et elle s'explique par le fait que l'identification systématique des événements historiques d'une entité internationale par des répertoires de ces données se fait à partir du moment de l'obtention par cette dernière de son statut étatique.

Comme cela a déjà été mentionné, en terme des cas létaux la rivalité entre l'Éthiopie et la Somalie est la plus violente et la plus soutenue parmi les quatre cas étudiés dans le travail présent. À deux reprises, en 1966 et ensuite en 1974 le conflit s'élève jusqu'à 133 points, en 1978 il atteint le niveau de 186, et 247 en 1985⁸⁸. Selon la mesure alternative d'hostilité, la fréquence des échanges militarisés directs atteint les plus hauts niveaux entre 1976 et 1981

⁸⁸ Klein, Goertz, Diehl, « The New Rivalry Dataset », Replication Datasets, RIV 1134, Disputes: MID1423, MID1421, MID1425, MID2066, MID2067, MID1378, MID2068, MID1427, MID1428, MID2069, MID2070, MID2071, MID2072, MID2073, MID2074, MID 2075.

(figure 7). À première vue, les deux mesures semblent présenter les dynamiques de violence différentes. Toutefois, l'examen scrupuleux des narrations offertes par Diehl et ses collègues (2006) explique certaines de ces dissemblances. Par exemple, même s'ils attribuent le score de 133 aux différends *MID2067* de 1966 et *MID1427* de 1974, la narration contient des notes précisant que les auteurs n'étaient pas en mesure de trouver de l'information historique les concernant. Pour ce qui est des différends *MID2068* et *MID1428* ayant lieu respectivement en 1973 et 1975-1976, il s'agit des allégations qui n'ont pas reçu de confirmation par des sources indépendantes d'information⁸⁹. Selon les règles de codage utilisées ici, ces allégations peuvent seulement être considérées comme les tentatives de discréditer le rival et être codées comme les actions non militarisées de nature propagandiste. Quant à la dernière vague de violence selon la mesure de sévérité, elle est composée des deux différends, *MID2074* et *MID2075*. Comme les deux se terminent en 1985, leurs scores ont été additionnés. C'est la raison pour laquelle l'année 1985 est présentée par un score aussi haut. La mesure alternative d'hostilité, par contre, ne témoigne pas d'actions militarisées directes cette année. Cela s'explique en partie par le fait que les événements décrits par le *MID2075* ne sont que des accusations de la part de la Somalie. En ce qui concerne le *MID2074*, il fait référence aux attaques terrestres et aériennes effectuées par l'Éthiopie en 1984-1985. Par contre, les sources utilisées afin de construire la mesure alternative dans le présent document ne suggèrent pas que de telles attaques ont eu lieu pendant cette période. Pour ce qui est de l'occurrence des actions militarisées directes qui sont survenues entre 1977 et 1982 inclusivement, la mesure de sévérité permet de constater leurs répercussions systématiques sur le nombre de victimes liées au combat avec un écart temporel d'une année. La raison de cette désynchronisation a déjà été expliquée sur l'exemple de la rivalité entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

⁸⁹ Organization of African Unity: Agreement on Disputes between Member-States. Somalia and Ethiopia. 1973. *Keesing's Contemporary Archives*, 25955A; Ethiopia: Dispute with Somalia. 1976. *Keesing's Contemporary Archives*, 27635A.



Figure 7. Rivalité entre l'Éthiopie et la Somalie. Mesure alternative d'hostilité.

Si l'on revient à l'analyse du graphique 7, on peut constater toutefois qu'en terme de fréquence ce ne sont pas les actions militarisées directes qui dominent cette relation de rivalité. À l'exception des années 1979, 1987 et 1988, la confrontation non militarisée dépasse l'interaction militarisée. Elle installe également un niveau minimal d'hostilité égal à une action non militarisée qui se maintient sur presque toute la longueur de la rivalité, de 1961 jusqu'à 1983.

Comme dans le cas des rivalités précédentes, la comparaison des deux mesures dévoile un autre avantage important de la mesure alternative d'hostilité. Les données dont cette mesure est composée sont organisées d'une façon qui favorise sa flexibilité et son adaptabilité aux objectifs divers de recherche. Le différend 2069, dont la durée est de treize mois et dont le niveau d'hostilité atteint le score de 186, en offre un bon exemple. Tout d'abord, un seul score d'hostilité associé à une période de temps aussi longue qu'une année suggère qu'elle est distribuée de façon homogène sur toute cette période, ce qui est loin d'être réaliste. Cette façon de quantifier la confrontation militarisée risque de masquer des fluctuations des niveaux d'animosité à l'intérieur de cette période. De plus, la durée d'une confrontation militarisée

reste hors du contrôle du chercheur et varie d'un jour jusqu'à plusieurs mois. Ceci fait de sorte que la mesure de sévérité ne peut pas être désagrégée en unités uniformes. Contrairement, la mesure alternative offre un suivi quotidien des actions hostiles qui offrent la possibilité de les organiser selon des périodes de temps désirables. Ainsi, la période couverte par le différend 2069 est représentée par une cinquantaine des actions hostiles. Chacune d'entre elles décrit la journée où l'action a eu lieu ou a commencé, l'acteur ou les acteurs qui effectuent l'action et l'action hostile elle-même. Organisées de cette façon, les données composant la mesure offrent une vision plus complète d'une rivalité.

Conclusion

Le présent travail est consacré à l'étude de la rivalité interétatique et des mesures visant l'évaluation de son intensité. À l'heure actuelle, il existe trois approches principales à la définition de la rivalité. La première accorde une importance particulière à la confrontation militarisée, qui constitue l'expression la plus apparente de la rivalité. Par conséquent, son intensité est mesurée en fonction des interactions violentes des acteurs et du nombre des victimes liées au combat. Il s'agit de la rivalité durable. La rivalité stratégique, par contre, priorise la perception des élites politiques de leur entourage international. Sa quantification est toutefois problématique en raison de la difficulté d'y avoir un accès direct. Toutefois, comparativement à la première approche, elle semble être plus fondamentale. L'étude approfondie de ces deux interprétations de la rivalité suggère que la rivalité durable constitue un cas particulier de la rivalité stratégique. Pour ce qui est de la rivalité *interétatique* de Bennett, elle représente à un certain point une fusion des deux notions ci-dessus mentionnées sans toutefois aller plus loin que l'analyse des cas de rivalité militarisée. Les éléments centraux de cette dernière sont les questions saillantes de contestation qui définissent la raison d'être des rivalités, et par conséquent les points de repère délimitant leurs frontières temporelles. La synthèse de ces trois notions de rivalité nous a permis de formuler une nouvelle définition de la rivalité pour l'ensuite appliquer à l'examen des études de cas énumérées ci-dessous.

La démarche entreprise dans le présent travail est divisée en deux étapes, soient la phase de l'exploration théorique de notions de rivalité et de mesures d'hostilité, puis la phase empirique où nous comparons les avancées théoriques avec quatre cas de rivalité afin de constater leurs divergences. Les cas de rivalité étudiés dans ce travail se déroulent entre les dyades suivantes : l'Afghanistan et le Pakistan, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, le Belize et le Guatemala, ainsi que la Somalie et l'Éthiopie. Cette approche a permis de trouver les inadéquations suivantes,

- L'absence d'une définition réunissant la confrontation militarisée, non militarisée et les questions saillantes de contestation (salient issues) ;
- Les acteurs sont uniquement des États souverains ;

- L'utilisation des échelles de jugement comme fondement afin de mesurer les niveaux d'hostilité dans les rivalités.

La découverte de ces lacunes nous a amenée à formuler une nouvelle définition de la rivalité, la rivalité interacteur, plus inclusive au point de vue conceptuel, en tenant compte d'un plus grand nombre d'actions hostiles et en exigeant de les relier à une question de contestation. Après avoir examiné les mesures d'hostilité les plus fréquemment rencontrées dans la littérature, nous avons proposé une nouvelle classification des actions hostiles qui tient compte de leur nature hétérogène et qui évite de les placer sur une échelle hiérarchique. Finalement, la rivalité interacteur et la nouvelle classification des actions hostiles ont servi de base pour présenter une mesure alternative d'hostilité fondée sur leurs fréquences plutôt que sur des valeurs arbitrairement accordées.

Quant aux limites de l'approche utilisée, la dépendance de la mesure alternative d'hostilité aux sources d'information qui répertorient des événements de la politique extérieure est définitivement la plus importante d'entre elles. Dans un contexte où le chercheur n'a pas d'accès direct à la perception des décideurs politiques, l'interprétation de ces sources devient inévitable. La mesure alternative d'hostilité les utilise pour déterminer la fréquence des actions hostiles. Mais comme elles ne peuvent pas s'adapter aux besoins de chaque recherche, l'information présentée par ces sources n'était pas toujours suffisamment précise en termes de dates, d'acteurs ou d'endroits où l'action a lieu. De plus, il était parfois difficile de déterminer quelle source est véritablement indépendante.

En ce qui concerne de futurs projets de recherche, nous considérons qu'une meilleure compréhension du phénomène de la rivalité passe par la combinaison des deux perspectives sur la perception des élites politiques. La première offrant le point de vue de l'observation extérieure, comme dans le cas de la mesure alternative d'hostilité. Elle quantifie ce que l'on considère comme le résultat de la perception, les actions hostiles entreprises par des acteurs. Ainsi, la distance entre le phénomène à l'étude et l'indicateur qui vise à le capturer est plus grande. La deuxième perspective dévoilerait des facettes plutôt intérieures de la perception des décideurs politiques. Cette mesure devrait avoir un lien plus immédiat avec le phénomène de la perception. Par exemple, l'utilisation des questionnaires prévus à cet égard pourrait s'avérer un moyen intéressant pour atteindre ce but. Le fait d'étudier un aspect ou l'autre peut être intéressant et justifié selon les objectifs de recherche, mais nous croyons que c'est seulement

la combinaison des deux perspectives qui pourrait faire la lumière sur le mécanisme par lequel la perception de la menace provenant des autres membres de la communauté internationale se transforme en actions hostiles.

Bibliographie

- Azar, Edward, Paul Jureidini, et Ronald McLaurin. 1978. « Protracted Social Conflict: Theory and Practice in the Middle East. » *Journal of Palestine Studies* 8: 41-60.
- Bennett, Scott D. 1996. « Security, Bargaining, and the End of Interstate Rivalry », *International Studies Quarterly* 40: 157-184.
- Brecher, Michael et Jonathan Wilkenfeld. 2000. *A Study of Conflict*. International Crisis Behavior Project. Version 10.0. Codebook. System-Level Dataset. College Park: University of Maryland, En ligne: <http://www.cidcm.umd.edu/icb/data/> (page consultée le 12 février 2015).
- Brecher, Michael, Patrick James, et Jonathan Wilkenfeld. 2000. « Escalation and War in the Twentieth Century: Findings from the International Crisis Behavior Project ». dans John A. Vasquez, dir., *What Do We Know about War?* Lanham, MD: Rowman and Littlefield.
- Brecher, Michael. 1984. « International Crises, protracted Conflicts. » *International Interactions* 11: 237-98.
- Brown, Latham D. J. 1956. « The Ethiopia-Somaliland Frontier Dispute ». *The International and Comparative Law Quarterly* 5: 245-264.
- Colaresi, Michael P. 2005. *Scare tactics: the politics of international rivalry*. New York: Syracuse University Press.
- Colaresi, Michael P., Karen Rasler et William R. Thompson. 2007. *Strategic Rivalries in World Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Conflict in the Caucasus. 1996. *Refugees Magazine*. En ligne. <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/search?page=search&docid=3b5583fd4&query=Nagorno-Karabakh> (page consultée le 21 avril 2015).
- Crescenzi, Mark J. C., and Andrew J. Enterline. 1998. “Measuring Interstate Rivalry: A Research Note.” *Draft manuscript*.
- Crook, John R. 2009. « Introductory Note to the Special Agreement between Belize and Guatemala to Submit Guatemala’s Territorial Insular and Maritime Claims to the International Court of Justice ». *International Legal Materials* 48: 250-252.

- Dash, P.L. 1989. « Nationalities Problem in USSR. Discord over Nagorno-Karabakh », *Economic and Political Weekly* 24: 72-74.
- Diehl, Paul F. 1983. « Arms Races and the Outbreak of War, 1816-1980. » *PhD diss.*, University of Michigan.
- Diehl, Paul F. 1985. « Arms Races to War: Testing Some Empirical Linkages », *Sociological Quarterly* 26: 331-349.
- Diehl, Paul F. and Gary Goertz. 2001. *War and peace in international rivalry*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Dreyer, David R. 2010. « Issue Conflict Accumulation and the Dynamics of Strategic Rivalry », *International Studies Quarterly* 54 : 779-795.
- Emadi, Hafizullah. 1990. « Durand Line and Afghan-Pak Relations », *Economic and Political Weekly* 14: 1515-1516.
- Eshete, Tibebe. 2000. « Towards a History of the Incorporation of the Ogaden: 1887-1935 ». *The International Journal of African Historical Studies* 33: 69-87.
- Feste, Karen. 1982. « International Enemies : A Review. » *Annual Meeting of the International Studies Association*, Cincinnati.
- Finlay, David, Ole Holsti, et Richard Fagan. 1967. *Enemies in Politics*. Chicago: Rand-McNally.
- Gochman, Charles, and Zeev Maoz. 1984. « Militarized Interstate Disputes, 1816-1976: Procedures, Patterns, and Insights. » *Journal of Conflict Resolution* 28: 585-616.
- Guardian Data store. En ligne.
<http://www.theguardian.com/news/datablog/interactive/2013/jul/25/registered-refugee-since-1960-interactive-map> (page consultée le 14 avril 2015).
- Gul, Imtiaz. 2006. « Pakistan army told to plan fence and mines Along afghan border ». *The Guardian*. En ligne. <http://www.theguardian.com/world/2006/dec/27/pakistan.afghanistan> (page consultée le 15 avril 2015).
- Harrison, Selig. 1981. *In Afghanistan's shadow: Baluch Nationalism and Soviet Temptations*. New York: Carnegie Endowment for Peace.
- Hewitt, Joseph J. 2003. « Dyadic Processes and International Crises », *Journal of Conflict Resolution* 47: 669-692.
- Huth, Paul K. et Todd L. Allee. 2002. *The Democratic Peace and Territorial Conflict in the Twentieth Century*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Jones, Daniel M., Stuart A. Bremer and J. David Singer. 1996. « Militarized Interstate Disputes, 1816-1992: Rationale, Coding Rules, and Empirical Patterns. » *Conflict Management and Peace Science* 15:163-213.
- Karzai issues warning to Pakistan. 2008. *BBC News*. En ligne http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7455267.stm (page consultée le 15 Avril 2015).
- Kessing's Contemporary Archives/Keesing's Record of World Events*. 1949-2001. London: Longman.
- Khurshid, Hasan. 1962. « Pakistan-Afghanistan Relations. » *Asian Survey* 2: 14-24.
- Klein, James P., Gary Goertz et Paul Diehl. 2006. « The new rivalry dataset: Procedures and Patterns » *Journal of Peace Research*, 43: 331-348.
- McCarthy, Rody. 2000. « Kyber Pass », *The Guardian*. En ligne. <http://www.theguardian.com/comment/story/0,3604,403198,00.html> (page consultée le 14 avril 2015).
- Montevideo Convention on the Rights and Duties of States*, 26 décembre 1934, art. 1. En ligne: <https://www.ilsa.org/jessup/jessup15/Montevideo%20Convention.pdf> (page consultée le 29 Juin 2015).
- Mooradian, Moorad et Daniel Druckman. 1999. « Hurting Stalemate or Mediation? The Conflict over Nagorno-Karabakh, 1990-95 ». *Journal of Peace Research*, 36: 709-727.
- Murray, Shoon Kathleen et Jonathan A. Cowden. 1999. « The Role of “Enemy Images” and Ideology in Elite Belief Systems », *International Studies Quarterly* 43: 455-481.
- Nations Unies. Conseil de sécurité. Comités des Sanctions du Conseil de sécurité. *Un Aperçu*. En ligne. <http://www.un.org/french/sc/committees/> (page consultée le 10 juin 2015).
- Organization of American States. *Inter-American Treaty of Reciprocal Assistance*, 1947, B-29. En ligne. <http://www.oas.org/juridico/english/sigs/b-29.html> (page consultée le 6 avril 2015).
- Organization of American States. Secretariat for Political Affairs. Department for Democratic Sustainability and Special Missions. 2009. *Belize and Guatemala Dispute*. En ligne. <http://www.oas.org/sap/peacefund/belizeandguatemala/> (page consultée le 7 avril 2015).
- Pakistan trains Afghan army cadets. 2015. *BBC News*. En ligne <http://www.bbc.com/news/world-asia-31164119> (page consultée le 15 avril 2015).

- Palmer, Glenn, Vito D'Orazio, Michael Kenwick, et Matthew Lane. 2015. « The MID4 Data Set: Procedures, Coding Rules, and Description. » *Conflict Management and Peace Science*. Forthcoming.
- Qureshi, S. M. M. 1966. « Pakhtunistan : The Frontier Dispute Between Afghanistan and Pakistan », *Pacific Affairs* 39: 99-114.
- Ramesh, Randeep. 2005. « US backs Pakistani-Afghan border fence ». *The Guardian*. En ligne. <http://www.theguardian.com/world/2005/sep/14/pakistan.afghanistan> (page consultée le 15 avril 2015).
- Region and territories: Nagorno-Karabakh. 2012. *BBC News*. En ligne. http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/country_profiles/3658938.stm (page consultée le 21 avril 2015).
- Richardson, Lewis. 1960. *Statistics of Deadly Quarrels*. Pittsburgh: Boxwood Press.
- Romo, Cristal. 2013. « Guatemala pulls out of Belize border dispute referendum date », *Caribbean New Now!*, 1 mai. En ligne. <http://www.caribbeannewsnow.com/topstory-Guatemala-pulls-out-of-Belize-border-dispute-referendum-date-15642.html> (page consultée le 7 avril 2015).
- Silvert, K. H. 1954. *A Study in Government: Guatemala*. Publication 21. New Orleans: Middle American Research Institute, Tulane University.
- Simmonds, K. R. 1968. « The Belize Mediation ». *The International and Comparative Law Quarterly*. 17: 996-1009.
- Small, Melvin et David J. Singer. 1982. *Resort to arms*. Beverly Hills: Sage.
- Suny, Ronald Grigor. 1993. *Looking Toward Ararat: Armenia in Modern History*. Bloomington: Indiana University Press.
- Tareke, Gebru. 2000. « The Ethiopia-Somalia War of 1977 Revisited ». *The International Journal of African Historical Studies* 33: 635-667.
- Thompson, William R. 2001. « Identifying Rivals and Rivalries in World Politics. » *International Studies Quarterly* 45: 558-586.
- Thompson, William R. 2001. « Identifying Rivals and Rivalries in World Politics », *International Studies Quarterly* 45: 557-586.
- Uhlig, Mark A. 1993/1994. « The Karabakh War », *World Policy Journal*, 10: 47-52.

- United States. Central Intelligence Agency. *The World Factbook: Armenia*. En ligne. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/am.html> (page consultée le 15 janvier 2015).
- United States. Congress. Commission on Security and Cooperation in Europe. 1993. *Implementation of the Helsinki accords: hearing before the Commission on Security and Cooperation in Europe. Ethnic violence in Trans-Caucasia*, 103^e Congrès, 1^e Session. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office.
- Wayman, Frank, et Daniel Jones. « Evolution of conflict in enduring rivalries. » *Annual meeting of the International Studies Association, Vancouver*. 1991.
- Wayman, Frank. 1982. « War and Power Transitions during Enduring Rivalries. » *Presented at the Institute for the Study of Conflict Theory and International Conflict*, Urbana-Champaign, III.
- Wilkenfeld, Jonathan, Michael Brecher et Sheila Moser. 1988. *Crises in the Twentieth century*. New York: Pergamon Press.
- World Economic Forum. 2014. *Global Competitiveness Report 2014-2015*. Economy profile: Armenia. En ligne. <http://reports.weforum.org/global-competitiveness-report-2014-2015/economies/#economy=ARM> (page consultée le 11 juin 2015).
- Wright, Quincy. 1965. *A Study of War*. Chicago: University of Chicago Press.
- Young, Alma H. et Dennis H. Young. 1988. « The impact of the Anglo-Guatemalan Dispute on the Internal Politics of Belize ». *Latin American Perspectives*. 15: 6-30.

Annexe 1. La comparaison des deux listes de rivalité, stratégique et durable.

Tableau II. Liste de 54 cas de rivalité interétatique.

Dyades	Rivalités stratégiques (Colaresi, Rasler et Thompson 2007)	Rivalités durables (Klein, Goertz et Diehl 2006)
Afghanistan-Iran I	1816-1937	
Afghanistan-Iran II	1996-	1979-1999
Afghanistan-Pakistan	1947-1979	1949-2001
Afghanistan-Russie		1980-2001
Afghanistan-Tadjikistan		1993-2001
Afghanistan-Ouzbékistan		1993-2001
Albanie-Grèce	1913-1987	1946-1949
Albanie-Italie ^a		1914-1939
Albanie-Italie ^b		1952-1957
Albanie-Yougoslavie ^a		1915-1921
Albanie-Yougoslavie ^b		1992-2001
Algérie-Maroc	1962-	1962-1984
Angola-Afrique du Sud	1975-1988	
Angola-Zaïre	1975-1997	1975-1978
Argentine-Brésil	1817-1985	1872-1875
Argentine-Royaume-Uni ^a	1965-	1842-1846
Argentine-Royaume-Uni ^b		1976-1983
Argentine-Chili ^a	1843-1991	1873-1909
Argentine-Chili ^b		1952-1984
Argentine-France		1842-1846
Argentine-Paraguay	1862-1970	
Arménie-Azerbaïdjan	1991-	1992-2001
Australie-Chine		1950-1971
Autriche-France	1816-1918	

Dyades	Rivalités stratégiques (Colaresi, Rasler et Thompson 2007)	Rivalités durables (Klein, Goertz et Diehl 2006)
Autriche-Grèce		1886-1897
Autriche-Italie ^a	1848-1918	1848-1877
Autriche-Italie ^b		1904-1918
Autriche-Empire ottoman	1816-1918	1876-1905
Autriche-États pontificaux		1847-1849
Autriche-Prusse	1816-1870	
Autriche-Russie II	1816-1918	
Autriche-Serbie/Yougoslavie	1903-1920	1908-1918
Bahreïn-Irak		1986-1994
Bahreïn-Qatar	1986-	
Bangladesh-Inde		1976-2001
Belgique-Allemagne		1914-1940
Belgique-Yougoslavie		1992-2000
Bélize-Guatemala	1981-1993	1993-2001
Bolivie-Chili	1836-	1857-1884
Bolivie-Paraguay	1887-1938	1886-1938
Bolivie-Pérou	1825-1932	
Bosnie-Croatie	1992-	1992-1996
Bosnie-Serbie	1992-	
Botswana-Afrique du Sud		1984-1988
Botswana-Zimbabwe		1969-1979
Brésil-Royaume-Uni		1838-1863
Brésil-Paraguay	1862-1870	1850-1870
Royaume-Uni-Birmanie	1816-1826	
Royaume-Uni-Chine	1839-1900	1950-1968
Royaume-Uni-Colombie		1836-1857
Royaume-Uni-Égypte		1942-1958
Royaume-Uni-France II	1816-1904	1888-1898

Dyades	Rivalités stratégiques (Colaresi, Rasler et Thompson 2007)	Rivalités durables (Klein, Goertz et Diehl 2006)
Royaume-Uni-Allemagne I	1896-1918	1887-1921
Royaume-Uni-Allemagne II	1934-1945	1938-1945

Les cas de rivalité durable qui n'ont pas de cas équivalents sur la liste de rivalité stratégique et dont les caractéristiques correspondent à la définition de cette dernière.

1. Albanie-Italie 1914-1939. Rivalité 10835. Différends 394, 1262, 1778, 72, 108⁹⁰. Tous les différends mentionnés sont liés par la même question d'intérêt national, l'expansionnisme italien dans la région des Balkans. Il s'agit plus précisément des revendications italiennes vis-à-vis du port de Valona et de l'île Sazan, ainsi que des droits de protectorat. Plus tard, l'Italie exigeait le droit d'établir des bases militaires sur le territoire albanais ainsi que d'occuper quelques de ses îles⁹¹.
2. Albanie-Yougoslavie 1915-1921. Rivalité 882. Différends 1255, 1262, 1235. La source principale de conflit entre les deux pays pendant cette période était le territoire contesté. La Yougoslavie revendiquait la région près du lac Ohrid, tandis que l'Albanie cherchait à étendre ses frontières au-delà de celles établies en 1913 (Huth et Allee 2002, 310).
3. Argentine-Royaume-Uni 1842-1846. Rivalité 370. Différends 371, 2055, 123. La rivalité entre les deux pays était due à la nécessité éprouvée par le Royaume-Uni de protéger ses intérêts économiques dans la région, ce qui était l'origine de son intervention dans la politique intérieure de l'Argentine.
4. Bangladesh-Inde 1976-2001. Rivalité 1340. Différends 1469, 3109, 3096, 3055, 3626,

⁹⁰ Dans le but de faciliter aux lecteurs la recherche des cas de rivalités durable mentionnés dans cette annexe, on utilise la même identification des rivalités et des différends que celle employée par Diehl et coll. pour leurs narratives.

⁹¹ Paul K. Huth et Todd L. Allee, *The Democratic Peace and Territorial Conflict in the Twentieth Century* (Cambridge: Cambridge University Press, 2002), 322-323.

2779, 4006, 4005, 4313. Les relations conflictuelles entre le Bangladesh et l'Inde se caractérisent par les questions frontalières. De plus, chacun des gouvernements accusait l'autre d'appuyer les rebelles (Huth et Allee 2002, 412).

5. Belgique-Allemagne 1914-1940. Rivalité 507. Différends 257, 211, 127, 177, 174, 12, 258, 3702. La principale raison d'être de cette rivalité se trouve dans l'occupation allemande de la région de la Ruhr. En 1920 elle a signé un traité de défense militaire avec la France afin d'assurer l'intégrité de son territoire menacé par le militarisme allemand. Selon Huth et Allee, il y existait une autre question de contestation entre les deux pays, le territoire des Cantons de l'Est. En 1919, lors de la Conférence de paix à Paris, la Belgique a présenté de revendications vis-à-vis des territoires d'Eupen et de Malmedy, qui ont été satisfaites. En 1940, l'Allemagne a envahi la Belgique et a récupéré la région. Après la Seconde Guerre mondiale, ce territoire contesté est redevenu une partie de la Belgique (Huth et Allee 2002, 311, 318). Les deux pays peuvent être considérés comme des rivaux pour la période entre la fin de la Première et de la Seconde Guerre mondiale.
6. Botswana-Afrique du Sud 1984-1988. Rivalité 1166. Différends 3031, 3030, 2580, 2810, 2754. La source principale de conflit entre les deux pays demeure dans l'opposition du Botswana à la politique d'apartheid mené par le gouvernement de l'Afrique du Sud, ainsi que dans son appui aux membres du Congrès National Africain. Pourvu la dépendance économique du Botswana face à l'Afrique du Sud, le gouvernement sud-africain maintenait la politique de déstabilisation du pays voisin.
7. Botswana-Zimbabwe 1969-1979. Rivalité 1162. Différends 1335, 3268, 1334, 1333, 3124, 3015, 3004. La raison de la compétition militarisée entre les deux pays consiste en le refus du Botswana de reconnaître la légitimité de la déclaration d'indépendance unilatérale fait par le Zimbabwe en 1965. De plus, le Zimbabwe accusait le Botswana de donner l'appui aux forces rebelles opposant le régime de ce premier.
8. Brésil-Royaume-Uni 1838-1863. Rivalité 317. Différends 2013, 1740, 1624, 1625, 1627, 1762. Peut être considérée comme une rivalité seulement en partie. Les différends 2013,

1740 et 1624 sont liés par la question de la région de Pirara contesté par les deux pays, ce qui correspond à la définition de la rivalité stratégique. En ce qui concerne les différends 1625 et 1627, ils décrivent les hostilités autour de la question de commerce d'esclaves effectué par le Brésil. Cette question ne fait pas partie de la rivalité principale, car elle ne contient pas de caractéristiques nécessaires afin d'être considérée en tant que telle. Il s'agit de la violation par le Brésil du traité de 1826 qui a été signé par les deux cotés et qui prohibait ce genre de commerce. Le traité a été signé en but de faciliter au Brésil l'accession à l'indépendance. La saisie des navres brésiliens par le Royaume-Uni ne se produisait que dans le respect du cadre juridique établi par le traité. Cette pratique a été cessé dès que le Brésil a commençait de respecter les dispositions du traité. Le différend 1762 n'a pas de liens avec aucune des deux questions mentionnées plus haut.

9. Royaume-Uni-Égypte 1942-1958. Rivalité 465. Différends 617, 7, 200, 125, 2331. Peut être considérée comme une rivalité seulement en partie. Commençant en 1922 l'Égypte cherchait la révocation du droit du Royaume-Uni de déployer ses bases militaires dans la zone du canal de Suez, ainsi que le retrait de toutes les troupes britanniques. L'autre question de contestation entre les deux pays concerne le contrôle britannique sur le Soudan, ainsi que les tentatives d'Égypte d'intégrer le territoire du Soudan dans le territoire égyptien. Toutefois, les différends 125 et 2331 semblent être détachés du reste de la confrontation.

Les cas de rivalité durable qui désignent les allies comme les rivaux principaux.

1. Afghanistan-Tadjikistan 1993-2001. Rivalité 1009. Différends 4054, 4176, 4228, 4283. Le Tadjikistan a participé dans chacun des différends mentionnés à titre d'allié de la Russie. Nous n'avons pas constaté de relation distincte de rivalité entre l'Afghanistan et le Tadjikistan.
2. Afghanistan-Ouzbékistan 1993-2001. Rivalité 1009. Différends 4054, 4176, 4228, 4283, 4201. L'Ouzbékistan a participé dans chacun des différends mentionnés à titre d'allié de la Russie. Nous n'avons pas constaté de relation distincte de rivalité entre l'Afghanistan et

l'Ouzbékistan.

3. Argentine-France 1842-1846. Rivalité 370. Différends 371, 2055, 123. La France agit à titre d'allié du Royaume-Uni dans chacun des différends mentionnés. Nous n'avons pas constaté de relation distincte de rivalité entre l'Argentine et la France.
4. Australie-Chine 1950-1971. Rivalité 77. Différends 1353, 51, 611. L'Australie a été l'allié des États-Unis dans chacun des différends. Nous n'avons pas constaté de relation distincte de rivalité entre L'Australie et la Chine.
5. Autriche-Grèce 1886-1897. Rivalité 429. Différends 96, 2837, 56. Le Royaume-Uni a été le rival principal de la Grèce dans cette rivalité. L'Autriche participait aux hostilités à titre d'allié du Royaume-Uni autant que d'autres grandes puissances de l'époque comme la France, l'Allemagne, l'Italie, etc.
6. Autriche-États pontificaux 1847-1849. Rivalité 775. Différends 78, 175, 374. À l'exemption du différend 78 pendant lequel les forces autrichiennes ont pris le contrôle de la ville de Ferrare, l'Autriche et les États pontificaux n'ont pas eu de questions de confrontation autour desquelles une rivalité pourrait se développer. Dans le différend 175, l'Autriche a participé comme l'allié de la France contre les États pontificaux. Dans le différend 374, les États pontificaux ont participé à titre d'alliés du Piémont-Sardaigne contre l'Autriche.
7. Bahreïn-Irak 1986-1994. Rivalité 1231. Différends 2565, 3957, 4269. Les différends 3957 et 4269 sont liés par les événements de la Guerre du Golfe. Toutefois, le Bahreïn et l'Irak ne développent pas de rivalité distincte de celle entre l'Irak et le Kuwait. Le Bahreïn devient l'allié du Kuwait avec d'autres membres de la Ligue arabe pour la période de la Guerre du Golfe. Le différend 2565 est sans liens avec les deux différends précédents.
8. Belgique-Yougoslavie 1992-2000. Rivalité 70. Différends 4137, 4186, 4343, 3551. Dans chacun des différends mentionnés, la Belgique a participé comme l'allié des États-Unis.

Nous n'avons pas constaté de relation distincte de rivalité entre la Belgique et la Yougoslavie.

Annexe 2. Le répertoire des actions hostiles entreprises par les acteurs des dyades rivales

Tableau III. Actions hostiles entreprises par le Pakistan contre l'Afghanistan.

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1949	Mr. Nazimuddin (Governor General) said that the tribal territory (FATA) formed an integral part of Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	10172A
	On June 12, Pakistani plane dropped bombs at Moghalgai killing 23 and injuring 24 Afghans. After an investigation by a joint Pakistan-Afghan commission, Pakistan admitted on July 31 that bombings were the "bona fide mistake" of Pakistan.	Militarized direct action	Attack	10172A
	Pakistani Government declared that Afghan officials welcomed the Fakir of Ipi when he crossed the border from Pakistan in June and were planning to proclaim him King of "Pathanistan".	Non militarized action	Propagandist	10172A
1950	On January 6, the Legislative Assembly of the Northwest Frontier Province adopted a motion protesting against the propaganda broadcast by Kabul radio.	Non militarized action	Propagandist	10568E
	On January 9, Mr. Liaquat Ali Khan (Prime Minister) repudiated accusations of Sardar Najim Ullah Khan saying that "not one inch of our land will be surrendered to anybody... we desire peace, but not at the sacrifice of honour or of portion of our fatherland".	Non militarized action	Propagandist	10568E
	On June 17, a party of 40 Afghans fired upon a Pakistani military patrol across the frontier. After the military patrol responded, Afghans crossed the border and the clash continued until the next morning. One Pakistani soldier and four Afghans were killed.	Militarized direct action	Attack	11077A
	On October 4, a Pakistani Government made a statement concerning a large body of Afghan tribesmen and troops who had invaded the Dobandi area of Baluchistan on September 30.	Non militarized action	Propagandist	11077A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	The invasion was denied by Afghan Government on October 5 and October 24.			
	On November 7, Mr. Liaquat Ali Khan (Prime Minister) claimed that the "relations between Pakistan and Afghanistan could be very friendly if the Afghan Government gave up their senseless anti-Pakistan propaganda".	Non militarized action	Propagandist	11077A
1955	The formal Note of Afghan Government was rejected on the ground that the unification of West Pakistan was a purely internal matter.	Non militarized action	Diplomatic	14217A
	On April 1, Mr. Mohammed Ali (Prime Minister) declared that "the ruling junta in Afghanistan talks of Pakhtoonistan in order to divert the Afghan people's attention from the autocratic nature of their own regime", and emphasized that Pakistan would "tolerate no interference by any country whatsoever in her domestic affairs".	Non militarized action	Propagandist	14217A
	On April 4, the Pakistan Government sent a Note of protest to Afghanistan. The Note included complaint against the attack on its Consulate on March 31. Afghan Note was rejected.	Non militarized action	Diplomatic	14217A
	On April 12, the Afghan reply to Pakistani protests was rejected.	Non militarized action	Propagandist	14217A
	During the next week, the Pakistani Government ordered the evacuation from Afghanistan of the families of its diplomatic personnel and offered the evacuation to all Pakistani nationals; and announced its decision to close down its Consulate at Jalalabad.	Non militarized action	Diplomatic	14217A
	On May 1, the Afghan offer of an unqualified apology was rejected and Mr. Ali declared that Jalalabad and Kandahar Consulates would be closed down. He asked to close all Afghan Consulates and trade agencies in Pakistan, and to expel their	Non militarized action	Diplomatic	14217A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	staff from the country.			
	On May 11, Major-General Mirza (Minister for States and Frontier Regions) declared that Afghan claim to sponsor the "Pakhtoonistan" is interference in Pakistan's internal affairs.	Non militarized action	Propagandist	14217A
	In its reply to the Afghan's Note sent on October 13, Pakistani Government expressed its disapproval of Afghan attempts to interfere in its internal affairs.	Non militarized action	Propagandist	14481B
	On October 18, the Pakistani Ambassador in Kabul was recalled. The resumption of full diplomatic relations took place in June 1957.	Non militarized action	Diplomatic	14481B (continued)
1956	On October 18, 1955, the Pakistani Ambassador in Kabul was recalled. The resumption of full diplomatic relations took place in June 1957.	Non militarized action	Diplomatic	14481B (continued)
1959	In September Pakistani Government protested against broadcasts supporting "Pakhtoonistan".	Non militarized action	Propagandist	18172A
	On November 23, Pakistani Government made a protest against alleged unauthorized flights over Pakistani territory by Afghan aircraft.	Non militarized action	Propagandist	18172A
1960	In March, after Mr. Khrushchev and Sardar Daud (the Afghan Prime Minister) had pronounced themselves in support of the principle of self-determination of Pushtu people, Mr. Qadir (Pakistani Foreign Minister) suggested that there should be a referendum among Pathans in Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	17425A
	On August 4, Mr. Qadir stated that Pakistan had sent a number of Notes protesting against maltreatment of Pakistanis in Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	18172A
	On September 28, Mr. Qadir alleged the mobilisation of Afghan troops near Pakistan's border.	Non militarized action	Propagandist	18172A
	On October 5 the Pakistani Government lodged a strong protest	Non militarized	Diplomatic	18172A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	against the "hostile concentration of Afghan regular and irregular forces on the Pakistani border for the past three weeks".	action		
	On September 23-24, there was an alleged infiltration by Afghan tribal militiamen.	Non militarized action	Propagandist	18172A
1961	On May 21, Lieut.-Gen. Sheikh (Pakistani officer) stated that two days earlier Afghan forces had attacked two Pakistani posts in Bajaur and that, in a subsequent attack on May 21, Pakistani Air Force destroyed an Afghan machine-gun and mortar positions. This statement wasn't denied nor acknowledged by Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	18172A
	On May 26, it was announced that Pakistani aircraft had on the previous day succeeded in destroying an Afghan machine-gun, which had opened fire on them across the border.	Militarized direct action	Attack	18172A
	Pres. Ayub Khan subsequently disclosed, "if our territory is violated we would spend our time dealing with the enemy rather than putting the American weapons in cotton wool".	Non militarized action	Propagandist	18172A
	On June 11, Lieut.-Gen. Sheikh repeated that Pakistan would use all types of weapons in its possession to repulse any aggression from across the Durand Line.	Non militarized action	Propagandist	18172A
	On June 22, the Pakistani Government had announced that powindahs (Pathan tribal nomads who are Afghan nationals) would no longer be allowed to enter Pakistan without passports and visas.	Non militarized action	Juridical	19490A
	On August 23, it was announced that Pakistan would close its two Consulates in Afghanistan and had requested the Afghan Government to close its Consulates and trade agencies in Pakistan by September 6.	Non militarized action	Diplomatic	18330B
	In September, Pakistan accused Afghanistan of the standstill of	Non militarized	Propagandist	19490A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	trade between two countries.	action		
	On September 26 Pakistan rejected Afghanistan's terms for the resumption of diplomatic relationship including the right of self-determination for "Pakhtoonistan", the withdrawal of Pakistani troops from this area, and the release of Pathan leaders then in prison.	Non militarized action	Diplomatic	19490A
	The mediation attempt (from October 19 to November 10) by President Kennedy to resolve the conflict was ended by Pakistan's refusal to accept the Afghan's Government demand for reopening of its Consulates at Peshawar and Quetta on the ground that they had been used to encourage subversive activities.	Non militarized action	Diplomatic	19490A
1962	On August 14 President Ayub Khan said that Pakistan would not allow her soil to be used as a base for disruptive activities. It was the response that he gave to the Afghan official demanding reestablishment of diplomatic relationship.	Non militarized action	Diplomatic	19490A
1974	After the establishment of the republican regime in Afghanistan in July 1963, the attitude of Afghanistan officials towards Baluchistan and N.W.F.P. changed again. The Pakistan Government repeatedly alleged that Afghanistan was supporting the uprising in Baluchistan and was responsible for the bomb explosions in the other provinces, and accused the National Awami Party (NAP) of connivance with the Kabul regime.	Non militarized action	Propagandist	27016A
	On June 19 Mr. Bhutto (Prime Minister) asserted that a professional assassin had been hired in Afghanistan to kill him.	Non militarized action	Propagandist	27016A
	On August 12 Radio Pakistan alleged that Afghanistan had sent three guerrillas in another attempt to kill Mr. Bhutto.	Non militarized action	Propagandist	27016A
	On October 1, Mr. Bhutto wrote to UN Secretary General that	Non militarized	Diplomatic	27016A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Afghan Government is systematically organizing acts of sabotage and terrorism through hired elements within Pakistan's territory.	action		
	On October 8, Mr. Bhutto said that it wasn't a coincidence that Pakistan was attacked by Abdullah on the same day that the opposition leaders had called for support from foreign missions.	Non militarized action	Propagandist	27016A
1975	On January 24, in a second note to UN Secretary-General, Mr. Bhutto accused Afghanistan of actively encouraging subversive activities within Pakistan.	Non militarized action	Diplomatic	27016A
	On April 12, Mr. Bhutto claimed in a letter to UN Secretary General, Dr. Kurt Waldheim, that President Daud's letter "betrays Afghanistan's expansionist designs".	Non militarized action	Diplomatic	27851A
	Pakistan radio asserted that the Panjshir incident which occurred on July 22 was a tribesman revolt crushed by Afghan Army causing many casualties among tribesmen. According to the independent sources, a clash took place between police and lapis lazuli smugglers, proving the existence of mutual propaganda.	Non militarized action	Propagandist	27851A
	On November 29, Mr. Bhutto alleged that the Afghan Government had ordered the mobilization of its troops and that Pakistan was prepared to face any eventuality.	Non militarized action	Propagandist	27851A
1978	On July 30 the Government of Pakistan issued a statement responding to the Afghani declaration made on the previous day: "The Afghan statement, by calling into question Pakistan's territorial integrity, constituted a serious violation of the principles of the UN Charter, of peaceful coexistence and the non-aligned movement".	Non militarized action	Propagandist	29198A
1979	On March 25 the Government of Pakistan protested against the "bombardment" of Pakistani territory by Afghan artillery and	Non militarized action	Propagandist	29641A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	the "violation" of Pakistan's airspace by Afghan jet aircraft.			
	On June 6, Pakistani Government denied again the allegation that Pakistani military forces had launched an armed attack on Afghanistan. It was also claimed that there were "116 violations of Pakistan's airspace and 3 incidents of Afghan artillery firing on Pakistani territory".	Non militarized action	Propagandist	29878A
	On August 12 the Pakistani Foreign Ministry denied that Mr. Sadiq Shah asked for political asylum in Afghanistan, but was rather kidnapped six weeks earlier.	Non militarized action	Propagandist	29878A
1980	Pakistan Government refused to enter into the talks with Afghanistan on Mr. Karmal proposals (Afghan President) made on May 14. The acceptance would imply the recognition of Karmal's regime.	Non militarized action	Diplomatic	30879A
1982	On April 14, Pakistan had recorded more then 400 border violations since the escalation of tensions in Afghanistan in December 1979.	Non militarized action	Propagandist	31541A
	On October 4, Ministry of Defence reported that two Afghan Mig-17 jets had attacked a border outpost near Domondi.	Non militarized action	Propagandist	31541A
	On October 26, it was reported that 5 Afghan jets and 8 helicopters had violated Pakistan's airspace.	Non militarized action	Propagandist	31541A
	On November 16, it was reported that 4 Afghan helicopters have attacked a refugee camp, intruding 4 miles into Pakistan and injuring two Pakistan Army personnel.	Non militarized action	Propagandist	31541A
	On November 17, 4 helicopters attacked more camps at Mathasangar and Karsia.	Non militarized action	Propagandist	31541A
	On November 18 Pakistan protested at the attacks.	Non militarized action	Propagandist	31541A
	On December 2, Pakistani Government alleged that Afghan helicopters attacked two buses, two villages and a frontier post.	Non militarized action	Propagandist	31541A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On December 18, 6 Afghan helicopters attacked a refugee camp in Bangi-Dar.	Non militarized action	Propagandist	31541A
	On December 21, Pakistan protested over an incident in which 6 Afghan helicopters had attacked an Afghan refugee camp at Miranshah in the belief that it was a base for the mujahedin.	Non militarized action	Propagandist	31541A
1983	On September 19, Pakistan protested against the attack of the previous day.	Non militarized action	Propagandist	32858A
1985	Official Pakistani protest was made on the event of 16 July.	Non militarized action	Diplomatic	33989A
	On August 14, bomb explosions in Sadda organized allegedly by Afghan government.	Non militarized action	Propagandist	34990A
1986	On May 23, bilateral talks adjourned because of divided opinions over the question of a timetable.	Non militarized action	Diplomatic	34816A
	On January 23, Pakistani authorities alleged that the bomb attack in Peshawar's commercial area was planned by Afghan Government agents planted in the Peshawar office of Pakistan International Airlines.	Non militarized action	Propagandist	34864A
	On January 15, Pakistani anti-aircraft gunners had shot down an Afghan Air Force MiG-21 fighter aircraft which had allegedly crossed into Pakistan airspace.	Militarized direct action	Attack	34864A
	On May 17, Pakistan Air Force jets shot down an Afghan Air Force fighter and damaged a second in a confrontation several miles inside Pakistan airspace.	Militarized direct action	Attack	34864A
	On June 15, the derailment of a train near the Khyber Pass was allegedly organized by Afghan Government.	Non militarized action	Propagandist	34990A
1987	On March 30, two Pakistani fighter aircraft engaged and shot down an Afghan ground-attack jet flying in Pakistani airspace.	Militarized direct action	Attack	35788A
	On April 16, Mr. Junejo (Prime Minister) requested the USA to lease to Pakistan a member of radar-equipped aircraft or	Non militarized action	Propagandist	35511A

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	airborne warning and control systems (AWACS) because of Afghan and Soviet aircraft sorties into NWFP and Baluchistan to attack refugee camps and rebel bases.			
	In response to the attacks of Afghan aircraft Pakistan moved ground-to-air defence systems to the Afghan border.	Militarized indirect action	Fortify border	35788A
	On April 29, Pakistan claimed that its fighter had been shot down over Miram Shah while engaging an Afghan fighter.	Non militarized action	Propagandist	35788A
1988	In mid-March mujahedin guerrillas supported by Pakistani fighters overran a key Afghan post at Sumankay.	Militarized direct action	Attack	35970A
1989	After 10-week siege of the city of Jalalabad by mujahedin supported by Pakistan, their offensive was broken.	Militarized direct action	Seizure	36656
	During her visit in USA from June 4 to 10, Benazir Bhutto agreed with Mr. Bush that USA should continue their aid to mujahedin.	Non militarized action	Diplomatic	36736
1990	On October 13, mujahedin met in Islamabad with senior Pakistani civilians including the President, Ghulam Ishaq Khan and the Army Chief of Staff.	Non militarized action	Diplomatic	37775
1991	On March 31, mujahedin guerrillas took control over the garrison of Khost with the support of Pakistani Inter Services Intelligence (ISI).	Militarized direct action	Attack	38153
1992	On April 24, the Peshawar Accord between the majority of mujahedin groups was endorsed by Pakistani Government.	Non militarized action	Diplomatic	38847
1994	On February 21, the Afghan embassy in Islamabad was stormed by elite Pakistani commandos in a hostage rescue operation.	Non militarized action	Diplomatic	39865
	On February 24, Pakistani Government recalled its embassy staff in Kabul after it was sacked.	Non militarized action	Diplomatic	39865
	On February 25, Pakistan announced that it had cancelled all passports issued to Afghan nationals in response to the series of recent anti-Pakistan incidents.	Non militarized action	Juridical	39865

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1995	On October 9, Masud Kalili, the Afghan ambassador to Pakistan was expelled.	Non militarized action	Diplomatic	40776
	On October 18, six other Afghan diplomats as well as 11 Afghan nationals were expelled.	Non militarized action	Diplomatic	40776
1996	On September 11, in a series of military strikes, Taliban forces supported by Pakistan took control over the Afghan province of Nangarhar and seized its capital, Jalalabad.	Militarized direct action	Attack	41267
	On 25 September, Taliban took control over the Afghan capital Kabul eastern provinces. Pakistan was widely reported to have contributed to the Taliban's military victory.	Militarized direct action	Attack	41267
2000	On November 11, Pakistani Government announced that it closed up the frontier with Afghanistan and would refuse the entry of all people who did not have a passport or a visa.	Non militarized action	Diplomatic	43858 (continued)
2001	On November 11, 2000, Pakistani Government announced that it closed up the frontier with Afghanistan and would refuse the entry of all people who did not have a passport or a visa.	Non militarized action	Diplomatic	43858 (continued)
	On September 13, President General Musharraf (military ruler of Pakistan) promised, referring to Afghanistan, "our fullest cooperation in the fight against terrorism".	Non militarized action	Propagandist	44337
	On September 24, Pakistan had closed its diplomatic representation in Afghanistan.	Non militarized action	Diplomatic	44337
	On September 19, President General Musharraf addressed the nation to justify his agreement to cooperate with US against the Taliban regime in Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	44343
	On October 1, President General Musharraf had said that the Taliban's days in power were numbered.	Non militarized action	Propagandist	44397
	In early November the Taliban's consulates in Karachi, in Peshawar, and in Quetta were closed.	Non militarized action	Diplomatic	44452
	On November 19, Abdus Sattar (Foreign Minister) admitted	Non militarized	Propagandist	44452

Year	Pakistani hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	that Pakistan no longer had any relations with Afghanistan's disintegrating Taliban regime.	action		
	On November 22, Pakistan ordered the closure of the Taliban's embassy in Islamabad.	Non militarized action	Diplomatic	44452
	On December 20, it was announced by the International Herald Tribune that Pakistan had increased its forces along the 1500 km-long northern border with Afghanistan.	Militarized indirect action	Fortify border	44507

Tableau IV. Actions hostiles entreprises par l'Afghanistan contre le Pakistan.

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1949	Early in March the Kabul radio began to broadcast the reports of alleged atrocities by Pakistani armed forces against tribesmen, including allegations of bombing attacks.	Non militarized action	Propagandist	10172A
	On March 24, Government criticized the statement of Mr. Nazimuddin (the Pakistani Governor General) who said that the tribal territory formed a part of Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	10172A
	On March 27 it was reported in Karachi that Afghanistan was moving its armed forces towards the Pakistani frontier. (Action was not denied)	Militarized indirect action	Mobilization	10172A
	On April 27, Shah Mahmud Khan (Prime Minister) stated that the Government would rescue "our brothers Afghans", if possible by methods of negotiation but if not "by other means".	Non militarized action	Propagandist	10172A
	In June Afghan Government alleged that Pakistan unsuccessfully assisted Agha Amin Jan (half-brother of ex-King Amanullah of Afghanistan) to seize the Afghan throne.	Non militarized action	Propagandist	10172A

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On December 20, Sardar Najim Utlah Khan (Afghan Ambassador to India) criticized Pakistan Government of oppressing Pakhtoon nation in the tribal territory.	Non militarized action	Propagandist	10172A
	On December 31, it was announced by the Afghan Government that it had forbidden the importation into Afghanistan of all the periodicals published in Pakistan.	Non militarized action	Propagandist	10568E
1950	The tension between Afghanistan and Pakistan continued to increase during 1950. Fakir of Ipi was allegedly involved in the pro-"Pathanistan" movement.	Non militarized action	Propagandist	11077A
	On January 2, there were reports of Afghan propaganda against Pakistan and in favour of the establishment of an independent "Pathanistan".	Non militarized action	Propagandist	11077A
	On June 16, three Afghan soldiers were arrested trying to cross the Pakistani border in Baluchistan.	Militarized indirect action	Border violation	11077A
	On June 17, a party of 40 Afghans fired upon a Pakistani military patrol across the frontier. After the military patrol responded, Afghans crossed the border and the clash continued until the next morning. One Pakistani soldier and four Afghans were killed.	Militarized direct action	Attack	11077A
	On October 5, Dr. Najibullah (Ambassador in New Deli) described the Pakistani Government allegations as "propaganda intended to conceal the fact that many clashes between Pakistani troops and Pathan tribesmen have taken place".	Non militarized action	Propagandist	11077A
1954	On November 7, Prince Sardar Mohammad Naim Khan (Foreign Minister) declared that the basic differences between Pakistan and Afghanistan were the people of Pushtoonistan. He said that they need some opportunities to express themselves on " their status and way of living".	Non militarized action	Propagandist	14039D

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1955	On March 29, Sadar Mohammed Daud Khan (Prime Minister) protested against the Pakistani proposal to incorporate the Pathan areas of the tribal territory and the North-West Frontier Province and gave a warning that such a step would lead to "grave consequences".	Non militarized action	Propagandist	14217A
	On March 30, Mr. Sardar Rafiq (Afghan Minister in Karachi) presented to Pakistani Government a formal Note protesting against the merger of territory.	Non militarized action	Diplomatic	14217A
	On April 4, the Afghan Government send to Pakistan a Note of protest against the attack on its Consulate.	Non militarized action	Diplomatic	14217A
	On May 4, following the Pakistani ultimatum made on May 1, Afghan Government proclaimed a state of emergency and ordered all men between 25 and 32 who had performed military service to report within 48 hours.	Militarized indirect action	Mobilization	14217A
	On May 4, the Afghan Minister in Karachi was recalled.	Non militarized action	Diplomatic	14217A
	On May 8, Sardar Mohammed Daud Khan (Foreign Minister) maintained that Pakistan's refusal to negotiate on the subject of "Pakhtoonistan" laid in the heart of disagreement between two countries.	Non militarized action	Propagandist	14217A
	On June 18, during the attempt by Prince Musaid bin-Abdur Rahman (the Saudi Arabian envoy) to settle the dispute between the two countries, the Afghan Government rejected the Pakistani condition to suspend propaganda calculated to incite anti-Pakistan feeling and tension, and to guarantee the safeguarding of the lives and property of Pakistani nationals. The rejection of these conditions ended the mediation efforts.	Non militarized action	Diplomatic	14291A
	On October 11, Pakistani Chargé d'Affaires in Kabul was informed that the Afghan ministerial visit in Pakistan was	Non militarized action	Diplomatic	14481B

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	conditional on postponement of the implementation of the One-Unit Act setting up West Pakistan. As this condition was rejected by Pakistan's Government, the ministerial visit did not take place.			
	On October 13, the Afghan Minister in Karachi had handed over a Note that the incorporation of "Pashtunistan" in the new province of West Pakistan was against wishes of the Pashtuns.	Non militarized action	Diplomatic	14481B
	On October 17, Afghan Minister in Karachi was recalled to Kabul.	Non militarized action	Diplomatic	14481B
1959	In September King Zahir Shah and Sardar Mohammed Daud Khan reaffirmed their support for the establishment of "Pakhtoonistan".	Non militarized action	Propagandist	18172A
1960	On March 4 Mr. Khrushchev and Sardar Daud expressed their views on the Pashtu people and that the application of the principle of self-determination would be a reasonable way of easing tension and enduring peace in the Middle East.	Non militarized action	Propagandist	17321A
	The suggestion by Mr. Qadir (Pakistani Foreign Minister) for a referendum among Pathans in Afghanistan was rejected by Mr. Sardar Mohammed Naim (Foreign Minister).	Non militarized action	Propagandist	18172A
	On May 18, the Afghan Foreign Minister said that protests would be made to both the USA and Pakistan about the unauthorized flight of the U-2 plane over Afghan territory.	Non militarized action	Propagandist	17425A
	During the period between May and July the Afghan Government refused to renew visas for Pakistani people living in Afghanistan.	Non militarized action	Juridical	18172A
	On September 29, the allegations made by Mr. Qadir of a large-scale mobilization of Afghan forces were denied on Kabul radio, asserting that his statement was intended to "divert public opinion" from what was going on in Pakistan.	Non militarized action	Propagandist	18172A

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1961	On May 26, it was announced that Pakistani aircraft had on the previous day succeeded in destroying an Afghan machine-gun, which had opened fire on them across the border.	Militarized direct action	Attack	18172A
	On August 31, in a Note handed to Pakistani Ambassador in Kabul, Afghan Government stated that diplomatic relationships between two countries would be considered severed unless the Pakistan Government withdrew within one week its demand for closure of the Afghan Consulates and trade agencies in Pakistan.	Non militarized action	Diplomatic	18330B
	On September 6, the Afghan Government broke off diplomatic relations with Pakistan and threatened to close its Embassy, consulates, and trade agencies. The rupture of diplomatic and trade relations lasted until July 20, 1963.	Non militarized action	Diplomatic	18330B (continued)
	In September, Afghanistan accused Pakistan of the standstill of trade between two countries.	Non militarized action	Propagandist	19490A
1962	On September 6, 1961, the Afghan Government broke off diplomatic relations with Pakistan and threatened to close its Embassy, consulates, and trade agencies. The rupture of diplomatic and trade relations lasted until July 20, 1963.	Non militarized action	Diplomatic	18330B (continued)
1963	On May 29, Mr. Sayyid Rashtiya (Minister of Information and Broadcasting) said that Afghanistan had never recognized the Durand Line as the international boundary, and that Pakhtoonistan continued to be the main issue dividing the two countries.	Non militarized action	Propagandist	19490A
1974	On February 3-4, President Mohammed Daud declared that "we support in every way the right of our brothers in Pakhtoonistan to self-determination". He claimed that the N.W.F.P. and Baluchistan had "always formed an integral part of Afghanistan", from which they had been separated by	Non militarized action	Propagandist	27016A

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	"unequal and unjust treaties".			
	On October 7, Mr. Waheed Abdullah (Foreign Minister) declared in UN General Assembly that " the use of force, oppression and imprisonment of those who demand their human rights" would negatively affect the stability in the region.	Non militarized action	Propagandist	27016A
1975	On March 2, President Daud said in a letter to UN Secretary General Dr. Kurt Waldheim that Afghanistan would continue to support the rights of Pathans and Baluchis living on the border.	Non militarized action	Diplomatic	27851A
	On March 8, President Daud said that no conciliatory exchanges could be held between two countries. He accused Pakistan of espionage and arms smuggling within Afghan territory.	Non militarized action	Propagandist	27851A
	After the incident in Panjshir on July 22, Kabul radio alleged that individuals who caused the incident were "reactionary troublemakers" armed by Pakistan Government. According to the independent sources, a clash took place between police and lapis lazuli smugglers, proving the existence of mutual propaganda.	Non militarized action	Propagandist	27851A
1976	On August 31, during the celebration of Pakhtoonistan national day it was emphasized how important the establishment of a Pathan state including the Pathan areas of Pakistan was.	Non militarized action	Propagandist	28301A
1978	On July 29, Mr. Hafizullah Amin (Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affaires), made a statement expressing the hope that "the only political difference between Afghanistan and Pakistan, regarding national self-determination for the Pushtu and Baluchi people" would be "solved through cordial	Non militarized action	Propagandist	29198A

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	and realistic talks".			
1979	On April 7 Afghanistan Government made allegations about Pakistani troops having raided two police posts across the border.	Non militarized action	Propagandist	29641A
	On April 30 President Taraki announced in Kabul that 98 per cent of the population supported the revolution and the opposition came only from a small minority at home and from "Iranian and Pakistani imperialists" whose countries were both interfering in Afghan internal affairs by sending troops disguised as civilians.	Non militarized action	Propagandist	29878A
	On July 24 the Afghan Government asked the ambassador of Pakistan to reduce embassy staff to make them proportionate to the aid given to Afghanistan by Pakistan.	Non militarized action	Diplomatic	29878A
	During the summer months Afghan Government repeatedly alleged that Pakistan was backing rebel Moslems in Afghanistan, in particular by arming Afghan refugees in Pakistan; that it was allowing foreign powers to use Pakistani territory, and that its Army was planning to conduct raids into Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	29878A
	On August 11, the Afghan Government informed that a member of the staff of the Pakistan Embassy in Kabul (Mr. Mohammad Sadiq Shah) asked for political asylum and revealed a Pakistani espionage network existing in Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	29878A
1982	On February 1, Afghanistan Government protested to Pakistan over an incident in which an Afghan guard at the Torkham Border post had been shot dead.	Non militarized action	Diplomatic	31541A
1983	On September 18, 7 Afghan jets had bombed a village in the Kurram valley killing one person.	Militarized direct action	Attack	32858A

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On October 4, another six Afghan aircraft bombed a civilian area near Wana in Waziristan, killing three people.	Militarized direct action	Attack	32858A
	On December 22, Pakistan protested over the burning of an Afghan customs post at Torkham, and over the support of rebels.	Non militarized action	Propagandist	32858A
1984	On January 27, two Afghan planes bombed a market at Angur Adda (Waziristan), killing some 40 people.	Militarized direct action	Attack	32858A
	There had been 63 recorded violations of Pakistani territory and airspace, killing 113 people.	Militarized direct action	Attack	33989A
1985	In May Afghanistan protested officially over an alleged incident at a camp near Peshawar in which some 24 Soviet and Afghan prisoners were said to have been killed.	Non militarized action	Diplomatic	33989A
	On July 16, two employees of the Pakistan embassy in Kabul were arrested.	Non militarized action	Diplomatic	33989A
	Official Afghan protest on the event of 16 July.	Non militarized action	Diplomatic	33989A
1986	On January 15, Mr. Mohammad Zarif (Afghan permanent representative at UN) declared that a formal submission of the timetable for a withdrawal of Soviet troops from Afghanistan for the consideration of the Pakistani negotiators would not be made until they agreed to direct talks.	Non militarized action	Propagandist	34816A
	On May 23, bilateral talks adjourned because of divided opinions over the question of a timetable.	Non militarized action	Diplomatic	34816A
	On May 17, Pakistan Air Force jets shot down an Afghan Air Force fighter and damaged a second in a confrontation several miles inside Pakistan airspace.	Militarized direct action	Attack	34864A
	On March 1, Mr. Karmal (President of the Revolutionary Council and Chairman of the Revolutionary Council Presidium and general secretary of the PDPA) claimed that Pakistan's	Non militarized action	Propagandist	34864A

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	refusal to enter into direct negotiations on a timetable for the withdrawal of Soviet troops was the result of pressure of US administration.			
1987	On May 14, the Far Eastern Economic Review reported that Afghan and Soviet fighters had made 350 sorties into Pakistan in the past three months resulting in some 250 deaths.	Militarized direct action	Attack	35511A
	On February 26-27, Afghan Air Force had attacked villages in North Waziristan and Kurram agencies, killing some 70 people.	Militarized direct action	Attack	35788A
	Further air attacks by Afghan aircraft which caused casualties were reported by "Independent" of March.	Militarized direct action	Attack	35788A
	On March 30, two Pakistani fighter aircraft engaged and shot down an Afghan ground-attack jet flying in Pakistani Air space.	Militarized direct action	Attack	35788A
	On April 16, Karachi radio reported that an Afghan combat plane had been shot down over Miram Shah (North Waziristan).	Militarized direct action	Attack	35788A
	On April 29, Afghanistan claimed that the Pakistani fighter was a Pakistani F-16, which crossed into Khost district of Afghanistan.	Non militarized action	Propagandist	35788A
1988	On April 10, Western diplomats linked the explosion at an Army ammunition dump near Islamabad with activity of the Afghan Government.	Militarized direct action	Attack	35873
	On May 19, the Afghan Government issued a formal complaint to the UNGOMAP, alleging that Pakistan was violating the Geneva accords by supplying mujahedin guerrillas based in Pakistan with weapons.	Non militarized action	Diplomatic	35970A
1989	On February 11, President Najibullah accused Pakistan of massing its troops on the border near Jalalabad, and claimed	Non militarized action	Propagandist	36448

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	that Pakistan was planning an invasion with the intention of annexing Afghanistan.			
	Numerous mujahedin attacks on Kabul during the late 1989 were supported by Pakistani Government. Alleged action.	Non militarized action	Propagandist	37355
1990	On October 5, Gen. Muhammad Nabi Azimi (deputy Defence Minister) blamed the Afghan defeat in Tarin Kot on interference by Pakistan's Inter-Service intelligence agency. He alleged that the ISI was supplying new weapons to the mujahedin.	Non militarized action	Propagandist	37775
1991	After the fall of Khost on March 31, the Afghan Government claimed that artillery and infantry units of the Pakistan army had entered the battle at a decisive stage.	Non militarized action	Propagandist	38153
	On March 31, mujahedin guerrillas took control over the garrison of Khost with the support of Pakistani Inter Services Intelligence (ISI).	Militarized direct action	Attack	38153
1995	In September there was an attack on the Pakistan embassy in Kabul organized by Afghan diplomats in Pakistan.	Militarized direct action	Attack	40776
1996	In September, Afghan Government accused Pakistan of aiding the Taliban.	Non militarized action	Propagandist	41267
	On September 11, in a series of military strikes, Taliban forces supported by Pakistan took control over the Afghan province of Nangarhar and seized its capital, Jalalabad.	Militarized direct action	Attack	41267
	On 25 September, Taliban took control over the Afghan capital Kabul eastern provinces. Pakistan was widely reported to have contributed to the Taliban's military victory.	Militarized direct action	Attack	41267
1999	On February 24, The Guardian reported a series of recent attacks on opponents of the Taliban regime based in Pakistan (Peshawar).	Militarized direct action	Attack	42780
2001	On September 16, the Afghan Foreign Minister Wakil Ahmad	Non militarized	Propagandist	44337

Year	Afghan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Mutawwakil threatened (speaking of closer cooperation between government of US and Pakistan) that the Afghan regime would retaliate against any country that offered the USA the use of its airspace or land facilities.	action		

Tableau V. Actions hostiles entreprises par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan.

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1991	Following the events of April 30, Armenian authorities passed a resolution accusing Azerbaijan to commit "state terrorism" and of "drawing Armenia into war".	Non militarized action	Propagandist	38205
1992	On January 3, the Armenian Supreme Soviet supported the Nagorny Karabakh bid for independence.	Non militarized action	Propagandist	38738
	In January, Armenian forces violated the Azerbaijan's border	Militarized indirect action	Border violation	38738
	During January, Armenians attacked the mainly Azerbaijani town of Shusha in Nagorny Karabakh	Militarized direct action	Attack	38738
	On February 25, Armenian troops had taken the village of Khodzhal, north of Stepanakert.	Militarized direct action	Attack	38774
	After the attack on Khojali, Armenia claimed that the reports of damage were exaggerated to divert attention from large-scale Azeri attacks.	Non militarized action	Propagandist	38827
	In March, Armenian militia had attacked a convoy of refugees from Khojali to Agdam	Militarized direct action	Attack	38827
	On March 4-5, Armenians reported attacks by Azeri forces on Armenian-populated villages within Azerbaijan (Kazanichi).	Non militarized action	Propagandist	38827

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On March 12, Agdam came under Armenian fire, and the town of Shusha was surrounded.	Militarized direct action	Attack	38827
	On March 9, an Armenian Radio report claimed that Azerbaijani rail workers were intentionally delaying oil supplies to Armenia.	Non militarized action	Propagandist	38827
	On April 11, Azerbaijani villages came under attack from Armenian forces, and a helicopter was shot down.	Militarized direct action	Attack	38876
	In April, Armenia accused Azerbaijan of violating the ceasefire.	Non militarized action	Propagandist	38876
	On May 8, Armenian forces began a massive assault in Shusha	Militarized direct action	Attack	38925
	On May 9, Armenian forces had got an overall control of Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925 (continued)
	During the next week, Armenian forces direct their efforts against the city of Lachin situated outside Nagorny Karabakh. Azerbaijan attempts to open a new front in the east through the attacks on the Askeran	Militarized direct action	Attack	38925
	On May 17, Lachin is under Armenian control.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925 (continued)
	On May 18, Armenian troops launched a full-scale attack on hills surrounding the city of Sadarak in Nakhichevan	Militarized direct action	Attack	38925
	On June 12, Azerbaijan launched a counteroffensive to reverse recent setbacks and succeeded in taking back about 15 villages.	Militarized direct action	Attack	38925
	In early June, shelling was reported on both sides.	Militarized direct action	Attack	38925
	On June 18, Armenia had called up reservists aged under 35.	Militarized indirect action	Mobilization	38972
	On July 8, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".			
	On August 10, as a response to the Azerbaijani attack made in early August, Levon Ter-Petrosyan (President) made an appeal to the signatories of the Commonwealth of Independent States collective security treaty to "carry out their obligations".	Non militarized action	Diplomatic	39059
	In second half of September, the two countries accused each other as the ceasefire mediated by Russia was broken as both sides had opened fire on the border region	Non militarized action	Propagandist	39108
	Reports of fighting between Armenian and Azerbaijani forces persisted through late September and the whole of October, despite ceasefire agreements	Militarized direct action	Attack	39156
	On October 4, according to Interfax, Azerbaijani attempt to cut the Lachin corridor was repulsed	Militarized direct action	Attack	39156
1993	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925 (continued)
	On July 8 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
	Fighting continued throughout January. Azeri attacks focused on the heights to the north of the Lachin corridor, on the Martuni area, on Stepanakert. Armenian forces concentrated on the shelling of Azerbaijani border villages, on Agdam.	Militarized direct action	Attack	39285
	On February 6, Armenian forces had launched new offensive in Nagorny Karabakh, recapturing control over Vagauz and Bashgunepaya.	Militarized direct action	Attack	39333
	On February 17, Armenia claimed to have recaptured a total of 12 villages in Nagorny Karabakh.	Non militarized action	Propagandist	39333

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On February 24, Armenia claimed to captured control over Sarsang reservoir.	Militarized direct action	Occupation of territory	39333
	On April 4, in a new offensive, Armenia had overrun the whole Lekbajar district and seized the strip of Azeri territory separating Armenia from Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	39424
	On June 12, a new Armenian offensive in Azerbaijan.	Militarized direct action	Attack	39522
	On June 27, Armenian forces captured Mardakert and attacked the town of Agdam.	Militarized direct action	Attack	39522
	On July 24, the town of Agdam was seized by Armenian forces after Azerbaijani forces collapsed in disarray.	Militarized direct action	Attack	39568
	On August 18, after being surrounded and bombed by Armenian forces, Azerbaijani forces had withdrawn from Jebrail.	Militarized direct action	Attack	39609
	On August 23, after being surrounded and bombed by Armenian forces, Azerbaijani forces had withdrawn from Fizuli region.	Militarized direct action	Attack	39609
	On September 3, the Azerbaijani Defence Ministry claimed that the town of Goradiz had fallen to Armenian troops.	Militarized direct action	Attack	39650
	On October 23, there had been a resumption of fighting between Armenian and Azeri forces which resulted in the seizure of Zangurlan region by Armenian army.	Militarized direct action	Attack	39694
	In early November the hostilities had resumed after an Armenian offensive.	Militarized direct action	Attack	39749
	On December 21, Azerbaijani units began a full-scale offensive which led to recapture of some territory previously occupied by Armenian troops.	Militarized direct action	Attack	39826
1994	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925/39333 (continued)

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On July 8, 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
	Fighting between Azerbaijani and Armenian forces continued through March.	Militarized direct action	Attack	39930
	On April 12, the Armenian Defence Ministry claimed that two towns in southern Armenia were bombed by Azerbaijani warplanes. Azerbaijani airforce put out a statement denying this information.	Non militarized action	Propagandist	39969
	On April 30, fighting continued despite a ceasefire agreement.	Militarized direct action	Attack	39969
1995	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925/39333 (continued)
	On July 8 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
	On March 12-13, exchanges of small-arms fire and mortar fire.	Militarized direct action	Attack	40464
	On March 19, exchanges of small-arms fire and mortar fire.	Militarized direct action	Attack	40464
	On May 22, Mr. Vardan Oskanian (Deputy Foreign Minister) announced that Armenia was withdrawing from peace talks on Nagorny Karabakh.	Non militarized action	Diplomatic	40567
	On May 25 Mr. Oskanian said that there were undeniable evidence that Azerbaijan had sent "agents to carry out terrorist acts on the gas pipeline in Georgia".	Non militarized action	Propagandist	40567
1996	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Occupation of		38925/39333

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
		territory		(continued)
	On July 8, 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
1997	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925/39333 (continued)
	On July 8 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
	On March 20, Levon Ter-Petrosyan (President) appointed Robert Kocharyan (ex-President of Nagorny Karabakh) as Prime Minister.	Non militarised action	Propagandist	41551
	On April 18-19, renewed fighting between Azerbaijani and Armenian forces along the frontier.	Militarized direct action	Attack	41612
	ON April 21, Armenian Defence Ministry had denied making an unprovoked attack, and had blamed the incidents on the Azeris.	Non militarised action	Propagandist	41612
	On April 20-21, further attacks between Azerbaijan and Armenia had occurred along the frontier.	Militarized direct action	Attack	41612
	On May 7-12, sporadic fighting between Azerbaijani and Armenian forces continued in the frontier districts of Kazakhskiy and Tauz.	Militarized direct action	Attack	41660
1998	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925/39333 (continued)
	On July 8, 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagony Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".			
	Robert Kocharyan elected as President.	Non militarized action	Juridical	42911 (continued)
	On February 17, a shooting accident had involved Azerbaijani and Armenian border guards; some of them were wounded. Both countries blamed one another of being the initiator.	Militarized direct action	Attack	42083
1999	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925/39333 (continued)
	On July 8, 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
	Robert Kocharyan elected as President.	Non militarized action	Juridical	42911 (continued)
2000	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925/39333 (continued)
	On July 8 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
	Robert Kocharyan elected as President.	Non militarized action	Juridical	42911 (continued)
2001	Armenian forces continue to occupy Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Occupation of territory	38925/39333 (continued)
	On July 8, 1992, the Armenian Supreme Soviet passed a resolution on the status of Nagorny Karabakh terming unacceptable any documents "referring to the Nagorny Karabakh Republic as being within the Azerbaijani structure".	Non militarized action	Juridical	39018 (continued)
	Robert Kocharyan elected as President.	Non militarized	Juridical	42911

Year	Armenian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
		action		(continued)

Tableau VI. Actions hostiles entreprises par l'Azerbaïdjan contre l'Arménie.

Year	Azeri hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1991	On May 7, The Azerbaijan Foreign Ministry claimed that Armenia had been waging an undeclared war on Azerbaijan, and that in over 300 cross-border attacks since the beginning of the year a total of 61 Azerbaijanis had been killed.	Non militarized action	Propagandist	38205
	On May 6, the village of Voskepar in Armenia was razed by Azerbaijani and Soviet troops.	Militarized direct action	Attack	38205
	On May 7, other villages in Armenia attacked and hostages taken	Militarized direct action	Attack	38205
	On May 8, other villages in Armenia attacked and hostages taken	Militarized direct action	Attack	38205
	On May 9, other villages in Armenia attacked and hostages taken	Militarized direct action	Attack	38205
	On November 5, Azerbaijan had cut off gas supplies to Armenia.	Non militarized action	Economic	38582 (continued)
	On November 20, Azerbaijan accused Armenian forces of shooting a helicopter caring high-ranking Azeri officials, killing 21 people.	Non militarized action	Propagandist	38582
	On November 26, Azerbaijan unilaterally annulled the autonomous status of the mainly Armenian-populated region of Nagorny Karabakh.	Non militarized action	Juridical	38582 (continued)
1992	Economic blockage continues in 1992 (gas, fuel and oil	Non militarized	Economic	38827/3858

Year	Azeri hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	shortages from Azerbaijan)	action		2 (continued)
	On November 26, Azerbaijan unilaterally annulled the autonomous status of the mainly Armenian-populated region of Nagorny Karabakh.	Non militarized action	Juridical	38582 (continued)
	During January, Azerbaijani forces shot down several Armenia's helicopters claiming that they were used for military purposes.	Militarized direct action	Attack	38738
	On February 5, Azerbaijani leadership vetoed the deployment of peacekeeping forces.	Non militarized action	Juridical	38774
	On March 3, Armenian officials reported the shooting down of an Armenian helicopter by Azeri forces.	Militarized direct action	Attack	38827
	In April, Azerbaijan accused Armenia of violation the ceasefire.	Non militarized action	Propagandist	38876
	After the Armenian attack on Shusha on May 8, Azerbaijan accused it of using ceasefire talks as a cover for an intensification of military action.	Non militarized action	Propagandist	38925
	During the next week, Armenian forces direct their efforts against the city of Lachin situated outside Nagorny Karabakh. Azerbaijan attempts to open a new front in the east through the attacks on the Askeran.	Militarized direct action	Attack	38925
	On June 12, Azerbaijan launched a counteroffensive to reverse recent setbacks and succeeded in taking back about 15 villages.	Militarized direct action	Attack	38925
	In early June, shelling was reported on both sides. Azerbaijan claims that Nakhichevan and border regions were attacked by Armenian forces.	Militarized direct action	Attack	38925
	In early July, Azerbaijani forces recaptured the town of Mardakert in northern part of Nagorny Karabakh.	Militarized direct action	Attack	39018
	On July 20, Stepanakert was bombed by Azerbaijani aircraft.	Militarized direct	Attack	39018

Year	Azeri hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
		action		
	On July 27, Azerbaijani Milli Majlis (parliament) issued a statement describing the Armenian resolution as an infringement of Azerbaijani sovereignty and a hostile act.	Non militarized action	Propagandist	39018
	In early August Azerbaijan made an attack on Armenian territory near the village of Artsvashen.	Militarized direct action	Attack	39059
	In second half of September, the two countries accused each other as the ceasefire mediated by Russia was broken as both sides had opened fire on the border region.	Non militarized action	Propagandist	39108
	On September 18, Azerbaijan had launched two offensives on the Lachin corridor and on the enclave around Mardakert.	Militarized direct action	Attack	39108
	Reports of fighting between Armenian and Azerbaijani forces persisted through late September and the whole of October, despite ceasefire agreements.	Militarized direct action	Attack	39156
	On October 4, according to Interfax, Azerbaijani attempt to cut the Lachin corridor was repulsed.	Militarized direct action	Attack	39156
	On October 26, Interfax cited the Karabakh news agency as having reported that Azerbaijani MiG-25 aircraft had bombed Stepanakert.	Militarized direct action	Attack	39156
1993	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/38827 (continued)
	Fighting continued throughout January. Azeri attacks focused on the heights to the north of the Lachin corridor, on the Martuni area, on Stepanakert. Armenian forces concentrated on the shelling of Azerbaijani border villages, on Agdam.	Militarized direct action	Attack	39285
	On April 6, Azerbaijan had withdrawn from the CSCE-sponsored talks because of Armenian offensive.	Non militarized action	Diplomatic	39424
	On August 18, after being surrounded and bombed by	Militarized direct	Attack	39609

Year	Azeri hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Armenian forces, Azerbaijani forces had withdrawn from Jebrail.	action		
	On August 23, after being surrounded and bombed by Armenian forces, Azerbaijani forces had withdrawn from the Fizuli District.	Militarized direct action	Attack	39609
	On July 24, the town of Agdam was seized by Armenian forces after Azerbaijani forces collapsed in disarray.	Militarized direct action	Attack	39568
	On October 23, there had been a resumption of fighting between Armenian and Azeri forces which resulted in the seizure of Zangurlan region by Armenian army.	Militarized direct action	Attack	39694
	On November 29, Azerbaijani Foreign Ministry described the previous declaration of Levon Ter-Petrosyan about the readiness of Nagorny Karabakh to accept peace talks timetable as propaganda.	Non militarized action	Propagandist	39749
	In early November the hostilities had resumed after an Armenian offensive.	Militarized direct action	Attack	39749
	On November 30, Azerbaijan had rejected a peace plan proposed by CSCE.	Non militarized action	Diplomatic	39783
	On December 1, Mr. Gasan Gasanov (Foreign Affairs Minister) had described the CSCE plan as pro-Armenian.	Non militarized action	Propagandist	39783
	On December 21, Azerbaijani units began a full-scale offensive which led to recapture of some territory previously occupied by Armenian troops.	Militarized direct action	Attack	39826
1994	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/38827 (continued)
	On January 6, Azerbaijani forces had retaken the town of Goradiz.	Militarized direct action	Attack	39826
	On January 8, Azerbaijani forces had retaken the town of	Militarized direct	Attack	39826

Year	Azeri hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Agdam.	action		
	In late January, Azerbaijanis had seized territory in the Kelbajarsky region.	Militarized direct action	Attack	39826
	An Azerbaijani offensive continued throughout February.	Militarized direct action	Attack	39875
	Fighting between Azerbaijani and Armenian forces continued through March.	Militarized direct action	Attack	39930
	On March 7, Mr. Rasul Kuliyeu (Chair of Milli Majlis) insisted that Azerbaijan would not accept "humiliating terms" of Russian peace plan, considered as pro-Armenian.	Non militarized action	Propagandist	39930
	On April 10, a new Azerbaijani offensive from Mardakertskiy region.	Militarized direct action	Attack	39969
	On April 30, fighting continued despite a ceasefire agreement.	Militarized direct action	Attack	39969
	On May 31, the Azerbaijani Ministry of Defence alleged that Armenian forces had launched an offensive in Nakhichevan. Action denied by Armenia.	Non militarized action	Propagandist	40071
	On June 20, the Azerbaijani Ministry of Foreign Affairs alleged that two other villages in Nakhichevan were bombarded by Armenian forces. Action denied by Armenia.	Non militarized action	Propagandist	40071
1995	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/38827 (continued)
	On March 12-13, exchanges of small-arms fire and mortar fire.	Militarized direct action	Attack	40464
	On March 19, exchanges of small-arms fire and mortar fire.	Militarized direct action	Attack	40464
	On May 25, Mr. Vafa Gulidze (State Adviser) claimed that Armenia tried to undermine peace negotiations.	Non militarized action	Propagandist	40567

Year	Azeri hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1996	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/38827 (continued)
1997	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/38827 (continued)
	In March, the appointment of Kocharyan as Armenian Prime Minister was condemned by Azerbaijan as a provocation.	Non militarised action	Propagandist	41551
	On April 18-19, renewed fighting between Azerbaijani and Armenian forces along the frontier.	Militarized direct action	Attack	41612
	On April 20-21, further attacks between Azerbaijan and Armenia had occurred along the frontier.	Militarized direct action	Attack	41612
	On May 7-12, sporadic fighting between Azerbaijani and Armenian forces continued in the frontier districts of Kazakhskiy and Tauz.	Militarized direct action	Attack	41660
1998	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/38827 (continued)
	On February 17, a shooting accident had involved Azerbaijani and Armenian border guards; some of them were wounded. Both countries blamed one another of being the initiator.	Militarized direct action	Attack	42083
1999	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/38827 (continued)
	On February 12, it was reported than Azerbaijan would not renew its membership in CIS collective security treaty for the second five-year period. The reason for this was the continued occupation by Armenia of Nagorny Karabakh region.	Non militarized action	Diplomatic	42803
2000	Economic blockage continues.	Non militarized	Economic	38582/3882

Year	Azeri hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
		action		7 (continued)
	On March 24, Azerbaijan accused Armenian forces of opening fire on Azerbaijani positions.	Non militarized action	Propagandist	43488
2001	Economic blockage continues.	Non militarized action	Economic	38582/3882 7 (continued)

Tableau VII. Actions hostiles entreprises par le Belize contre le Guatemala.

Year	Belize hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1983	The offer by President Montt made on January 13 was strongly opposed in Belize.	Non militarized action	Propagandist	32908A
	On January 25, negotiations between two countries broke down because Belize refused to make any territorial concessions and Guatemala reflected Belize's counterproposals.	Non militarized action	Diplomatic	32908A
1987	Belizean delegation found renewed Guatemalan claims unacceptable.	Non militarized action	Propagandist	35963
1991	In January, despite a possible settlement of the long-standing territorial dispute, Prime Minister Price asked UK to maintain its military presence and to remain as a guarantor against possible Guatemalan aggression.	Non militarized action	Diplomatic	38228
	Prime Minister Price reiterated that not "one inch" of national territory would be conceded and that there would be no cuts in the size of the British forces stationed in the country.	Non militarized action	Propagandist	38432
1993	On July 20, the new Prime Minister Esquivel had suspended a territorial accord signed by the Price Government with	Non militarized action	Juridical	39553 (continued)

Year	Belize hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Guatemala, saying that the accord involved too many concessions.			
1995	On July 20, 1993, the new Prime Minister Esquivel had suspended a territorial accord signed by the Price Government with Guatemala, saying that the accord involved too many concessions.	Non militarized action	Juridical	39553 (continued)
	On August 25, Guatemalan media claimed that Belizean troops had crossed the border in the Northern El Peten and threatened to destroy crops and evict peasant farmers.	Militarized indirect action	Border violation	40721
2000	On July 20, 1993, the new Prime Minister Esquivel had suspended a territorial accord signed by the Price Government with Guatemala, saying that the accord involved too many concessions.	Non militarized action	Juridical	39553 (continued)
	In late January Belize patrol killed a Guatemalan peasant.	Militarized direct action	Attack	43401
2001	On July 20, 1993, the new Prime Minister Esquivel had suspended a territorial accord signed by the Price Government with Guatemala, saying that the accord involved too many concessions.	Non militarized action	Juridical	39553 (continued)

Tableau VIII. Actions hostiles entreprises par le Guatemala contre le Belize.

Year	Guatemalan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1981	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)

Year	Guatemalan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.			
	On September 21, the day of independence in Belize was declared a day of national mourning in Guatemala.	Non militarized action	Propagandist	31334A
	On September 25, the Guatemalan Gov. stated that it would " continue to struggle, in a peaceful manner, to defend its rights by diplomatic means and international laws".	Non militarized action	Propagandist	31334A
	In October, after the Belizean Government submitted a formal membership application to the Organization of American States, its Permanent Council voted to invite Belize to send an observer delegation to assist the organization's meetings. Guatemala was the only state to vote against this decision.	Non militarized action	Diplomatic	31334A
1982	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
	In July, the new Guatemalan Government made an attempt to resolve the territorial dispute with Belize. But the new Foreign Minister, Sr. Eduardo Castillo Arriola said that Belize could only have observer status in talks.	No militarized action	Diplomatic	32908A
1983	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
	On January 13, President Montt announced that " previously	Non militarized	Propagandist	32908A

Year	Guatemalan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Guatemala claimed all the territory of Belize, but now the Guatemalan position has changed; we want the district of Toledo to form part of our territory".	action		
	On January 25, negotiations between two countries broke down because Belize refused to make any territorial concessions and Guatemala rejected Belize's counterproposals.	Non militarized action	Diplomatic	32908A
	On August 24, the new Foreign Minister, Sr Fernando Andrade Diaz Duran said that "Guatemala will now claim all Belize", indicating that the new regime would not renew the offer of restricting the claim solely to the Toledo region.	Non militarized action	Propagandist	32908A
1987	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
	After the first direct talks between two countries on April 29, Sr Mario Quinonez Amezquita (Foreign Minister) reiterated Guatemala's demand for the cession of a large area of Belize's territory.	Non militarized action	Propagandist	35963
1991	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
	On November 14, President Serrano stated that recognition of Belize was not a "definitive agreement" and that Guatemala would maintain its 130-year territorial claim over Belize until	Non militarized action	Propagandist	39184

Year	Guatemalan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	the matter was finally resolved by the International Court of Justice.			
1993	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
1995	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
	On September 11, the Guatemalan Government asked Belize to exercise the "utmost caution" at the 210 km common border to avoid further incidents.	Non militarized action	Propagandist	40721
2000	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
	On September 24, a four-member combined police-military border patrol from Belize was captured by Guatemalan troops along the disputed jungle frontier.	Militarized direct action	Seizure	43401
	Since the last killing of Guatemalan peasants, the new Foreign Minister Gabriel Orellana revived the claim to half of the territory of Belize.	Non militarized action	Propagandist	43401

Year	Guatemalan hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On March 8, the dispute escalated when acting Belizean chargé d’Affaires Salvador Figueroa was expelled from Guatemala after aiding to escape of Belizean military personnel arrested earlier in February.	Non militarized action	Diplomatic	43401
2001	On September 24, 1945, the Guatemalan Government conveyed to the British Government the text of the draft decree declaring the existing convention of 1859, which delimited frontier with British Honduras, to be null and void, and inserting in the Constitution a clause laying claim to the whole of British Honduras as Guatemalan territory.	Non militarized action	Juridical	7761D (continued)
	On January 14 President Portillo had insisted that Guatemala would maintain its territorial claim over Belize and would "not renounce it".	Non militarized action	Propagandist	43939

Tableau IX. Actions hostiles entreprises par la Somalie contre l’Éthiopie.

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1961	On July 20, a new Constitution of Somali Republic was ratified. Constitution embodied some clear aspirations towards a "Greater Somalia" involving, among other things, a part of Ethiopian territory said to be inhabited by about 750,000 ethnic Somalis. Although the amended version of the Constitution, which appeared in 1963, did not include this claim explicitly, its article 6.4 included the following statement: "The Somali Republic shall promote [...] the union of Somali territories..." These formulations were maintained until the First Chapter of the Revolution came into power in 1969.	Non militarized action	Juridical	19432A (continued)

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On September 14, in a Note sent to the Ethiopian Government, the Somali Government alleged that there had been intensified repressive treatment of Somali nomads in the Ogaden grazing areas in Ethiopia, violations of Somali territory by Ethiopian troops, and infringement of Somali airspace by Ethiopian aircraft.	Non militarized action	Diplomatic	19432A
1962	On July 20, a new Constitution of Somali Republic was ratified. Constitution embodied some clear aspirations towards a "Greater Somalia" involving, among other things, a part of Ethiopian territory said to be inhabited by about 750,000 ethnic Somalis. Although the amended version of the Constitution, which appeared in 1963, did not include this claim explicitly, its article 6.4 included the following statement: "The Somali Republic shall promote [...] the union of Somali territories..." These formulations were maintained until the First Chapter of the Revolution came into power in 1969.	Non militarized action	Juridical	19432A (continued)
	On September 23, the Somali Government claimed that five men, arrested after an alleged attempt on the life of the President Osman, were agents of the Ethiopian Government.	Non militarized action	Propagandist	19432A
1963	On July 20, a new Constitution of Somali Republic was ratified. Constitution embodied some clear aspirations towards a "Greater Somalia" involving, among other things, a part of Ethiopian territory said to be inhabited by about 750,000 ethnic Somalis. Although the amended version of the Constitution, which appeared in 1963, did not include this claim explicitly, its article 6.4 included the following statement: "The Somali Republic shall promote [...] the union of Somali territories..." These formulations were maintained until the First Chapter of the Revolution came into power in 1969.	Non militarized action	Juridical	19432A (continued)

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On April 28, the officials of the Northern Frontier Peoples' Progressive Party, Somali secessionist movement based in Kenya and supported by Somali Government, claimed that their movement was assured of weapons and manpower to defeat Kenya and, if necessary, Ethiopia.	Non militarized action	Propagandist	19432A
1964	On July 20, a new Constitution of Somali Republic was ratified. Constitution embodied some clear aspirations towards a "Greater Somalia" involving, among other things, a part of Ethiopian territory said to be inhabited by about 750,000 ethnic Somalis. Although the amended version of the Constitution, which appeared in 1963, did not include this claim explicitly, its article 6.4 included the following statement: "The Somali Republic shall promote [...] the union of Somali territories..." These formulations were maintained until the First Chapter of the Revolution came into power in 1969.	Non militarized action	Juridical	19432A (continued)
	In early January Somali Government accused both Ethiopia and Kenya of signing the mutual defence agreement as being directed against the integrity of Somalia.	Non militarized action	Propagandist	20176A
	On January 16, the Somali Government sent a strong protest to Addis Ababa against the alleged destruction of two Somali frontier posts in the upper Juba River by Ethiopian aircraft.	Non militarized action	Propagandist	20176A
	On February 7, a mass attack by military forces of Somalia on the frontier post of Tog Wajaleh resulted in the death of military personnel from both sides, as well as in the destruction of equipment and ammunition.	Militarized direct action	Attack	20176A
	On February 12, the Somali Government alleged that Ethiopian forces had seized the Somali half of the village at Ferfer border post. Somali Foreign Minister, Mr. Abdullahi Issa, said in Nairobi that a plebiscite should be held in the area of the border	Non militarized action	Propagandist	20176A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	conflict where the inhabitants were Somalis who wished to accede to Somalia; he also denied Ethiopian allegations that Somalia had begun the fighting on February 7.			
	The days following the incident at Tog Wajaleh, the Somali Government sent a protest to the Ethiopian Embassy in Mogadishu in which it accused Ethiopian troops of having penetrated into Somali territory.	Non militarized action	Diplomatic	20176A
	On February 14-15, the Somali Government alleged that the Ethiopians had continued their "punitive actions," had destroyed by shelling the Somali side of Ferferand, and had bombed the villages of Gura, Jomeh, and the regional centre of Galcaio.	Non militarized action	Propagandist	20176A
	On March 5, Somali troops attacked and destroyed Ethiopian camp and equipment at Debra Goriale.	Militarized direct action	Attack	20176A
	In a report issued on March 27, Mogadishu alleged that Ethiopian troops were fighting civilians at Habas and that 150 Ethiopians had been killed or wounded. The same report stated that Somali Government had protested to Ethiopia against four attacks by Ethiopian artillery and aircraft on north-west border posts.	Non militarized action	Propagandist	20176A
	On March 30, fighting continued at Tog Walajeh and Eneguha.	Militarized direct action	Attack	20176A
	On July 23, the Somali delegation declared that Somalia was not bound by the resolution of OAU of 1964 embodying the statement on border disputes and providing the respect of existing frontiers.	Non militarized action	Diplomatic	20253A
1969	The First Charter of the Revolution, which established the institutional and ideological framework of the new military regime proclaimed as one of the objectives of the revolution the	Non militarized action	Juridical	28633A (continued)

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	"fight for the unity of the Somali nation". In the official Somali view, the Ogaden region, Djibouti and the North-Eastern Province of Kenya were the traditional parts of Greater Somalia. This claim was maintained until 1979, when the new Constitution of Siyad Barre officially renounced it.			
1976	The First Charter of the Revolution, which established the institutional and ideological framework of the new military regime proclaimed as one of the objectives of the revolution the "fight for the unity of the Somali nation". In the official Somali view, the Ogaden region, Djibouti and the North-Eastern Province of Kenya were the traditional parts of Greater Somalia. This claim was maintained until 1979, when the new Constitution of Siyad Barre officially renounced it.	Non militarized action	Juridical	19432A (continued)
1977	The First Charter of the Revolution, which established the institutional and ideological framework of the new military regime proclaimed as one of the objectives of the revolution the "fight for the unity of the Somali nation". In the official Somali view, the Ogaden region, Djibouti and the North-Eastern Province of Kenya were the traditional parts of Greater Somalia. This claim was maintained until 1979, when the new Constitution of Siyad Barre officially renounced it.	Non militarized action	Juridical	19432A (continued)
	On May 16, President Siyad Barreh had informed the Soviet Union of Somalia's concern about its decision to supply Ethiopia with arms. After the meeting with Lieut.-Colonel Mengistu aiming the settlement of the dispute, he qualified Ethiopian leaders as "rigid in their colonialist mentality" over the Ogaden region.	Non militarized action	Propagandist	28421A
	Early in May President Siyad Barreh said regarding the conflict in Eritrea: "We are anti-colonialist no matter who the	Non militarized action	Propagandist	28633A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	colonialist is, and since Eritrea is not traditionally part of Ethiopia the Eritrean people should have their freedom."			
	On May 25 it was confirmed by diplomatic sources both in Addis Ababa and Mogadishu that heavy-armed WSLF followers had invaded the Ogaden region. The occupation lasted until the second half of 1980, when Ethiopian forces took back the control over the region (31056A).	Militarized direct action	Occupation of territory	28633A (continued)
	On August 25, Mr. Ahmad Hussein Haile, one of the members of the Western Somalia Liberation Front's central committee said with reference to the Ogaden region that "Western Somalia" was "just part of the divided Somali nation".	Non militarized action	Propagandist	28633A
	On September 4, Mr. Abdulahi Hassan Mahmud, the WSLF secretary general and military commander stated that his movement claimed all territory east of a line running from Moyale through Awash to El Adde, an area which he described as being inhabited by 10 million ethnic Somalis.	Non militarized action	Propagandist	28633A
	On June 1 it was reported that Somali guerrillas had attacked a train and two bridges on the Addis-Ababa-Djibouti railway line (which used to carry about 60 per cent of Ethiopia's foreign trade.	Militarized direct action	Attack	28633A
	On June 21 it was confirmed in Addis Ababa that five of its bridges had been blown up by guerrillas.	Militarized direct action	Attack	28633A
	On July 24 the forces of the WSLF launched a further military action against Ethiopian garrisons in Ogaden region, an action, which lasted a few weeks. As a result of this clash the third and parts of the fourth Ethiopian divisions were destroyed.	Militarized direct action	Attack	28633A
	On August 16 and onwards heavy fighting took place around Harar and Dire Dawa and it was marked by the victory of Ethiopian forces.	Militarized direct action	Attack	28633A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On August 31, after fighting on the edge of the Ethiopian highlands, Jijiga passed to Ethiopian forces.	Militarized direct action	Attack	28633A
	On August 5-9, during the meeting of OAU's mediation committee, Somalia demanded that the WSLF being admitted to its meeting.	Non militarized action	Diplomatic	28633A
	After the declaration by Ethiopian Foreign Minister, Dr. Feleke, Mr. Jama Barreh (Somali Foreign Minister) left the meeting of the mediation committee hastily.	Non militarized action	Diplomatic	28633A
	On August 10, Mr. Barreh (Foreign Minister) said in Geneva that the OAU's principle of the inviolability of frontiers did not apply to "Somali territory colonized by Ethiopia" which was "a colonial state" and had taken part in the partition of Africa at the 1884 Berlin conference, and that the population of the Ogaden region had the right of self-determination.	Non militarized action	Propagandist	28633A
	On September 8, the Government of Somalia expelled the Ethiopian chargé d'Affaires in Mogadishu.	Non militarized action	Diplomatic	28633A
	Late in September the WSLF had stated that there could be no ceasefire as long as Addis Ababa regime did not recognize "the people's right to self-determination and that WSLF was intended to liberate the towns of Harar, of Dire Dawa and of Awash.	Non militarized action	Propagandist	28760A
	During the late September there was a continued fighting in the area of the town of Jijiga, which had finally been lost to Ethiopia after a mutiny in the Ethiopian Third Army Division.	Militarized direct action	Attack	28760A
	The continued fighting near town of Harar resulting in large numbers of casualties on both sides took place during the entire months of October and November. On November 23 the first WSLF units were reported to have entered Harar.	Militarized direct action	Attack	28760A
1978	The First Charter of the Revolution, which established the	Non militarized action	Juridical	19432A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	institutional and ideological framework of the new military regime proclaimed as one of the objectives of the revolution the "fight for the unity of the Somali nation". In the official Somali view, the Ogaden region, Djibouti and the North-Eastern Province of Kenya were the traditional parts of Greater Somalia. This claim was maintained until 1979, when the new Constitution of Siyad Barre officially renounced it.			(continued)
	On May 25 it was confirmed by diplomatic sources both in Addis Ababa and Mogadishu that heavy-armed WSLF followers had invaded the Ogaden region. The occupation lasted until the second half of 1980, when Ethiopian forces took back the control over the region (31056A).	Militarized direct action	Occupation of territory	28633A (continued)
	On January 5 the Somali President called on the Mengistu regime to end the bloodshed and to grant independence to the "colonized" peoples in Ethiopia.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On January 6 the Somali President proposed negotiations between the Ethiopian Government and the liberation movements on the basis of self-determination.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On January 21-22 Ethiopian Government had launched its first counter-offensive using equipment largely superior to any the arms at the disposal of the Somali forces.	Militarized direct action	Attack	28989A
	On February 3 the second Ethiopian counter-offensive has begun and it has resulted in at least 3,000 Somali deaths by February 6.	Militarized direct action	Attack	28989A
	On February 19 a special Ethiopian offensive had been started against Jijiga, which was reoccupied by Ethiopian forces after severe fighting on March 3-5.	Militarized direct action	Attack	28989A
	On February 9 the Somali Government proclaimed a general mobilization.	Militarized indirect action	Mobilization	28989A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On February 11 the call for general mobilization was reiterated.	Militarized indirect action	Mobilization	28989A
	On February 13, General Aden Abdullahi Nur claimed that in the Mogadishu region alone 30,000 young volunteers had presented themselves for military service.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On March 9 the Somali Government appealed to the great powers to ensure "recognition by the interested parties of the right to self-determination" of the population of the Ogaden area.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On March 11 the secretary general of WSLF, Mr. Abdullahi Hassan Mahmud, stated that its forces would continue to fight until the liberation of Somalis "oppressed" by Ethiopia had been achieved.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On March 23 the Somali ambassador in Paris, Mr. Mohamed Said Samantar, had alleged that "bloody reprisals" were being carried out against the population of the Ogaden by Ethiopian forces and Cuban "mercenaries".	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On March 29 the Somali Foreign Ministry declared: "Somalia is morally bound to assist its brethren in Western Somalia and will never waver in its determination [to fight for] their right to freedom and independence."	Non militarized action	Propagandist	28989A
	In mid-May western intelligence sources estimated that guerrillas (WSLF and Somali Abo Liberation Front) had put some 4,000 Ethiopian and up to 250 Cuban troops out of action.	Militarized direct action	Attack	29357A
	At the end of June, President Siyad Barreh appealed to the OAU to condemn "provocative air raids" by Ethiopia against towns and villages in Somalia.	Non militarized action	Propagandist	29357A
	In October guerrilla units (WSLF and SALF) claimed to have	Militarized direct	Attack	30015A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	disrupted traffic once again on the Addis Ababa-Djibouti railway, to have occupied all south-west of Harar province and to have fought Ethiopian forces with success (confirmed by the Guardian on March 7, 1979, and by The Daily Telegraph on April 9, 1979).	action		
	During first weeks of December Somali Foreign Ministry made the official protests to the UN, the OAU and the Arab League concerning air raids by Ethiopian Air Force (15 raids between June 22 and December 15). It accused Ethiopian Government of planning an invasion in Somalia.	Non militarized action	Diplomatic	29357A
	On December 27, Somalia repeated its allegations regarding Ethiopian air raids and the threat of invasion.	Non militarized action	Propagandist	30015A
1979	On May 25 it was confirmed by diplomatic sources both in Addis Ababa and Mogadishu that heavy-armed WSLF followers had invaded the Ogaden region. The occupation lasted until the second half of 1980, when Ethiopian forces took back the control over the region (31056A).	Militarized indirect action	Occupation of territory	28633A (continued)
	On January 2 Mr. Abdirizak Haji Hussen, Somalia's permanent representative at the UN, reiterated the claims concerning the gathering of Ethiopian and Cuban troops for an invasion of Somalia.	Non militarized action	Propagandist	30015A
	On January 8 a Somali Foreign Ministry spokesman said that there had been 150 Ethiopian violations of Somali airspace since March 1978. Unconfirmed. Accusation.	Non militarized action	Propagandist	30015A
	On April 6 a WSLF statement broadcast in Mogadishu claimed that 2,670 Ethiopian troops had been killed in major battles in the previous month.	Militarized direct action	Attack	30015A
	On July 24, making the first official reference to guerrilla activity in the area for over a year, the Ethiopian Government	Militarized direct action	Attack	30015A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	announced that "several hundred bandits" had been killed in Bale province in the previous month.			
	On August 31 the WSLF claimed to have killed some 400 Ethiopian troops in a 36-hour battle with Cuban-led forces.	Militarized direct action	Attack	30015A
1980	Between May 27 and July 17 Ethiopian forces claimed to have repulsed an invasion by Somali troops. (The Somali Government asserted that the fighting did not involve Somali troops but the forces of WSLF.)	Militarized direct action	Attack	30592A
	On June 29, the WSLF alleged that Ethiopians led the "scorched-earth policy" involving the poisoning of wells and waterholes intended to drive out the ethnic Somali inhabitants of the region.	Non militarized action	Propagandist	30592A
	In early August, in an attempt to capture the town of Uardere, Ethiopian troops undertook a major engagement against Somali forces, killing more than 3,000 of them.	Militarized direct action	Attack	31056A
	On August 7 the Ethiopian News Agency reported an attack launched by 14,000 Somali troops on May 27 who were driven back by July 17 after five major military engagements. (This alleged invasion was confirmed by Western intelligence sources.)	Militarized direct action	Attack	30592A
	On August 12 a Somali Government statement released in Nairobi asserted that Ethiopian allegations on Somali invasion were a fabrication and a pretext for a planned Ethiopian invasion of Somalia.	Non militarized action	Propagandist	30592A
	On August 27 Mogadishu radio alleged that Ethiopia made an unsuccessful attempt of invasion of Somalia. The Ethiopian Government denied this action. Somalia accuses Ethiopia of invasion.	Non militarized action	Propagandist	30592A
	Between September 18 and October 4 Ethiopian troops made a	Militarized direct	Attack	31056A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	large-scale incursion into Bale province, which led to the defeat of Somali forces.	action		
	On December 7 the Somali Government responded to the joint Ethiopian-Kenyan communiqué, which it described as provocative and threatening, by urging "the Somali people wherever they are" to be ready to defend their motherland and national sovereignty.	Non militarized action	Propagandist	30783A
	On November 25, the Somali authorities alleged an Ethiopian air raid carried out on Somali territory, on Galkalo.	Non militarized action	Propagandist	31056A
	On November 27, the Somali authorities alleged another Ethiopian air raid carried out on Adado.	Non militarized action	Propagandist	31056A
	On November 28, the Somali authorities alleged a third Ethiopian air raid carried out on Dusa Mareb.	Non militarized action	Propagandist	31056A
1981	On June 15, Mr. Adan Sheikh, the Somali Minister for Information and National Guidance claimed that since Ethiopian military aircraft had begun attacking Somali territory in November 1979, 152 raids on 15 targets had left 196 people killed and some 400 wounded.	Non militarized action	Propagandist	31688A
	On June 22 the Somali authorities had alleged an Ethiopian air raid on a school in north-western Somalia, killing three children and injuring seven.	Non militarized action	Propagandist	31056A
	On September 25 Mogadishu radio claimed that Ethiopian artillery had shelled Somali villages.	Non militarized action	Propagandist	31688A
	On September 27 Mogadishu radio claimed that Ethiopian artillery had shelled Somali villages.	Non militarized action	Propagandist	31688A
	On November 22 Mogadishu radio claimed that an Ethiopian air attack had been launched against a Somali village.	Non militarized action	Propagandist	31688A
1982	On January 19 Somali embassy officials in Oman alleged that Ethiopian forces had launched an attack in the border region,	Non militarized action	Propagandist	31688A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	and added that "repeated aggressions" by Ethiopia "were aimed at paving the way for an invasion of Somalia".			
	On March 27 Mogadishu radio claimed that Ethiopian forces had launched an air and ground attack near Borama in north-west Somalia.	Non militarized action	Propagandist	31688A
	On April 30 a Somali Defence Ministry statement alleged that Ethiopian forces had attacked a village in Hargeisa district.	Non militarized action	Propagandist	31688A
	On June 21 a Somali Foreign Ministry spokesman responded to the Mengistu's declaration on June 18 that it was unfortunate that Ethiopia had not responded to the goodwill shown by Somalia to find a peaceful solution.	Non militarized action	Propagandist	31688A
	On June 30, a Somali Defence Ministry statement declared that an Ethiopian Army unit had crossed the border in the Mudugh region, but had been halted by the Somali armed forces. Confirmed by Radio Kulmis (Ethiopian supported radio) and by Somali Democratic Salvation Front's officials on July 12.	Militarized direct action	Attack	31688A
	On July 12 President Siyad Barre sent a message to the President of Kenya, who also was the current President of OAU, claiming that Ethiopia was preparing for a "full-scale war" against Somalia. At the same day, Mr. Barreh, the Somali Foreign Minister sent a message to the UN Secretary General urging the UN to condemn Ethiopia's "savage attacks".	Non militarized action	Diplomatic	31688A
	On August 10 the Somali Defence Ministry alleged that 500 Ethiopian soldiers had been killed or wounded at Balaballe. Unconfirmed action.	Non militarized action	Propagandist	33015A
	On August 12-13 the Somali Defence Ministry alleged that nearly 600 Ethiopian troops had been killed. Unconfirmed action.	Non militarized action	Propagandist	33015A
	On August 15 President Siyad Barre of Somalia declared a	Militarized indirect	Alert/Mobilizat	33015A

Year	Somali hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	state of emergency in the border areas, which gave the Army power to requisition vehicles and required all able-bodied Somalis to participate in the defence of their country.	action	ion	
1983	On September 14 the WSLF accused Ethiopian forces of a further massacre in the Ogaden region, where 311 civilians were allegedly killed in apparent retaliation for guerrilla actions the previous month.	No militarized action	Propagandist	33015A
1985	In April the Somali Government accused the Government of Ethiopia of preventing the transfer of food and medical supplies to Somalia.	No militarized action	Propagandist	34407A
1987	After the incident on February 12, there were subsequent reports of both sides concerning digging earth ramparts on either side of the border, in preparation for further offensives.	Militarized indirect action	Fortify border	35042A
1988	In March Somali forces had undertaken a successive counter-attack against the SNM forces.	Militarized direct action	Attack	36004A

Tableau X. Actions hostiles entreprises par l'Éthiopie contre la Somalie.

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
1964	On January 16, Ethiopian Government together with the Government of Kenya denied charges by the Somali Government concerning the mutual defence agreement between Kenya and Ethiopia. On the same day, the Ethiopian Foreign Ministry stated that armed Somalis from Somalia had on January 11 killed 15 Ethiopian policemen, and that Ethiopian Army patrol had pursued the raiders, killing 43 of them. Other Ethiopian reports claimed that Somali aircraft had violated Ethiopian airspace on January 14-16, that there was an attack in	Non militarized action	Propagandist	20176A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	the Jijiga district.			
	In January, the Ethiopian authorities stated that the situation in the Ogaden had deteriorated considerably since June 1963, that they reinforced Ethiopian military units in the province, and that the local militia would be established.	Militarized indirect action	Fortify border	20176A
	On February 7, a mass attack by military forces of Somalia on the frontier post of Tog Wajaleh resulted in the death of military personnel from both sides, as well as in the destruction of equipment and ammunition.	Militarized direct action	Attack	20176A
	On February 11, 93 Somalis were said to have been killed near Debra Goriale.	Non militarized action	Propagandist	20176A
	On February 8, during the clash at Tog Wajaleh, the Emperor Haile Selassie addressed a message to the Heads of African States informing them of this " latest in the series of incidents ... provoked by armed bands from the Republic of Somalia" and announcing that it had been necessary to declare a state of emergency in the border region. The Foreign Minister handed the Somali Chargé d'Affaires in Addis Ababa a strong protest.	Non militarized action	Diplomatic	20176A
	Answering the U Thant's message sent to the Emperor on February 9, Haile Selassie stated that Ethiopian forces acted in self-defence and that the solution rested in the abandonment by Somali leaders of their "reckless policy of territorial enlargement at the expense of their neighbours."	Non militarized action	Diplomatic	20176A
	On February 16 the Ethiopian Government alleged that the cease-fire had been broken by Somalis attacking the villages of Dolo, Yett, and Ferfer.	Non militarized action	Propagandist	20176A
	On March 30, fighting continued at Tog Walajeh and Eneguhaé.	Militarized direct action	Attack	20176A
	On March 31, Ethiopian aircraft had bombed the region near	Militarized direct	Attack	20176A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Hargeisa.	action		
1976	In early January, Ethiopian Government published a memorandum entitled "War Clouds in the Horn of Africa" in which it accused Somalia of having infiltrated agents and guerrillas in southern and eastern Ethiopian, as well as of being the originator of a number of incidents involving Ethiopian policemen, and of beginning a mobilization of troops along the Ethiopian border.	No militarized action		27653A
1977	On June 25, at a parade of newly trained militiamen, Lieut.-Colonel Mengistu said that his new military force would "completely crush once and for all [hostile] elements".	Non militarized action		28633A
	On July 24 the forces of the WSLF launched a further military action against Ethiopian garrisons in Ogaden region, an action that lasted a few weeks. As a result of this clash the third and parts of the fourth Ethiopian divisions were destroyed.	Militarized direct action	Attack	28633A
	On August 16 and onwards heavy fighting took place around Harar and Dire Dawa and it was marked by the victory of Ethiopian forces.	Militarized direct action	Attack	28633A
	On August 20 the Ethiopian leader called upon his countrymen to rally for the defeat of the "full-scale Somali invasion". He called for a general mobilization.	Militarized indirect action	Mobilization	28633A
	On August 31, after fighting on the edge of the Ethiopian highlands, Jijiga passed to Ethiopian forces.	Militarized direct action	Attack	28633A
	Before his departure to the meeting of the OAU's mediation committee taking place on August 5-9, Ethiopian Foreign Minister Dr. Feleke said that Somalia was using WSLF as "an artificial liberation movement" to expand its own territory.	Non militarized action	Propagandist	28633A
	During the meeting of meditation committee Dr. Feleke described WSLF as "financed, controlled and staffed by the	Non militarized action	Propagandist	28633A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	regular Somali Army".			
	On September 7, Ethiopian Government asked the Somali embassy staff in Addis Ababa to leave the country within 48 hours.	Non militarized action	Diplomatic	28633A
	On September 16 all veterans under the age of 60 were called up for military service.	Militarized indirect action	Mobilization	28633A
	On September 18, at his first international press conference, Lieut.-Colonel Mengistu said that Somalia had "arrogantly violated" the first principle of both the UN and the OAU and declared: "If people of the world in general and those in Africa in particular do not pay attention to this fact, the history of the League of Nations may repeat itself".	Non militarized action	Propagandist	28633A
	On October 4 the Ethiopian Government declared in a statement issued at UN headquarters in New York that it was opposed to any ceasefire as long as the Somali "forces of aggression" had not withdrawn completely.	Non militarized action	Propagandist	28760A
	During the late September there was a continued fighting in the area of the town of Jijiga, which had finally been lost to Ethiopia after a mutiny in the Ethiopian Third Army Division.	Militarized direct action	Attack	28760A
	The continued fighting near town of Harar resulting in large numbers of casualties on both sides took place during the entire months of October and November. On November 23 the first WSLF units were reported to have entered Harar.	Militarized direct action	Attack	28760A
1978	On January 17 Lieutenant Legesse Asfaw, member of the PMAC responsible for military and political affairs said that although the Somali President Siyad Barreh desired negotiations, there could be no reconciliation with "a reactionary enemy" who would have to be "repulsed and annihilated".	Non militarized action	Propagandist	28989A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On January 21-22 Ethiopian government had launched its first counter-offensive using equipment largely superior to any the arms at the disposal of the Somali forces.	Militarized direct action	Attack	28989A
	On February 3 the second Ethiopian counter-offensive has begun and it has resulted in at least 3,000 Somali deaths by February 6.	Militarized direct action	Attack	28989A
	On February 8, the commander of the Ethiopian forces made an appeal for the immediate surrender of Somali armed forces on Ethiopian territory "under the pain of total destruction".	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On February 19 a special Ethiopian offensive had been started against Jijiga, which was reoccupied by Ethiopian forces after severe fighting on March 3-5.	Militarized direct action	Attack	28989A
	On March 10 the Ethiopian Government declared that Somalia would have to renounce all territorial claims before ceasefire talks could start.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On March 11 the Ethiopian Foreign Ministry officially rejected Somalia's offer to withdraw its troops from the Ogaden region and named as Ethiopia's conditions for "a just and lasting peace" Somalia's unconditional abandonment of all claims to territory in Ethiopia, Kenya and Djibouti, and abrogation of all juridical bases for such claims.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	The claim by the Somali ambassador in Paris made on March 23 was denied by the Ethiopian chargé d'Affaires in Paris , Mr. Mesfin Retta, who in turn alleged that regular Somali forces had "destroyed and pillaged" whole towns in the area.	Non militarized action	Propagandist	28989A
	On April 14 the Ethiopian ambassador in Kenya, Mr. Mengiste Desta, declared that, if the Somali Government continued to support the "liberation movements" inside Ethiopia and if these movements persisted in claiming to have inflicted casualties on	Non militarized action	Propagandist	28989A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	Ethiopian and Cuban troops, Ethiopia would "take all appropriate measures to deal a severe blow" to Somalia, and that "this time" the battle would "not be fought within Ethiopia's borders".			
	On May 12 Lieut.-Colonel Mengistu said in Jijiga that Somalia was training rebels and infiltrating them into Ethiopia. He also alleged that Somalia was receiving "thousands of Egyptians, Pakistani and Iraqi soldiers" preparing a new invasion of Ethiopia.	Non militarized action	Propagandist	29357A
	On May 19 at Dire Dawa Lieut.-Colonel Mengistu said that, if Somalia did not abandon its "reactionary ambitions" and its hostile activities, it would act against Somalia.	Non militarized action	Propagandist	29357A
	In October guerrilla units (WSLF and SALF) claimed to have disrupted traffic once again on the Addis Ababa-Djibouti railway, to have occupied all south-west of Harar province and to have fought Ethiopian forces with success (confirmed by the Guardian on March 7, 1979, and by The Daily Telegraph on April 9, 1979).	Militarized direct action	Attack	30015A
	On December 22 the Ethiopian Foreign Minister, Dr. Feleke Gedle Ghiorgis, denied Somali Government's allegations made in December, adding in a letter to Dr. Waldheim: "The truth of the matter is that the Government of Somalia is attempting to conceal from the outside world the armed insurrection the regime is confronted with inside ... Somalia itself."	Non militarized action	Diplomatic	30015A
1979	On January 1 Lieut.-Colonel Mengistu, referring to Somali support for the guerrilla movements in the Ogaden area, issued a "final warning" that there would be "grave consequences" if Somalia continued "to send its forces to invade and cause destruction in Ethiopia".	Non militarized action	Propagandist	30015A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	In late January Ethiopian and Kenya signed a treaty of friendship and cooperation, which affirmed inter alia the two sides' "unwavering opposition to any country or countries which pursue an expansionist policy.	Non militarized action	Diplomatic	30015A
	On April 6 a WSLF statement broadcast in Mogadishu claimed that 2,670 Ethiopian troops had been killed in major battles in the previous month.	Militarized direct action	Attack	30015A
	On July 24, making the first official reference to guerrilla activity in the area for over a year, the Ethiopian Government announced that "several hundred bandits" had been killed in Bale province in the previous month.	Militarized direct action	Attack	30015A
	On August 31 the WSLF claimed to have killed some 400 Ethiopian troops in a 36-hour battle with Cuban-led forces.	Militarized direct action	Attack	30015A
	On November 29 Mogadishu radio made reports of Ethiopian air raids into Somalia.	Militarized direct action	Attack	30316A
1980	On January 23 Mogadishu radio reiterated reports of Ethiopian air raids into Somalia.	Militarized direct action	Attack	30316A
	On February 24 Mogadishu radio reiterated reports of Ethiopian air raids into Somalia.	Militarized direct action	Attack	30316A
	Between May 27 and July 17 Ethiopian forces claimed to have repulsed an invasion by Somali troops. (The Somali Government asserted that the fighting did not involve Somali troops but the forces of WSLF.)	Militarized direct action	Attack	30592A
	During March-August Mogadishu radio made repeated reports concerning Ethiopian air raids.	Militarized direct action	Attack	30592A
	In early August, in an attempt to capture the town of Uardere, Ethiopian troops undertook a major engagement against Somali forces, killing more than 3,000 of them.	Militarized direct action	Attack	31056A
	On August 7 the Ethiopian News Agency reported an attack	Militarized direct	Attack	30592A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	launched by 14,000 Somali troops on May 27 who were driven back by July 17 after five major military engagements. (This alleged invasion was confirmed by Western intelligence sources.)	action		
	On August 8 the Ethiopian Foreign Minister, Dr. Feleke Gedli Ghiorgis, described the invasion by Somali forces as an act of unprovoked aggression; while the Ethiopian Government issued the statement that "there are limits to our patience".	Non militarized action	Propagandist	30592A
	Between September 18 and October 4 Ethiopian troops made a large-scale incursion into Bale province, which led to the defeat of Somali forces.	Militarized direct action	Attack	31056A
	On November 4, Mr. Mohamed Hamid Ibrahim, Ethiopia's permanent representative at the United Nations alleged in a letter to Dr. Waldheim (UN Secretary General) that Somalia "acquired new and sophisticated weapons of destruction ... sharply escalating tension in the area and threatening the sovereignty, independence and territorial integrity of the states of the region".	Non militarized action	Diplomatic	31056A
	On November 18-23 President Nemery of Sudan and Lieut.-Colonel Mengistu signed a trade protocol coming into effect in 1981. In a joint communiqué issued at the end of the visit both countries expressed their respect of the principles of territorial integrity, the inviolability of state frontiers and non-interference in other countries' affairs. It also recommended that a tripartite ministerial meeting should be held between Somalia, Kenya, and Sudan. The protocol was seen as completing Somalia's political isolation.	Non militarized action	Diplomatic	31056A (continued)
	On December 4 Ethiopia and Kenya issued a joint communiqué emphasizing cooperation against what was described as Somali	Non militarized action	Diplomatic	30783A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	expansionism. Referring to international principles of the inviolability of frontiers and non-interference in the internal affairs of other states, the communiqué called on Somalia to withdraw its reservation, which stated that Somalia would not be bound by a resolution of the OAU to respect their frontiers as existing at the achievement of independence.			
1981	On November 18-23 President Nemery of Sudan and Lieut.-Colonel Mengistu signed a trade protocol coming into force in 1981. In a joint communiqué issued at the end of the visit both countries expressed their respect of the principles of territorial integrity, the inviolability of state frontiers and non-interference in other countries' affairs. It also recommended that a tripartite ministerial meeting should be held between Somalia, Kenya, and Sudan. The protocol was seen as completing Somalia's political isolation.	Non militarized action	Diplomatic	31056A (continued)
1982	On June 18 Lieut.-Colonel Mengistu criticized the "backward views" of Somali's President Siyad Barre who made an earlier attempt of reconciliation with Ethiopia.	Non militarized action	Propagandist	31688A
	On June 30, a Somali Defence Ministry statement declared that an Ethiopian Army unit had crossed the border in the Mudugh region, but had been halted by the Somali armed forces. Confirmed by Radio Kulmis (Ethiopian supported radio) and by Somali Democratic Salvation Front's officials on July 12.	Militarized direct action	Attack	31688A
	On July 13, an Ethiopian Foreign Ministry spokesman declared that Somali allegations that Ethiopia had violated Somali territory were "an attempt to cover up the chaos" that Siyad Barre regime had brought to "the oppressed people of Somalia" in a attempt to distract their attention from the Somalia's internal problems.	Non militarized action	Propagandist	31688A

Year	Ethiopian hostile actions	Class	Category	Reference number in KCA
	On August 10 The SDSF claimed that it had beaten off Somali attempts to recapture the village of Gholdogob. Unconfirmed action.	Non militarized action	Propagandist	33015A
	On September 12 Lieut.-Colonel Mengistu stated in Addis Ababa that Ethiopia must strengthen its military capability on account of the strategic importance of the Horn of Africa.	Non militarized action	Propagandist	33015A
1983	In April there had been some limited air raids on Somali border.	Militarized direct action	Attack	33015A
1987	On February 12 Ethiopian troops had launched an air and ground attack on Somali positions. The attack took place on six settlements in Somalia's north-west Todghere province, some 20 km from the border. According to the testimony of a captured Ethiopian tank division officer, Ethiopian forces operated jointly with rebels of the SNM (Somali National Movement).	Militarized direct action	Attack	35042A
	After the incident on February 12, there were subsequent reports of both sides concerning digging earth ramparts on either side of the border, in preparation for further offensives.	Militarized indirect action	Fortify border	35042A
	At Burao, early in May, the SNM forces had captured, during the combined SNM-Ethiopian army raid into Somalia, seven high-ranking officers of the Somalia's National Security Service.	Militarized direct action	Seizure	36004A
	On May 25 the SNM seized the Hargeisa prison, freeing "many innocent prisoners", including those arrested for the assassination of the government's security chief in Hargeisa.	Militarized direct action	Seizure	36004A
1988	By late February the SNM had captured three villages and a refugee camp near the border in the north-west.	Militarized direct action	Seizure	36004A
	In March Somali forces had undertaken a successive counter-attack against the SNM forces.	Militarized direct action	Attack	36004A

